

Y DESARROLLO

# Populations et conditions de vie dans le département de La Paz Bolivie

1992

# Populations et conditions de vie dans le département de La Paz Bolivie

Un instrument d'aménagement régional :  
la cartographie du recensement de 1992

## Équipe bolivienne

### **Corporación Régional de Desarrollo de La Paz**

Fernando Barthelemy, Président de CORDEPAZ

Berta Gozalez, architecte, chargée de mission de CORDEPAZ

Jorge Lozado, licencié en économie, chef de projet de CORDEPAZ

### **Universidad Mayor San Andrés de La Paz**

Jorge Cordova Cardozo, ingénieur géographe, directeur du Département de Géographie de l'UMSA

Ismaël Gonzalez, licencié en géographie du Département de Géographie de l'UMSA

## Équipe française

Jean-Claude Roux, chargé de recherche de l'ORSTOM, UMSA

Philippe Waniez, chargé de recherche de l'ORSTOM, GIP RECLUS

Violette Brustlein-Waniez, ingénieur du CNRS, GIP RECLUS

# Table des matières

<b>Remerciements</b>	<b>5</b>
<b>Avertissement</b>	<b>6</b>
<b>Présentation</b>	<b>7</b>
La réalisation des cartes	
Digitalisation du fond de carte	
Mise en forme et analyse des données	
Cartographie automatique	
La modélisation graphique	
<b>1. Cadrage géographique et maillage administratif du département de La Paz</b>	<b>11</b>
1.1. Éléments de cadrage géographique du département de La Paz	
1.2. L'évolution des maillages administratifs	
1.2.1. Éléments d'histoire du maillage administratif bolivien	
1.2.2. Le maillage administratif du département de La Paz	
1.2.2.1. Histoire d'un démembrement : la formation des 20 provinces	
1.2.2.2. Les cantons	
1.2.2.3. Les sections de provinces	
1.3. La Loi de Participation Populaire et l'avenir du maillage administratif	
<b>2. Le peuplement et son évolution récente</b>	<b>21</b>
2.1. La répartition de la population	
2.2. Les densités de population	
2.3. L'évolution récente de la population (1976-1992)	
2.4. Une population jeune	
2.5. Les migrations	
2.6. Une concentration urbaine inquiétante	
<b>3. La population active</b>	<b>31</b>
3.1. Le taux d'activité	
3.2. Les statuts d'activité	

3.3. Les branches d'activité	
3.3.1. L'agriculture	
3.3.2. Les mines	
3.3.3. La pêche	
3.3.4. Le commerce, le marché et les foires	
3.3.5. Les banques et les assurances	
3.4. Une crise de mutation	
<b>4. L'éducation</b>	<b>44</b>
4.1. La population non scolarisée	
4.2. L'analphabétisme	
4.3. La fréquentation scolaire	
4.4. Les niveaux scolaires	
4.5. Un bilinguisme marqué	
4.5.1. L'Aymara	
4.5.2. Le Quechua	
4.5.3. L'Espagnol	
4.6. Vigueur des langues natives et développement de l'enseignement	
<b>5. La santé publique</b>	<b>58</b>
5.1. La difficile politique médicale départementale	
5.2. L'utilisation des systèmes de santé	
5.2.1. Le système de la Santé Publique	
5.2.2. Le recours aux caisses de Sécurité Sociale	
5.2.3. La médecine privée	
5.2.4. Un palliatif : les pharmacies	
5.2.5. Le rôle médical des Églises et de ONG.	
5.2.6. La médecine des guérisseurs : une tradition plus qu'un recours	
5.2.7. Les exclus de la santé	
5.3 Une situation de «desesperación»	
<b>6. L'habitat</b>	<b>70</b>
6.1. L'occupation des logements	
6.2. L'alimentation en eau ne suit pas le rythme de la construction	
6.3. Les progrès de l'électrification	
6.4. Un point noir : l'équipement sanitaire	
6.5. Des progrès trop lents pour effacer de graves carences	
<b>7. Une classification des cantons du département de La Paz</b>	<b>78</b>
7.1. La cordillère d'économie traditionnelle et l'altiplano en transition économique	
7.2. Le croissant de colonisation prospère	
7.3. La frange de colonisation quechua pauvre	
7.4. Les centres miniers	
7.5. La Paz	

## Tableaux

- 1.1. Découpage national en provinces et cantons.
- 1.2. La formation historique des provinces du département de La Paz.
- 1.3. Nombre de cantons et nombre de sections par province.
  
- 2.1. Les centres urbains du département de La Paz.
- 2.2. Évolution des densités de population (hab/km<sup>2</sup>)  
des provinces du département de La Paz en 1950, 1976 et 1992.
- 2.3. Taux de croissance annuel de la population des provinces  
entre 1976 et 1992.
- 2.4. Répartition de la population par milieux, sexes et âges.
- 2.5. Origine des migrants du département de La Paz.
- 2.6. Bilan migratoire des provinces du département de La Paz.
  
- 3.1. Catégories socioprofessionnelles.
- 3.2. La Paz et El Alto. Catégories socioprofessionnelles.
- 3.3. Branches d'activité. Évolution 1976 / 1992.
- 3.4. Crise de l'activité des agglomérations minières.  
Effets sur la population. 1976-1992.
  
- 4.1. Les niveaux scolaires en 1976 et 1992. % de la population totale.
- 4.2. Langue parlée, % de la population totale en 1976 et 1992.
  
- 5.1. Population prise en charge par province, % de la population totale.
- 5.2. Utilisation des divers services de santé.
- 5.3. États nutritionnels, % des enfants de moins de 5 ans.
  
- 6.1. Évolution de l'équipement sanitaire de logements pour  
La Paz et El Alto % du total des logements en 1976 et 1992.
  
- 7.1. Indicateurs utilisés pour la classification.
- 7.2. Nombre de cantons dans chaque classe de la CAH.

## Cartes

- 1.1. Localisation du département de La Paz
- 1.2. Départements et provinces de Bolivie
- 1.3. Provinces et cantons du département de La Paz
- 1.4. Cantons du département de La Paz
- 1.5. Population titulaire d'une carte d'identité
  
- 2.1. Population totale en 1992
- 2.2. Population urbaine
- 2.3. Densité de population des cantons
- 2.4. Nombre moyen d'enfants vivants  
par femme de 12 ans et plus
- 2.5. Population masculine

- 3.1. Population active
- 3.2. Population active : salariés
- 3.3. Population active : agriculture
- 3.4. Population active : mines
- 3.5. Population active : pêche
- 3.6. Population active : commerce
- 3.7. Foires et marchés
- 3.8. Population active : banques et assurances
  
- 4.1. Niveau d'instruction le plus élevé : aucun
- 4.2. Population analphabète
- 4.3. Niveau d'instruction le plus élevé : de base
- 4.4. Niveau d'instruction le plus élevé : intermédiaire
- 4.5. Niveau d'instruction le plus élevé : moyen
- 4.6. Niveau d'instruction le plus élevé : technique
- 4.7. Niveau d'instruction le plus élevé : universitaire
- 4.8. Population de langue aymara
- 4.9. Population de langue quechua
- 4.10. Population de langue espagnole
  
- 5.1. Population des ménages recourant au système du Ministère de la Santé
- 5.2. Population des ménages recourant au système de Sécurité Sociale
- 5.3. Population des ménages recourant au système de santé privé
- 5.4. Population des ménages recourant à une pharmacie
- 5.5. Population des ménages recourant au système de santé des ONG ou des églises
- 5.6. Population des ménages recourant au jampiri-yatiri
- 5.7. Population des ménages ne recourant à aucun système de santé
  
- 6.1. Logements occupés
- 6.2. Logements équipés de l'eau
- 6.3. Logements équipés de l'eau à l'intérieur
- 6.4. Logements ruraux équipés de l'électricité
- 6.5. Logements équipés de sanitaires
  
- 7.1. Classification socio-économique des cantons du département de La Paz

## **Figures**

- 0.1. Les chorèmes du département de La Paz
  
- 7.1. Classification socio-économique des cantons du département de La Paz : profils des classes

## Remerciements

Les auteurs de cet ouvrage assument la responsabilité de son contenu. Ils tiennent à remercier chaleureusement toutes les personnes et institutions ayant favorisé et soutenu le projet, leur permettant ainsi de respecter les délais impartis.

Le Recteur de l'UMSA, M. A. Saavedra

Le Doyen de la Faculté de Géologie, Ingénieur J. Ponce Villagómez

Le Président de la Cour Électorale du Département de La Paz,  
Docteur R. Costa Arduz.

Les étudiants du laboratoire de géographie de l'UMSA.

L'Institut National de la Statistique Bolivien, INE.

Son Excellence H. Vidal, Ambassadeur de France en Bolivie.

Le chef du département SUD de l'ORSTOM, M. Joël Bonnemaïson.

Le chef de l'Unité de recherche 5C de l'ORSTOM, M. Pierre Gondard.

Le Groupement d'Intérêt Public RECLUS.

## **Avertissement**

La cartographie du département de La Paz figurant dans cet ouvrage est basée principalement sur la carte administrative de la Bolivie. C'est la raison pour laquelle seule la partie bolivienne du lac Titicaca est représentée.

## Présentation

Réalisé en six mois environ, cet ouvrage vise à présenter, pour le département de La Paz, les principaux enseignements que l'on peut tirer du recensement de la population et du logement réalisé en 1992 par l'Institut National de la Statistique de Bolivie, INE.

La principale originalité de cette recherche (qui a justifié en grande partie l'accord de coopération entre les quatre institutions ayant collaboré à sa réalisation), réside dans le fait que l'on a cherché à montrer la diversité du département à l'aide de cartes basées sur la maille spatiale la plus fine possible, compatible avec le niveau auquel les données sont fournies par l'INE : le canton. Sur ce plan, l'ouvrage apparaît ainsi plus proche de ce que l'on attend d'un atlas et il ne constitue donc pas une académique «géographie régionale» du département de La Paz.

De manière à situer les observations dans le contexte des transformations en cours dans la société et la géographie boliviennes, les textes prennent aussi en compte les résultats du recensement de 1976 et parfois même de 1950. Les cartes, en revanche, correspondent toujours au recensement de 1992; la maille cantonale ayant subi de multiples mutations, il n'a pas été possible d'élaborer un fond de carte permettant de représenter des évolutions.

La carte des marchés et des foires résulte d'une recherche menée par Bertha Gozalvez pour le compte de Cordepaz. La présence de ce document qui n'est donc pas issu du recensement est «l'exception qui confirme la règle», exception justifiée par la rareté de ce genre de source d'information permettant d'aborder l'existence des réseaux sur un territoire donné.

Le plan suivi correspond à la déclinaison des grands thèmes du recensement. Le premier chapitre offre d'abord un cadrage géographique du département destiné au lecteur qui en ignorerait tout ou presque. Puis, il aborde

le thème de la longue histoire des découpages territoriaux de la Bolivie et du département. Ceci permet de comprendre l'imbrication des différents niveaux de maillage et les processus historique qui les ont engendrés.

Le second chapitre traite spécifiquement du peuplement et de son évolution récente. On n'y trouve aucune donnée vraiment originale, mais, comme on l'a déjà signalé, les cartes de la répartition de la population sont sans doute les premières à avoir été réalisées sur la base du maillage cantonal, d'où leur intérêt.

Le troisième chapitre aborde la question des activités de la population. Il ouvre un vaste champ de recherche sur les transformations des activités dans un pays qui, touché par une grave crise liée à la fermeture des mines, doit tenter de trouver un second souffle en développant des activités nouvelles qui ne pourront, à moyen terme, se résumer par la seule extension de la production de coca.

Les trois chapitres suivants : éducation, santé et habitat, abordent ces importantes questions conditionnant la qualité de la vie des populations. Ils révèlent un considérable hiatus entre d'une part la conurbation de La Paz-El Alto et, d'autre part les campagnes de haute montagne ou les régions tropicales du département.

Enfin, dans le chapitre sept, on esquisse une «régionalisation» du département, synthèse qu'une politique d'aménagement régionale devrait naturellement prendre en compte.

#### **La réalisation des cartes**

L'ensemble de la cartographie a été réalisée sur micro-ordinateur Apple Macintosh.

#### **Digitalisation du fond de carte**

La digitalisation du fond de carte cantonal a été réalisée sur la base des fonds provinciaux fournis par l'INE correspondant au recensement de 1992. Chaque fond provincial a tout d'abord été scanné, puis redessiné à l'aide du logiciel Adobe Illustrator; les cantons ont été identifiés à l'aide d'un code composé du code de province et d'un numéro d'ordre dans la province. Les 19 fonds provinciaux ont ensuite été mis à la même échelle puis assemblés.

Comme il existe une considérable disparité d'une part dans la finesse du maillage cantonal entre le nord et le sud du département, et d'autre part, sur le plan démographique, entre le canton de La Paz et les autres cantons du département, les cartes présentent trois parties :

- le sud du département sur la gauche de la feuille, avec un habillage en trait plus gras représentant les provinces;

- l'ensemble des provinces du département sur la droite, et pour les deux provinces les plus septentrionales (F. Tamayo et A. Iturralde), les limites des cantons en trait fin

- un point représentatif situé au dessus de la seconde partie qui figure le canton de La Paz, et où est placé le symbole proportionnel à la population ou aux logements de ce canton considérablement plus peuplé que les autres.

La légende figure sur la droite de la feuille et vaut pour l'ensemble des trois parties.

#### **Mise en forme et analyse des données**

Les données, fournies par l'INE sur support magnétiques sont inutilisables dans leur format d'origine. En effet, il s'agit des textes ayant servi à l'impression des annuaires. On y trouve donc toute une mise en page très parasite pour qui veut traiter ces données à l'aide d'un logiciel de statistique. Il a donc fallu supprimer tout ce qui était inutile et, surtout, affecter un code à chaque canton, code ne figurant pas dans les fichiers. Ce travail a été fait pour l'ensemble des 1427 cantons boliviens; il ne sera donc pas à refaire pour les 8 autres départements sur lesquels un travail similaire devra être réalisé.

L'analyse des données proprement dite a été menée à l'aide du logiciel DataDesk.

#### **Cartographie automatique**

La présente recherche a bénéficié des retombées d'une autre recherche en cours sur le Brésil, impliquant l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE). C'est en effet dans le cadre de ce programme brésilien que le logiciel Cabral 1500 (du nom du découvreur de ce pays en l'an 1500) a été réalisé. Basé sur le concept général de la cartomatique (cartographie automatique des données statistiques), il peut-être appliqué à n'importe quel espace géographique divisé en unités spatiales sur lesquelles on dispose de statistiques.

Les cartes réalisées pour cette étude sont de trois types. Les cartes choroplèthes, dites aussi cartes en plages de couleurs sont utilisées pour représenter des rapports. Les couleurs sont graduées de manière à rendre compte de la variabilité statistique du rapport au travers des unités spatiales. Le passage d'une couleur à une autre repose sur des paramètres statistiques (en général les quartiles ou les percentiles) et non pas sur des valeurs arbitrairement choisies par le cartographe. En général, les couleurs forment une gamme croissante (par exemple du jaune au rouge, ou du bleu ciel au bleu foncé), mais il arrive qu'on choisisse une gamme bicolore (par exemple du bleu foncé au bleu ciel, puis du jaune au rouge) lorsqu'on souhaite souligner l'importance des faibles valeurs; dans ce cas, le changement de gamme correspond à la valeur de la médiane.

Les cartes en symboles proportionnels permettent de cartographier des effectifs. Ici, on a choisi de représenter les populations par un cercle et les logements par un carré. Comme il existe une très grande disparité d'effectifs

entre les cantons du département de La Paz, tous ceux qui présentent une valeur inférieure à un seuil fixé par le cartographe sont représentés par un symbole de même taille; ce seuil est la plus petite valeur de la légende. À partir de ce seuil, les symboles sont proportionnels en surface; par exemple, un doublement de l'effectif sera représenté par un cercle ou un carré deux fois plus grand... en surface.

Lorsque la surface des unités spatiales composant le fond de carte sont très différentes, ce qui est le cas des cantons du département de La Paz, les cartes par plages risquent de provoquer un artefact, notamment lorsque de forts rapports correspondent à de grandes unités spatiales : elle attirent l'œil du lecteur de manière indue. Pour éviter ce problème, on préfère en général coupler un effectif représenté par un symbole proportionnel, avec une gamme de couleurs rendant compte des rapports. C'est ce mode de cartographie qui a été systématiquement privilégié ici. Le lecteur peut ainsi se rendre compte facilement du nombre d'habitants sur lequel porte le rapport.

### **La modélisation graphique**

Si le plan thématique retenu pour cet ouvrage permet une lecture relativement aisée, il complique la tâche de celui qui souhaiterait se voir révéler la structuration spatiale du département. C'est pourquoi chaque carte est accompagnée d'une frise représentant les six principales structures spatiales du département. Les éléments de cette frise sont allumés (colorés) ou éteints (grisés) en fonction des structures élémentaires qui auront effectivement été identifiées sur la carte.

Chaque élément de la frise, ou chorème représente l'une des six structures élémentaires identifiées au cours de la rédaction de l'ouvrage. Il s'agit donc d'un élément de synthèse fondamental pour rendre compte de l'organisation spatiale du département (figure 0.1).

#### **Chorème n°1 : la conurbation La Paz-El Alto**

Il exprime l'attraction, sur l'ensemble du département, exercée par la conurbation qui renferme les deux tiers de la population totale du département, ainsi que l'accumulation de richesse et de pauvreté qui en résulte.

#### **Chorème n°2 : le réseau urbain secondaire**

Il traduit l'existence d'un réseau urbain secondaire, segmenté et instable, correspondant au territoire valorisé. La seule localité d'importance, Viacha, avec 19 000 habitants n'est qu'un appendice de El Alto. Ailleurs, on trouve des agglomérations situées sur les routes du transit international (Copacabana, Desaguadero) ou dans des régions agricoles (Sorata, Chulumani et Caranavi); enfin, quelques centres miniers (Tipuani, Mapiri et Guanai) ont été réactivés au cours des dernières années grâce à la hausse du cours de l'or. Aucune de ces agglomérations n'atteint 10 000 habitants, et au total, elles ne représentent pas plus de 6 % de la population totale du département en 1992.

#### **Chorème n°3 : le couloir altiplanique et le lac Titicaca**

Il représente l'axe essentiel de circulation dans le département grâce auquel la ville de La Paz peut drainer tout ce que le département renferme de forces vives. À l'extrémité nord-ouest de ce couloir, le lac Titicaca ouvre le département sur le Pérou; de plus, le tourisme et la pêche s'y développent, en relation directe avec La Paz, via le couloir altiplanique.

#### **Chorème n°4 : le tropisme du nord et le «croissant d'or»**

Il rend compte du développement d'activités nouvelles : d'une part l'exploitation de l'or dans la partie centrale (province de Larecaja), d'autre part l'exploitation forestière dans le nord du département, correspondant à un «tropisme nordique colonisateur» de faible impact sur le peuplement, et enfin le développement de la culture de la coca dans la région des Yungas, «croissant d'or» de l'économie informelle bolivienne.

#### **Chorème n°5 : la haute montagne de cordillère**

C'est le berceau de la culture Aymara et d'une tradition montagnarde bien ancrée. Dans cette région où il faut compter avec les rigueurs de la haute montagne, ce chorème traduit les difficultés d'existence de cet espace en voie d'abandon.

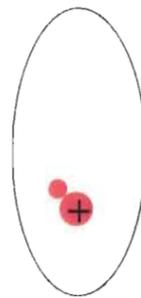
#### **Chorème n°6 : les domaines aymara et quechua**

Les deux aires ethniques révélées par les cartes de la pratique linguistique, sont en contact dans le couloir altiplanique. L'appartenance ethnique demeure l'une des caractéristiques essentielles de la population du département. Les Aymaras ont leur domaine dans la cordillère sud et dominant l'altiplano. Le centre et le nord du département, d'ouverture économique plus récente, connaissent une migration quechua colonisant les terres neuves ou développant l'activité minière.

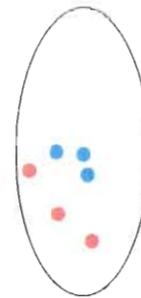
figure n°0.1.

### Les chorèmes du département de La Paz

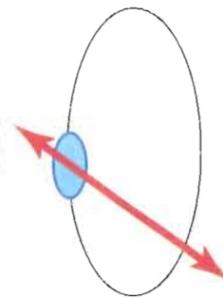
Forme active



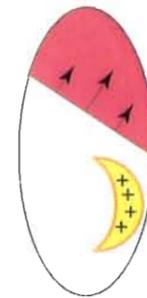
Conurbation  
La Paz-EI Alto



Réseau urbain  
secondaire  
(minier/tertiaire)



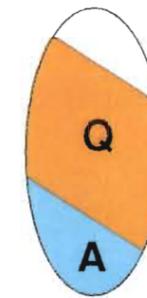
Couloir  
altiplanique  
et lac Titicaca



Tropisme du Nord  
et  
Croissant d'Or

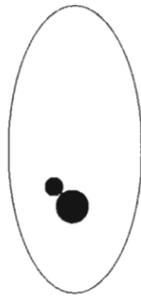


Haute Montagne  
de Cordillère



Domaines  
Aymara et  
Quechua

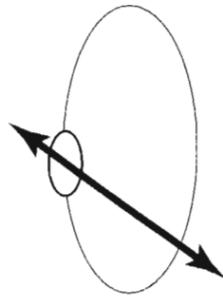
Forme inactive



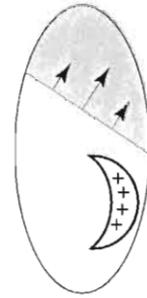
Conurbation  
La Paz-EI Alto



Réseau urbain  
secondaire  
(minier/tertiaire)



Couloir  
altiplanique  
et lac Titicaca



Tropisme du Nord  
et  
Croissant d'Or



Haute Montagne  
de Cordillère



Domaines  
Aymara et  
Quechua

# 1

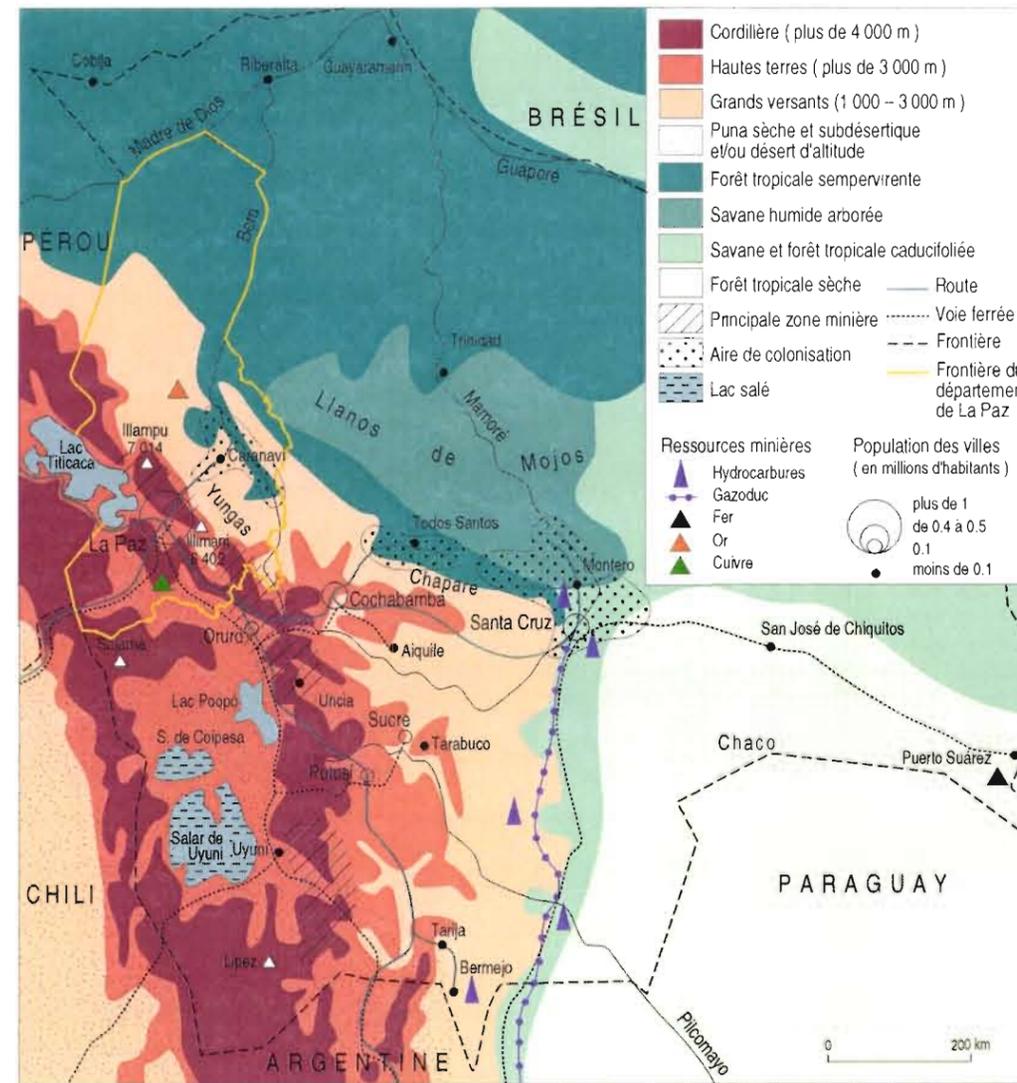
## **Cadrage géographique et maillage administratif du département de La Paz**

Le département de La Paz est la plus vaste circonscription administrative de la République bolivienne qui comprend huit autres départements. C'est aussi la plus peuplée avec 1 900 786 habitants au recensement de 1992. Néanmoins, la densité de population moyenne atteignant seulement 15 au km<sup>2</sup>, exprime une des réalités les plus préoccupantes pour le développement du pays : le sous-peuplement. En effet, ce chiffre exprime l'existence de quasi vides démographiques. De fait, si l'on additionne la population de la ville de La Paz, capitale et première ville du pays, avec celle de sa cité satellite El Alto, on obtient les deux tiers de la population totale du département.

### **1.1. Éléments de cadrage géographique du département de La Paz**

Le département s'étend du nord au sud en présentant une longue façade, à l'ouest, frontalière avec le Pérou, coupée par le vaste lac Titicaca. Au nord, il est limité par le département amazonien du Pando, à l'est par le département du Beni, au sud-est par le département de Cochabamba, au sud par celui de Oruro. Au sud-ouest enfin, il jouxte le Chili.

Le département est une découpe, en elle même très représentative, de la variété géographique offerte par la Bolivie. L'organisation du relief obéit aux grands traits suivants (carte 1.1) :



carte n°1.1. Localisation du département de La Paz

- au sud du département, s'étend la région dite de l'altiplano ou vaste meseta de haute montagne, de 4 000 m d'altitude en moyenne, partagée entre le Pérou et la Bolivie;
- Parallèlement à la rive nord du lac Titicaca court le feston montagneux connu sous le nom de cordillère centrale et qui traverse le département selon un axe NO/SE;
- une frange de même orientation épouse les contours du flanc nord de la cordillère centrale et constitue la zone des vallées de piémont;
- au delà, s'étend jusqu'au nord, soit sur les deux tiers environs de la superficie du département, une grande région de faible relief couverte de llanos, et plus au nord de forêts amazoniennes.

Les climats sont également très divers :

- la partie sud du département, correspondant aux provinces de Camacho, Manko Kapac, Pacajes, Los Andes, constitue une zone froide marquée par un relief élevé avec les sommets du Sajama, Ilampu, Ilimani, atteignant tous plus de 6 000 m et disposant de glaciers permanents;
- la région dite de la Puna s'étend en altitude de 3 250 m jusqu'à 4 000 m et comprend les provinces de Omasuyos, Muñecas, Ingavi, Aroma, Murillo (La Paz), G. Villarroel, J.M. Pando, B. Saavedra;
- la région tempérée s'étend de 3 000 m à 1 750 m et porte le nom générique de Yungas, correspondant climatiquement à ce que l'on appelle au Pérou le «ceja de selva», ou vallées tropicales chaudes d'altitude du versant andin amazonien; on y trouve les provinces de Larecaja, Inquisivi, Loaysa, Nord et Sud Yungas;
- la province F. Tamayo forme une bande subtropicale étagée de 1 750 m à 750 m;
- enfin, la vaste province de A. Iturralde appartient à la zone tropicale amazonienne.

Ainsi seul le milieu naturel typique du Chaco fait défaut, dans le département de La Paz, pour que celui-ci soit entièrement représentatif de la diversité des milieux physiques boliviens.

La diversité des caractéristiques physiques du département de la Paz influe très fortement sur la répartition du peuplement, soit comme facteur limitant et produisant de forts courants de migrations rurales se dirigeant vers l'ensemble urbain formé par La Paz et El Alto, soit, depuis trois décennies, comme facteur d'appel vers les espaces encore vierges présentant un intérêt agricole, comme par exemple les Yungas.

## 1.2. L'évolution des maillages administratifs

L'une des premières démarches d'une société qui s'organise et se constitue en État réside dans l'établissement de circonscriptions de contrôle territorial à des fins militaires, fiscales et économiques. On trouve en Bolivie quatre niveaux de découpages administratifs. Au sommet de la hiérarchie, les 9 départements se répartissent les 111 provinces (carte 1.2), le département de La Paz s'en adjugeant 20. Viennent ensuite les sections de province et les cantons (tableau n°1.1).

Départements	Nombre de provinces	Nombre de cantons
Chuquisaca	10	116
La Paz	20	432
Cochabamba	16	93
Oruro	16	153
Potosi	16	256
Tarija	6	183
Santa Cruz	15	118
Beni	8	27
Pando	5	18
<b>Total</b>	<b>111</b>	<b>1 397</b>

Tableau n°1.1. Découpage national en provinces et cantons.

La formation de cette maille administrative a obéi à un processus lent d'abord, qui se mit en place avec la formation de la république bolivienne indépendante à partir de 1825, et dont on peut fixer les grandes étapes. Celles-ci sont des indicateurs de la pensée administrative étatique et des formes de son expression, ainsi que du processus de peuplement et d'ouverture du territoire par l'exploration avec la lente mise en place des voies de communication.

### 1.2.1. Éléments d'histoire du maillage administratif bolivien

Le maillage administratif de la Bolivie trouve son origine dans un héritage ancien, celui d'abord de la colonisation inca de la région, d'une part, qui s'est surimposée à des peuplements autochtones plus anciens, puis, d'autre part, celui de la colonisation administrative espagnole à partir du 15<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Maîtresse de l'ensemble de l'arc andin, l'Espagne créa, en 1534, deux gouvernorats (Gobernaciones). Celui de la Nouvelle Castille comprenait le Bas-Pérou tandis que celui de la Nouvelle Tolède ou Haut-Pérou, correspondait, grosso modo, à l'assiette territoriale de la Bolivie devenue indépendante. En 1542 ce vaste ensemble devait former la vice-royauté de Lima, celle-ci fut divisée en deux audiences, Lima ou Bas-Pérou, et Charcas (Sucre) ; cette dernière, fondée en 1559, correspondait à la Bolivie. L'audience de Charcas fut subdivisée en quatre provinces avec La Paz et ses dépendances, Potosi, Charcas (Sucre) et Santa Cruz en Orient. Deux territoires, excentriques géographiquement, furent confiés à l'administration des missions religieuses. Il s'agissait des vastes régions de Mojos et Chiquitos ; celles-ci conservèrent longtemps des limites très floues, faute d'exploration et de frontière démographique, face aux avancées portugaises venant du Brésil, à partir de la région des fleuves Madeira et Itenez et du Matto Grosso, riche en mines.

<sup>1</sup> Ballivian, V.M. Geografía de Bolivia. 1905. Op. cit.



En 1776, avec la création de la vice-royauté de la Plata (ou de Buenos Aires), l'audience de Charcas passa sous cette nouvelle juridiction, puis en 1782, fut réorganisée en intendances au nombre de quatre, celles-ci épousant les anciens territoires provinciaux cités plus haut. En 1810, compte tenu de la sécession indépendantiste de Buenos Aires, l'audience de Charcas repassa sous la juridiction de Lima<sup>2</sup>.

A l'indépendance, en 1825, la Bolivie se retrouve donc héritière d'un vaste territoire au coeur du continent sud américain, mais ne disposant que d'une ingrate et inactive façade maritime sur le Pacifique, désarticulée géographiquement par rapport au massif andin, berceau de la Bolivie. Elle héritait aussi de vastes territoires s'étendant vers les deux artères fluviales majeures d'Amérique du Sud et leurs bassins, ceux de l'Amazone et de La Plata, soit un territoire de 2,5 millions de km<sup>2</sup> au moins. Mais ce vaste Orient bolivien restait en grande partie inexploré, donc non colonisé, que ce soit vers l'Amazonie, la région Itenez-Matto Grosso ou le vaste Chaco, au Sud. La Bolivie apparaissait alors comme «une absurdité géographique»<sup>3</sup>, et les oscillations Nord-Sud propres à sa diplomatie engendreront, après l'indépendance, des conflits de frontières, forts embrouillés, avec les pays voisins.

C'est en 1826, par décret du maréchal Sucre, que furent énoncés les principes de base de l'administration territoriale bolivienne. L'unité majeure créée alors fut le département qui était subdivisé en provinces, celles-ci en cantons et vice-cantons selon un principe d'ordre au niveau territorial : «Les cantons seraient appelés paroisses dans la mesure où leur population atteindrait 3 à 4 000 âmes, sinon ils devraient se regrouper avec d'autres unités pour pouvoir disposer de la population de base requise».

En 1905 la Bolivie était formée de huit départements et d'un territoire de colonisation en Amazonie, le Territoire des Colonies érigé en département sous le nom de Pando en 1936. À la suite de la réforme agraire des années 1950 et du souci des gouvernements d'assurer les bases d'une colonisation rurale des terres vierges ou devenues vacantes, la constitution de 1961 attribua au législateur le pouvoir d'impulser une politique de colonisation foncière et rurale.

Il est patent qu'à partir de 1960, est apparu un processus d'abord timide, puis qui s'est accéléré, de production de nouvelles entités administratives. Ce processus est vérifiable aussi bien au niveau de la création des provinces, que de leurs unités constitutives internes, ainsi que permet de la constater la multiplication des sections provinciales, et surtout, la prolifération des cantons.

Une durable méconnaissance des méthodes et principes géographiques, comme cartographiques, explique, jusqu'à nos jours, les avatars de la délimitation territoriale de la Bolivie<sup>4</sup> comme ceux de la connaissance de la répartition précise de sa population. La situation de l'époque s'est fidèlement

reproduite jusqu'en 1992 avec le dernier recensement, puisque l'INE<sup>5</sup> ne produit ses résultats cantonaux, c'est à dire ceux des unités de base constitutives du maillage administratif, qu'à partir de ses propres unités de recensement, souvent délimitées sans tenir compte de la carte officielle de l'IGM<sup>6</sup>... Ainsi nous sommes face «à deux Bolivies», celle formelle et légale du découpage territorial officiel mais aux unités de base, les cantons, non délimitées, et une autre Bolivie, quelque peu extra-officielle et aux contours fluctuants au gré des équipes de recensement de l'INE, unique producteur des données statistiques de base de l'État bolivien.

## 1.2.2. Le maillage administratif du département de La Paz

### 1.2.2.1. Histoire d'un démembrement : la formation des 20 provinces

Initialement le département comprend sept provinces originelles<sup>7</sup>; puis, celles-ci par la suite, du fait d'une série de partitions de leurs territoires, donneront l'organisation actuelle reposant sur 20 provinces (carte 1.3), la dernière créée, celle de Caranavi, datant de 1993 (tableau n°1.2).

#### Larecaja

Larecaja - Muñecas (1826) - B. Saavedra (1948).

#### Omasuyos

Omasuyos (1863)

Los Andes (1917) - Camacho (1908) - Manko Kapak (1951)

#### Pacajes

Pando (1986) - Pacajes (1856) - Ingavi (1842)

#### Cercado

Murillo (1912) - mais seul le nom change

#### Yungas

Sud Yungas et Nord Yungas (1899) - Caranavi (1993) -

#### Sica Sica

Inquisivi (1838) - Loaysa (1899) - Aroma (1945) - Villarroel (1962)

#### Caupolican

Iturralde (1939) - Tamayo (1967) -

Tableau n°1.2. La formation historique des provinces du département de La Paz. Source : Costa Arduz.

<sup>2</sup> Crespo Op. cit

<sup>3</sup> Badía Malagrita.

<sup>4</sup> Roux, J.C. Bolivia mitica y Bolivia real A través del primer mapa nacional de 1859. 1992. Op. cit.

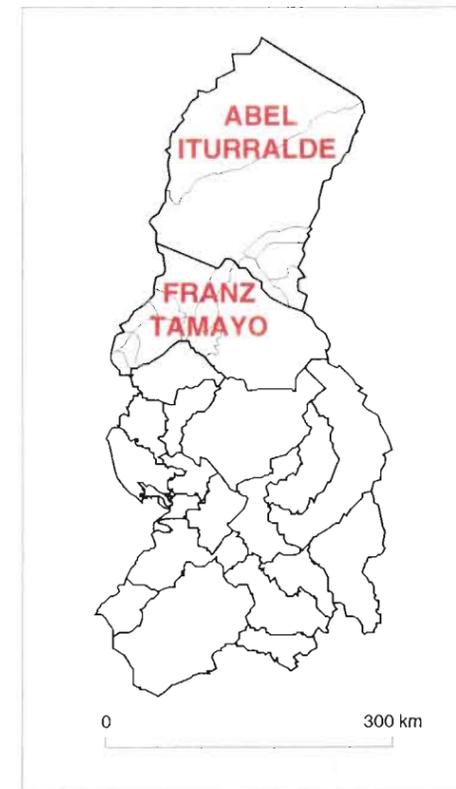
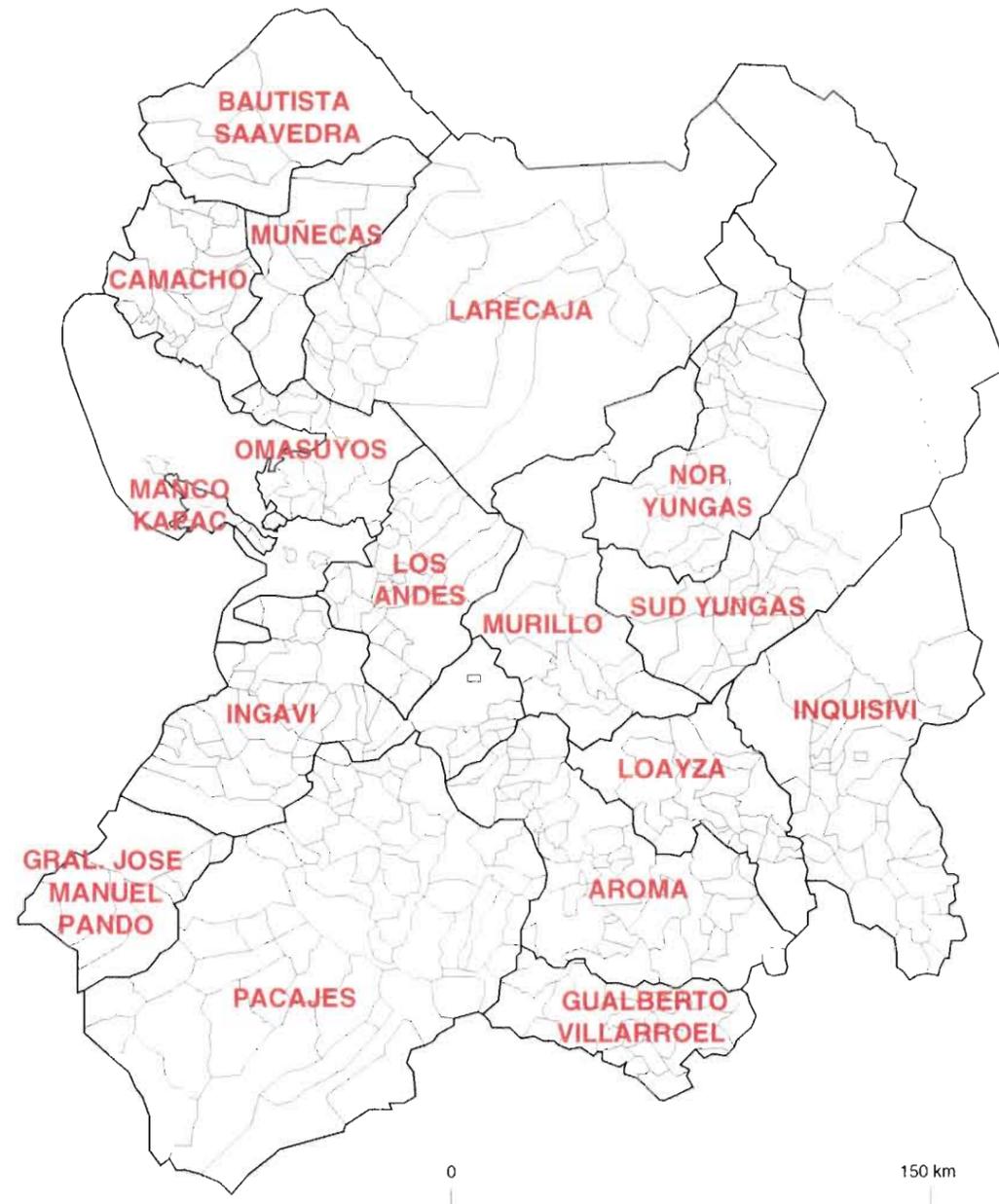
<sup>5</sup> INE : Institut National de Statistique.

<sup>6</sup> Institut Géographique Militaire.

<sup>7</sup> Ballivian, V.M. División Política administrativa de la Republica de Bolivia. Boletín de la Dirección General de Estadística y Estudios Geográficos. N° 86 de 1913, p. 115 / 174, et N° 89 de 1914. p. 193 ? 294.

carte n°1.3

## Provinces et cantons du département de La Paz



— PROVINCES  
— Cantons

### 1.2.2.2. Les cantons

Par rapport au reste de la République, le département de La Paz est celui où il y a eu la plus forte multiplication des provinces et surtout des cantons. La pratique de ces redécoupages successifs a consacré la méthode. Elle consiste à choisir une localité disposant d'un notable bien en cour ou d'un groupe de pression favorable au pouvoir et devenant son représentant; on «cantonise» alors par décret cette localité, puis on peut la transformer en section de province, enfin dans des cas d'importance, la section devient province indépendante. Il résulte de ce processus l'apparition d'unités administratives irrationnelles en termes de superficie et population comme d'équipements ou services publics de base. Ainsi dans la province de Larecaja, le canton de Chiñijo est fort d'une population de 18 habitants, en tout et pour tout !

Jusqu'en 1925, le département de La Paz ne comptait que 101 cantons<sup>8</sup>, chiffre dérisoire pour un département aussi vaste. Mais on ne doit pas oublier qu'un vaste réseau d'haciendas<sup>9</sup> encadrait alors, jalousement même, la population rurale. Les propriétaires latifundistes freinaient certainement, au parlement (qu'ils contrôlaient), la création d'autorités locales administratives qui auraient pu constituer un écran ou, éventuellement, un contre-pouvoir face à leur système féodal d'encadrement de leurs paysans-serfs. De 1926 à 1975, on note une amplification de la création des cantons (voir tableau) avec 98 unités nouvelles, soit presque un doublement de l'effectif existant. A partir de 1976 et jusqu'à 1994, on assiste à une véritable prolifération des unités cantonales nouvelles. Ainsi ce sont 220 cantons nouveaux créés, une partie d'ailleurs sans aucun décret légal... Les conditions législatives propres à ces créations, sans débat sur leur opportunité, comme l'absence de procédures administratives avec enquêtes d'utilité publique par les préfets et sous-préfets, et rapports au Congrès, semblent bien indiquer, et la légèreté de certaines décisions, et l'absence de critères de jurisprudence administrative.

Aujourd'hui, le département de La Paz comprend 434 cantons (carte 1.4) administrativement actifs, mais près de 80 autres cantons sont, soit incorporés à d'autres unités cantonales, soit ne disposent pas de décrets leur conférant une existence légale, donc sont des fantômes administratifs. Les cantons forment l'unité administrative de base depuis la suppression des vice-cantons. Il sont souvent formés par des communautés paysannes et leurs terroirs. Celles-ci revendiquent souvent, au nom de leur ancienneté, une origine historique remontant à la nuit des temps; cette antiquité respectable paraît conférer à leurs droits fonciers locaux une pérennité au dessus de toutes les autres lois civiles. Selon V. M. Ballivian, le département de La Paz comprenait, en 1890, plus d'un millier de communautés. Ces unités de base rurale, ne disposent, jusqu'à maintenant, d'aucune loi jetant les bases de leur organisation juridique et administrative.

<sup>8</sup> Nous devons noter ici que dans sa Geografía de Bolivia de 1905, V.M. Ballivian donne 93 cantons et 31 vice-cantons pour le département de La Paz en 1905.

<sup>9</sup> Ballivian, V.M. & E. Idiaquez : Diccionario geográfico de la Republica de Bolivia. T. 1. Departamento de la Paz. 165 p.1890.

Il existe en fait trois types de communautés rurales :

- les communautés traditionnelles, issues des territoires plus ou moins remaniés par la loi promulguée en 1868 par le dictateur Melgarejo, qui confisqua les terres indigènes pour les revendre à de grands domaines<sup>10</sup>; si la loi fut ultérieurement annulée et les terres en partie restituées, de nombreux litiges devaient en découler qui perdurent encore et prennent parfois une tournure violente entre communautés rivales;
- les communautés paysannes nées de la Réforme Agraire de 1952; il s'agit de villages nouveaux installés sur les terres confisquées alors avec une population formée par les anciens péons des haciendas et leurs familles;
- les communautés de colonisation de terres neuves fondées à l'issue de la Réforme Agraire par des paysans ayant du quitter leur terre à la suite de désaccords lors du partage ou après avoir revendu les lots qui leur avaient été attribués; ces groupes de colons, bénéficiant parfois de soutiens officiels, souvent isolés dans les régions marginales, du Chaparé ou des basses vallées chaudes tropicales<sup>11</sup> sont parfois en butte à leurs voisins indigènes.

Ces entités rurales de base ne disposent pas, sauf exception, d'un cadastre de leur territoire, ce qui ne manque pas de provoquer des conflits pour les terres de communaux, avec les collectivités voisines ou les propriétaires indépendants. Certaines communautés ont leur territoire réparti sur divers cantons avec des hameaux ou villages se réclamant de la même appartenance en droit coutumier, ce qui complique ou paralyse la gestion interne des cantons ou sections de province par leurs autorités administratives régulières. Il n'existe pas de répertoire des superficies cantonales, faute de délimitations géographiques officielles.

### 1.2.2.3. Les sections de provinces

Dans l'esprit du législateur, elles correspondent, au souci de créer un échelon intermédiaire regroupant les cantons et leur donnant une certaine cohésion administrative et décisionnelle (tableau n°1.3). Mais elles sont aussi un indéniable instrument du pouvoir politique, ce qui explique peut être leur multiplication depuis une vingtaine d'années. En effet, les remarques faites antérieurement, et visant l'insoutenable légèreté du législateur en ce qui concerne la création d'unités administratives, valent aussi pour les créations de sections.

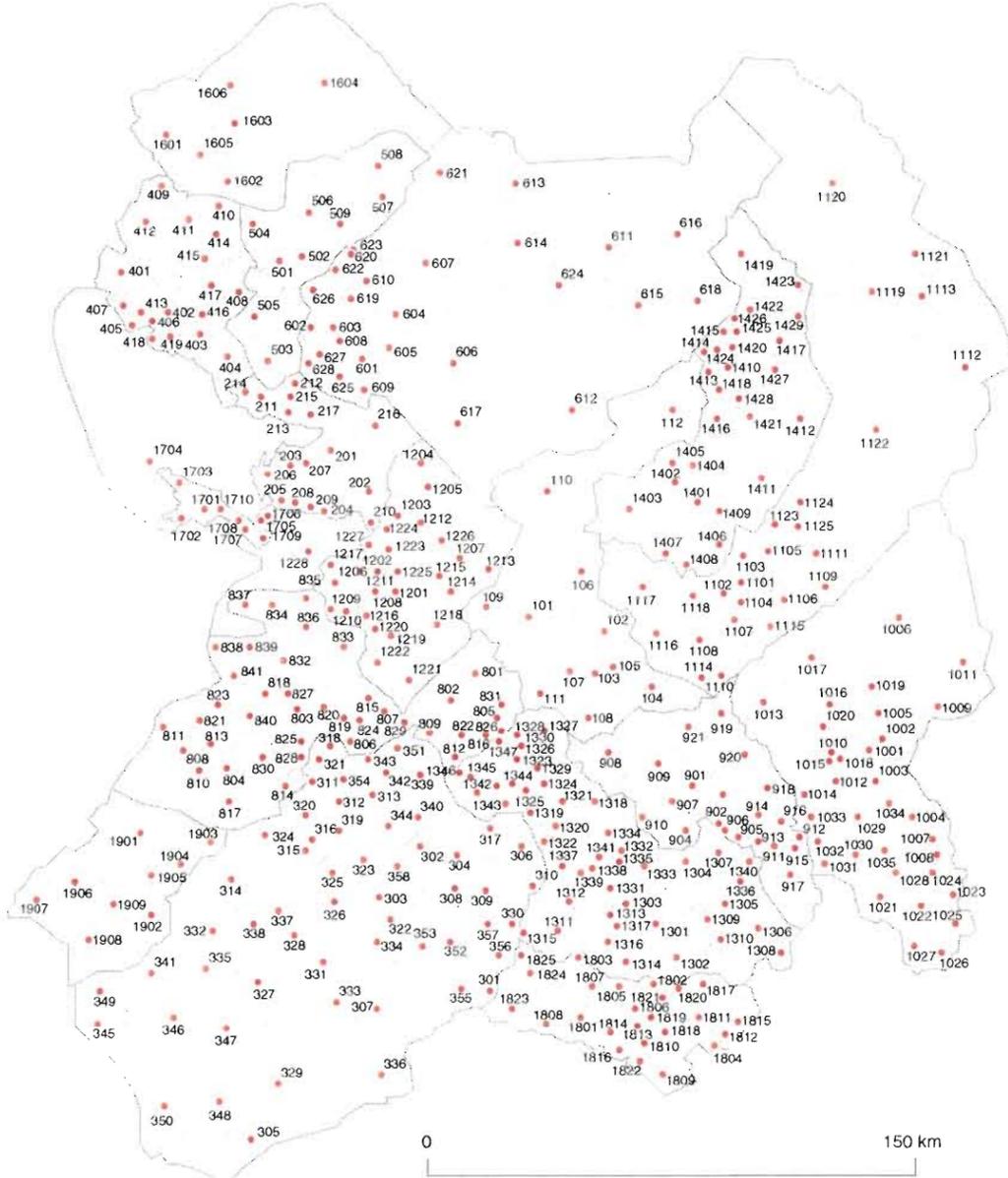
Malheureusement, il est regrettable que tout l'échafaudage juridique utilisé pour la délimitation des sections repose sur une fiction : les unités de création nouvelle sont définies par rapport à d'autres unités, elles mêmes non définies et non délimitées ! De plus, toutes ces procédures de création d'unités administratives, surtout après 1960, n'ont pas pris en compte le souci d'intégrer les transformations du peuplement, qu'il soit provincial, «sectional» ou cantonal.

<sup>10</sup> Arguedas, A. Histoire générale de Bolivie. Traduit de l'Espagnol. Librairie Felix Alcan. 157 p. + carte. Paris. 1923.

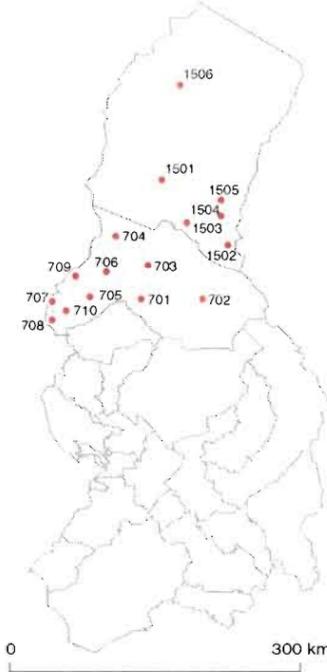
<sup>11</sup> Fifer, V.J. Bolivia's pioneer fringe. In : *The Geographical Review*. N° 1. p. 1-21 + cartes. Vol. LVII. N.Y. 1967.

carte n° 1.4

# Cantons du département de La Paz



- 0352 CONDO CUMURANI
- 0353 CANUTA
- 0354 KALLA LLALLAGUA
- 0355 FRANZ TAMAYO
- 0356 TIERRA GRANDE
- 0357 ROMERO PAMPA
- 0358 JOSE MANUEL PANDO
- 04. PROVINCIA CAMACHO**
- 0401 HUAYCHO
- 0402 ESCOMA
- 0403 CARABUCO
- 0404 PUERTO CHAGUAYA
- 0405 PUERTO PARAJACHI
- 0406 VILLA PUNI
- 0407 PUERTO BELEN DE PASUJA
- 0408 AMBANA
- 0409 VILLA ROSARIO DE WILACALA
- 0410 ILAVI
- 0411 PACOBAMBA
- 0412 HUMANATA
- 0413 K'OTA PATA
- 0414 MOCOMOCO
- 0415 ITALQUE
- 0416 TAJANI
- 0417 PACAURES
- 0418 CHALLAPATA
- 0419 COLLASUYO
- 05. PROVINCIA MUÑECAS**
- 0501 CHUMA
- 0502 LUQUISANI
- 0503 TIMUISI
- 0504 TUILUNI



- 0616 TEOPONTE
- 0617 CHACAPA
- 0618 LITORAL
- 0619 TACACOMA (C)
- 0620 ANANEA
- 0621 CONSATA
- 0622 CHUMISA
- 0623 COLLABAMBA
- 0624 TIPUANI
- 0625 ILABAYA
- 0626 QUIABAYA (C)
- 0627 COMBAYA
- 0628 SOREJAYA
- 07. PROVINCIA FRANZ TAMAYO**
- 0701 APOLO
- 0702 ATEN
- 0703 STA. CRUZ DEL VALLE AMENO
- 0704 PATA
- 0705 PELECHUCO
- 0706 MOJOS
- 0707 SUCHES
- 0708 ULLA ULLA
- 0709 PUINA
- 0710 ANTAQUILLA
- 0801 CENTRO URBANO
- 08. PROVINCIA INGAVI**
- 0802 VIACHA
- 0803 JESUS DE MACHACA
- 0804 SAN ANDRES DE MACHACA
- 0805 VILLA REMEDIOS
- 0806 STO. DOMINGO DE MACHACA
- 0807 CHAMA
- 0808 MAURI
- 0809 VILLA SANTIAGO DE CHACOMA
- 0810 LAQUINAMAYA
- 0811 VILLA PUSUMA ALTO MACHACA
- 0812 IRPUMA IRPA GRANDE
- 0813 CHUNCARCOTA DE MACHACA
- 0814 NAZACARA
- 0815 SANTA ANA DE MACHACA
- 0816 ICHURAYA GRANDE
- 0817 VILLA ARTASIVI DE MACHACA
- 0818 VILLA ASUNCION DE MACHACA
- 0819 KHONKHO V.S.SALVADOR DE MACHACA
- 0820 CALLA TUPAC KATARI
- 0821 SOMBRA PATA
- 0822 CHACOMA IRPA GRANDE
- 0823 CONCHACOLLO DE MACHACA
- 0824 CUIPA ESPANA DE MACHACA
- 0825 MEJILLONES DE MACHACA
- 0826 GRAL. JOSE BALLIVIAN
- 0827 EDUARDO ABAROA
- 0828 CHUCHA DE MACHACA
- 0829 SULLCATITI
- 0830 KANAPATA DE MACHACA
- 0831 IRPA CHICO
- 0832 GUACUJI
- 0833 TIAHUANACU
- 0834 TARACO
- 0835 HUACULLANI
- 0836 PILLAPI SAN AGUSTIN
- 0837 SANTA ROSA DE TARACO
- 0838 DESAGUADERO
- 0839 SAN JUAN DE GUANACOLLO
- 0840 AGUALLAMAYA
- 0841 SAN JOSE CENTRO DE CHIVIRAYA
- 09. PROVINCIA LOAYZA**
- 0901 LURIBAY
- 0902 PORVENIR
- 0903 TAUCARASI
- 0904 ANCHALLANI
- 0905 POROMA
- 0906 CACHUALLA
- 0907 COLLIRI
- 0908 SAPAHAQUI
- 0909 CARACATO
- 0910 MURUHUTA
- 0911 YACO
- 0912 CAXATA
- 0913 CHALLOMA
- 0914 CHUCAMARCA
- 0915 LLIPI LLIPI
- 0916 COQUE
- 0917 VILLA PUCHUNI
- 0918 MALLA
- 0919 ASIENITO ARACA
- 0920 CAIROMA
- 0921 KERAYA
- 10. PROVINCIA INQUISIVI**
- 1001 CENTRO URBANO
- 1002 INQUISIVI
- 1003 CAPIÑATA
- 1004 CAVARI
- 1005 ESCOLA
- 1006 ARCOPONGO
- 1007 SIGUAS
- 1008 PACUSCA
- 1009 EDUARDO ABAROA
- 1010 LICOMA
- 1011 VILLA PATOHOCO
- 1012 QUIME
- 1013 CHOOQUETANGA
- 1014 HUANÑA COTA
- 1015 FIGUEROA

- 1016 CAJUATA
- 1017 CIRCUATA
- 1018 CHARAPAXI
- 1019 SURI
- 1020 PEDRO DOMINGO MURILLO
- 1021 COLOQUIRI
- 1022 CALUYO
- 1023 CORIRI
- 1024 LANZA (A MOHOZA)
- 1025 UYUNI
- 1026 HUAYLLAMARCA
- 1027 JANKO KOTA
- 1028 CAQUENA
- 1029 ICHOCA (C)
- 1030 GUALBERTO VILLARROEL
- 1031 GERMAN BUSCH
- 1032 FRANZ TAMAYO
- 1033 GRAL. CAMACHO
- 1034 SAN ANTONIO
- 1035 LURUHUATA
- 11. PROVINCIA SUD YUNGAS**
- 1101 CHULUMANI
- 1102 CHIRCA
- 1103 HUANCANE
- 1104 COOBAYA
- 1105 TAJMA
- 1106 IRUPANA
- 1107 CHICALOMA
- 1108 LAMBATE
- 1109 LAZA
- 1110 TACA
- 1111 VICTORIO LANZA
- 1112 COVENDO
- 1113 SAN MIGUEL DE HUACHI
- 1114 PARIGUAYA
- 1115 LA PLAZUELA
- 1116 TRES RIOS
- 1117 YANACACHI (C)
- 1118 VILLA ASPIAZU
- 1119 PALOS BLANCOS
- 1120 SANTA ANA DE ALTO BENI
- 1121 INCUJA
- 1122 LA ASUNTA
- 1123 VILLA BARRIENTOS
- 1124 LTA MERCEDES
- 1125 COLOPAMPA GRANDE
- 12. PROVINCIA LOS ANDES**
- 1201 PUCARANI
- 1202 AYGACHI
- 1203 PEÑAS
- 1204 VILLA SAN JUAN DE CHACHACOMANI
- 1205 KERANI
- 1206 COHANA
- 1207 PATAMANTA
- 1208 VILLA IQUIACA
- 1209 CHOASIVI
- 1210 LACAYA
- 1211 VILLA PABON DE CHIARPATA
- 1212 VILLA ASUNCION TUQUIA
- 1213 VILLA VILAQUE
- 1214 VILLA ROSARIO DE CORAPATA
- 1215 ASCENSION DE CHIPAMAYA
- 1216 CATAVI
- 1217 CASGACHI
- 1218 LAJA
- 1219 TAMBILLO
- 1220 SAN JUAN ROSARIO
- 1221 VILLA SAN JUAN DE SATATOTORA
- 1222 CURVA PUCARA
- 1223 BATALLAS
- 1224 KARHUISA
- 1225 VILLA REMEDIOS DE KALASAYA
- 1226 HUAYNA POTOSI
- 1227 PUERTO PEREZ
- 1228 SURIQUI
- 13. PROVINCIA AROMA**
- 1301 SICA SICA
- 1302 AYAMAYA
- 1303 CHUMUNI
- 1304 PUJRAVI
- 1305 COLPA PUCHO BELEN
- 1306 GERMAN BUSCH
- 1307 KAJANI
- 1308 PANDURO
- 1309 VILLA ESTEBAN ARCE
- 1310 MACHACAMARCA
- 1311 UMALA
- 1312 CAÑAVIRI
- 1313 LLANGA BELEN
- 1314 PUERTO HUARI BELEN
- 1315 VITUY VINTO
- 1316 SANTIAGO DE COLLANA
- 1317 SAN JOSE DE LLANGA
- 1318 AYO AYO
- 1319 VILLA CARMEN
- 1320 STA. ROSA DE LIMA
- 1321 COLLANA TOLAR
- 1322 ACOPATA
- 1323 CALAMARCA
- 1324 AJOYA
- 1325 SIVINCANI
- 1326 COSMINI
- 1327 VILLA EL CARMEN DE CALUYA

- 1328 SAN ANTONIO DE SENKATA
- 1329 TOTORANI
- 1330 VILAQUE
- 1331 PATACAMAYA
- 1332 CHAIRUMANI
- 1333 COLCHANI
- 1334 VISCACHANI
- 1335 CHACOMA
- 1336 MANUEL ISIDORO BELZU
- 1337 CHIARAQUE
- 1338 SAN MARTIN DE IQUIACA
- 1339 VILLA PATARANI
- 1340 ACHAYA
- 1341 CONCEPCION DE BELEN
- 1342 COLQUENCHA
- 1343 SANTIAGO DE LLALLAGUA
- 1344 MICAYA
- 1345 MARQUIRIVI
- 1346 COLLANA
- 1347 HICHUYA CHICO
- 14. PROVINCIA NOR YUNGAS**
- 1401 COROICO
- 1402 MURURATA
- 1403 PACOLLO
- 1404 CHALLA
- 1405 SUAPI
- 1406 CORIPATA
- 1407 ARAPATA
- 1408 MILLUHUAYA
- 1409 TRINIDAD PAMPA
- 1410 CARANAVI
- 1411 CHORO
- 1412 TAYPIPLAYA
- 1413 SANTA FE
- 1414 ALCOCHE
- 1415 VILLA ELEVACION
- 1416 INCAHUARA DE CKULLU KUCHU
- 1417 CARRASCO
- 1418 UYUNENSE
- 1419 SUAPI DE ALTO BENI
- 1420 SAN PABLO
- 1421 CHOJUNA
- 1422 BELEN
- 1423 EDUARDO ABAROA
- 1424 ALTO ILLIMANI
- 1425 CARRASCO LA RESERVA
- 1426 CALAMA
- 1427 SAN LORENZO
- 1428 SANTA ANA DE CARANAVI
- 1429 SANTA ANA DE BELLA VISTA
- 15. PROVINCIA ABEL ITURRALDE**
- 1501 IXIAMAS
- 1502 SAN BUENA VENTURA
- 1503 SAN JOSE DE CHUPIAMONAS
- 1504 TUMUPASA
- 1505 TAHUA
- 1506 PUERTO HEAT
- 16. PROVINCIA BAUTISTA SAAVEDRA**
- 1601 CHARAZANI
- 1602 AMARETE
- 1603 CHULLIÑA
- 1604 CARLIANA
- 1605 RAMON GONZALES
- 1606 CURVA (C)
- 17. PROVINCIA MANCO KAPAC**
- 1701 COPACABANA
- 1702 LOKHA
- 1703 ZAMPAYA
- 1704 ISLA DEL SOL
- 1705 SAN PEDRO DE TIQUINA
- 1706 SAN PABLO DE TIQUINA
- 1707 SANTIAGO DE OJJE
- 1708 CALATA DE SAN MARTIN
- 1709 VILLA AMACARI
- 1710 TITO YUPANQUI
- 18. PROVINCIA G. VILLARROEL**
- 1801 SAN PEDRO DE CURAHUARA
- 1802 PUERTO DE CASTRILLO
- 1803 CHILAHUALA
- 1804 SAN FELIPE DE CHALLA
- 1805 VILLA MANQUIRI
- 1806 PEDRO DOMINGO MURILLO
- 1807 WALDO BALLIVIAN
- 1808 CONCHARI
- 1809 PAPEL PAMPA
- 1810 MOLLEBAMBA
- 1811 UNU PATA
- 1812 CHIRCA CRUZANI
- 1813 JANCOMARCA
- 1814 RIO MULATO KARI
- 1815 CAYLLA CHURO
- 1816 JALSURI
- 1817 RIVERA ALTA
- 1818 SAN JOSE
- 1819 EDUARDO ABAROA
- 1820 STA. ROSA DE LIMA
- 1821 MAXIMILIANO PAREDEZ
- 1822 ACOPATA
- 1823 CHACARILLA
- 1824 ROSASPATA
- 1825 PUERTO JARUMA
- 19. PROVINCIA GRAL. J. M. PANDO**
- 1901 SANTIAGO DE MACHACA
- 1902 BERENGUELA
- 1903 SANTIAGO DE HUARI
- 1904 GRAL. JOSE BALLIVIAN
- 1905 BAUTISTA SAAVEDRA
- 1906 CATAORA
- 1907 THOLA COLLO
- 1908 PAIRUMANI GRANDE
- 1909 VILLA EXALTACION

- 01. PROVINCIA MURILLO**
- 0101 CENTRO URBANO
- 0102 PALCA
- 0103 SANTIAGO DE COLLANA
- 0104 COHONI
- 0105 QUILLIHUAYA
- 0106 HAMPATURI
- 0107 MECAPACA
- 0108 CHANKA
- 0109 ACHOCALLA
- 0110 ZONGO
- 0111 ASUNTA QUILLVIRI
- 0112 STA. ROSA DE QUILO QUILO
- 02. PROVINCIA OSMASUYOS**
- 0201 ACHACACHI
- 0202 HUARINA
- 0203 SANTIAGO DE HUATA
- 0204 HUATAJATA
- 0205 JANCKO AMAYA
- 0206 KALAUQUE
- 0207 ALLATA GRANDE
- 0208 CHUAVISALAYA
- 0209 CHUA COCANI
- 0210 COPANCARA
- 0211 ANCORAIMES
- 0212 CHINAJA
- 0213 SOTALAYA
- 0214 VILLA MACAMACA
- 0215 CHEJE PAMPA
- 0216 WARISATA
- 0217 FRANZ TAMAYO
- 03. PROVINCIA PACAJES**
- 0301 CALLAPA
- 0302 CAQUINGORA
- 0303 ROSAPATA HUANCARAMA
- 0304 TOPOHOCO
- 0305 ULLOMA
- 0306 VILLA EXALTACION DE ENEQUELLA
- 0307 LAGUNA BLANCA
- 0308 SAN FRANCISCO DE YARIBAY
- 0309 VILLA PUCHUNI
- 0310 PORVENIR DE QUILLOMA
- 0311 MAZACARA
- 0312 SANTA ROSA
- 0313 CAQUIAVIRI
- 0314 ACHIRI
- 0315 VICHAYA
- 0316 CHOJINAPAMPA DE VICHAYA
- 0317 WALDO BALLIVIAN
- 0318 JIHUACUTA
- 0319 ANTAQUIRA
- 0320 KASILLUNCA
- 0321 VILLA ANTA
- 0322 JAYUMA LLALLAGUA
- 0323 JANCKO MARCA SIRPA
- 0324 VILLA CHOCOROSI
- 0325 MAX TOLEDO
- 0326 CALACOTO
- 0327 GRAL. CAMPERO
- 0328 ROSARIO
- 0329 CARACOLLO
- 0330 CALTECA
- 0331 GRAL. CAMACHO
- 0332 CHALLUYO
- 0333 AUDIENCIA
- 0334 PLAYA VERDE
- 0335 VILLA CONDOR IQUI-A
- 0336 OKORURO
- 0337 AGUA RICA
- 0338 JANKHO MARCA
- 0339 COMANCHE (C)
- 0340 GRAL. BALLIVIAN
- 0341 ROSAS PATA
- 0342 ROSAS PATA TULI
- 0343 LAURA LLOKO LLOKO
- 0344 MURO PILAR
- 0345 CHARAN
- 0346 E. ABAROA
- 0347 GRAL. PEREZ
- 0348 RIO BLANCO
- 0349 LADISLAO CABRERA
- 0350 CHINOCABI
- 0351 TOCOPILLA CANTUYO

On ne note pas de suppressions de cantons, mais seulement des changements d'affectation de ceux-ci dans le cadre, soit de la création de nouvelles provinces, soit de nouvelles sections. Le clientélisme des petits notables a donc maintenu des situations devenues obsolètes sur le plan démographique. Ainsi les très fortes transformations apportées au niveau provincial par les vagues de migrations qui se sont développées vers La Paz-El Alto, n'ont pas poussé le législateur à redéfinir et adapter le tissu administratif, sauf pour les créations d'unités nouvelles, mais de taille de plus en plus réduites, donc inefficaces souvent : on a ainsi atomisé à loisir une administration locale de peu de moyens et encadrant des populations déjà dispersées.

Province	Cantons	Sections
Murillo	12	4
Osmasuyos	17	8
Pacajes	58	8
Camacho	19	3
Muñecas	9	3
Larecaja	28	6
F. Tamayo	10	2
Ingavi	41	4
Loaysa	21	5
Inquisivi	35	6
Sud Yungas	25	5
Los Andes	28	4
Aroma	47	7
Nor Yungas	29	2
A. Iturralde	6	2
B. Saavedra	6	2
M. Kapac	10	3
G. Villaroel	25	3
G. J. M. Pando	9	2

Tableau n°1.3. Nombre de cantons et nombre de section par province.

La part de la population ne détenant pas de carte d'identité est un révélateur de cette «marginalité administrative». En effet, depuis plusieurs années, un des soucis des autorités administratives est de pourvoir la population adulte de documents d'identité. Or, 55,2 % des habitants du département de La Paz ne sont pas titulaires d'une carte d'identité. Cette situation apparaît problématique car elle limite de fait la participation de la majorité des adultes à la vie publique. La carte 1.5 indique clairement les régions où cette marginalité est la plus forte : la partie nord du département, quasi dépeuplée et formée par les vastes provinces de A. Iturralde et F. Tamayo (sauf pour les petits cantons frontaliers du Pérou); c'est aussi le cas pour une partie des provinces de Larecaja, Sud Yungas, et au nord-ouest proche du lac Titicaca, B. Saavedra, Muñecas et Camacho.

Plus au sud, les provinces de Villaroel, Aroma, Loaysa et surtout Inquisivi s'ajoutent au groupe de provinces présentant la marginalité la plus élevée. À

l'opposé, l'encadrement administratif est nettement plus resserré dans la cordillère (J.M. Pando, Ingavi et Pacajes), à La Paz-El Alto et leur périphérie, ainsi que dans les centres miniers aurifères de Larecaja ou dans la nouvelle province de Caranavi.

### 1.3. La Loi de Participation Populaire et l'avenir du maillage administratif

Quel sera, avec la nouvelle loi de Participation Populaire, l'avenir des cantons administrés par les nouvelles municipalités? Celles-ci coiffent les sections de provinces, alors que la demande de création cantonale reste aussi forte, même si elle est provisoirement bloquée par l'administration ? Or tout développement futur du milieu rural, seul moyen d'espérer pouvoir diminuer les migrations vers les villes, suppose une nette amélioration, au moins, des conditions de vie comme de revenus des populations rurales.

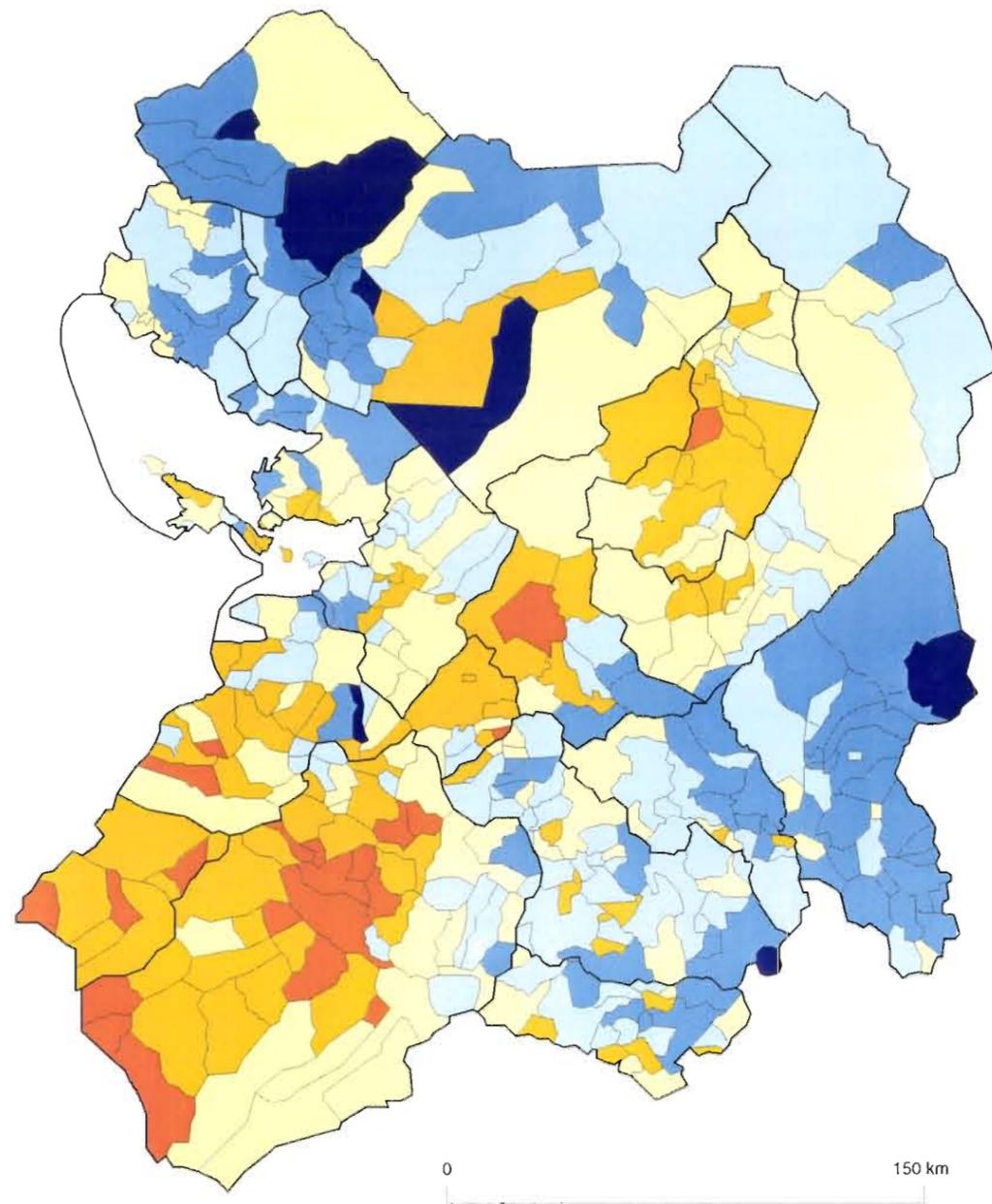
Quelques chiffres permettent de faire le point sur les premières implications de la nouvelle loi de Participation Populaire et les ressources disponibles, que ce soit au titre des apports de l'État, ou de celui des revenus propres aux nouvelles municipalités.

D'après un état des financements locaux, le montant des ressources affectées par l'État aux sections de province, pour 1994, permet de disposer d'un revenu per capita de 20 à 23 dollars par habitant des sections. À cela s'ajoutent les revenus propres aux sections, fournis par le mécanisme des taxes et impôts locaux, lorsque celles-ci disposent d'une matière imposable, ce qui n'est pas toujours le cas. En effet, ces revenus produisent des sommes en général très faibles, voire dérisoires : pour 26 sections dont les revenus propres sont connus (sur 72), le produit, ramené par individu, donne moins de un dollar pour 16 sections, et seulement quelques sections privilégiées comme Tipuani avec ses mines d'or, Desaguadero avec la douane et quelques sections de Nor Yungas et Manco Kapak, peuvent disposer de plus de 3 dollars par tête de ressources propres!

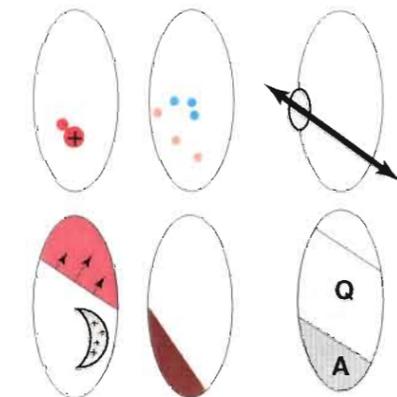
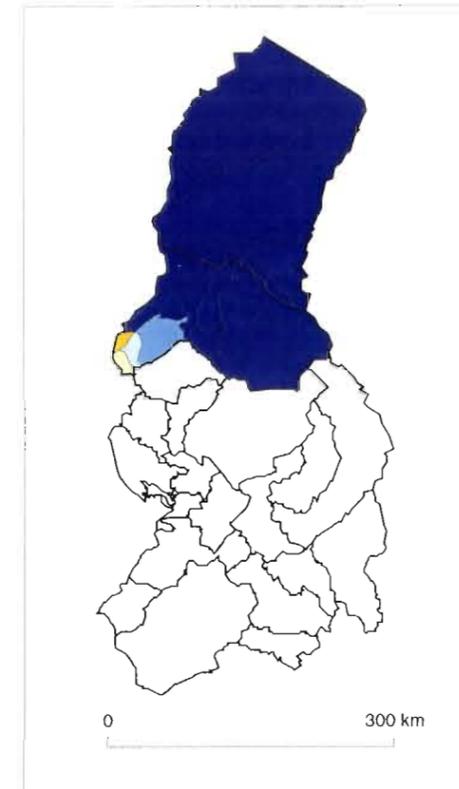
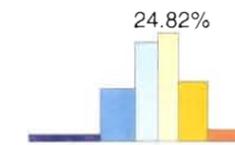
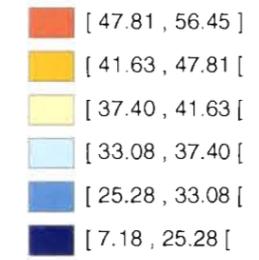
Ces résultats, certes partiels, mais significatifs de la débilité économique de la majorité des régions rurales, indiquent clairement qu'il y a, sauf quelques exceptions, une totale dépendance du secteur rural des provinces envers les subsides du pouvoir central, ceci compte tenu de l'extrême faiblesse ou absence de ressources locales. Dans cette perspective, comment croire que les sections de province, transformées en municipalités reposant sur des agrégats de cantons disparates sur le plan démographique et géographique pourront jouer le rôle régularisateur et centralisateur que la loi semble maintenant leur conférer ?

carte n°1.5

## Population titulaire d'une carte d'identité



Population titulaire d'une carte d'identité pour 100 habitants



## 2

### Le peuplement et son évolution récente

La population du département de La Paz a connu de profondes transformations depuis les années 1950 : deux d'entre elles apparaissent particulièrement déterminantes pour l'avenir du département : un fort exode rural et, corrélativement une très forte urbanisation qui culmine dans la ville-champignon de El Alto située à une dizaine de km du centre de la capitale.

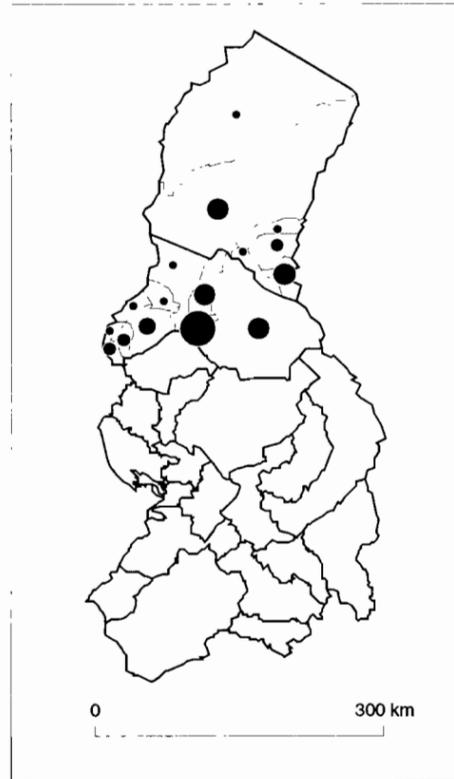
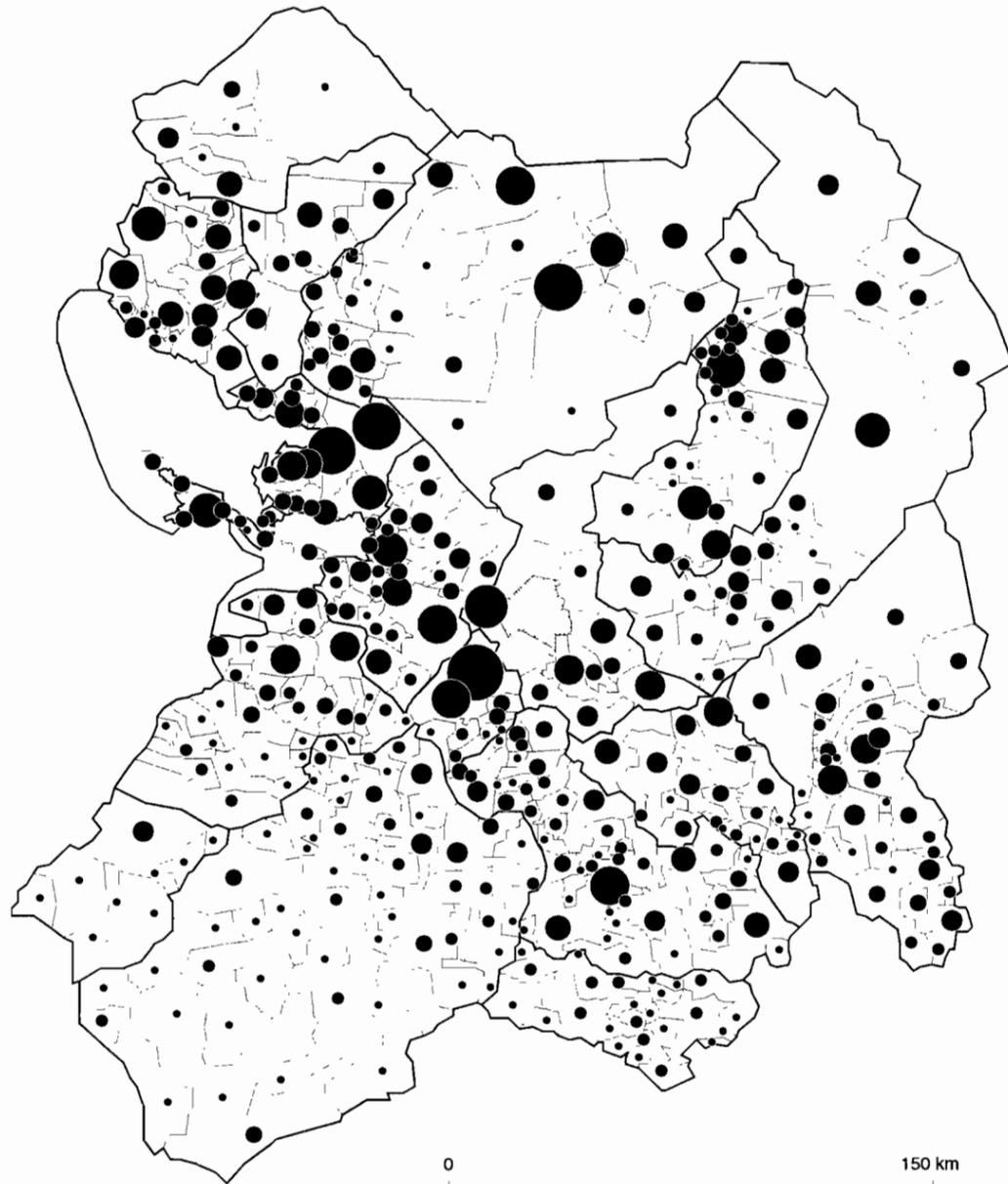
#### 2.1. La répartition de la population

Sur les 133 000 km<sup>2</sup> du département est rassemblée environ 32 % de la population bolivienne, soit un peu moins de 2 millions d'habitants. Ils sont répartis inégalement entre les divers milieux naturels : haute montagne ou cordillère, l'altiplano andin, zones tempérée, subtropicale et tropicale (carte n°2.1).

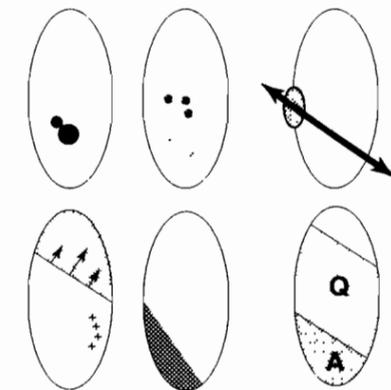
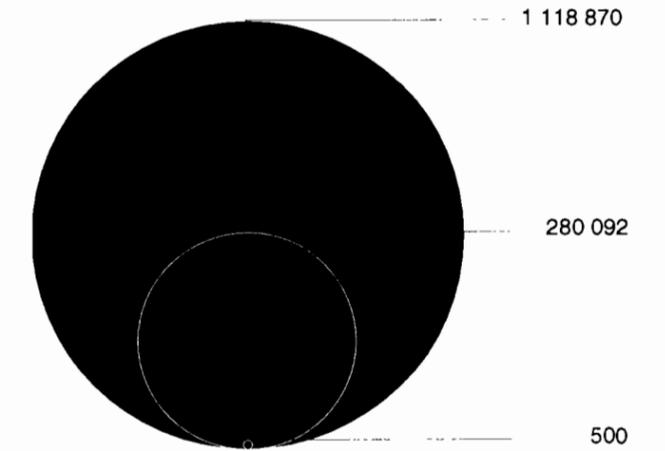
La rude région de cordillère est la plus ingrate pour les activités humaines avec un climat de haute montagne. Sa population, depuis 1950, est en déclin en raison de migrations en direction principalement de La Paz-El Alto, ou, de manière plus secondaire, vers les terres de colonisation situées dans les zones subtropicales ou tropicales du nord du département. Actuellement les provinces formant la région de cordillère (Camacho, Manko Kapac, Pacajes, et Los Andes) ne comptent que 180 000 habitants.

carte n°2.1

# Population totale en 1992



Population totale en 1992



La région de l'altiplano andin est située à une altitude moyenne de 4000 m. Elle regroupe la plus grande part de la population du département en raison de la présence des deux grandes agglomérations de La Paz et de El Alto, soit 1 419 000 habitants, c'est-à-dire les trois-quarts de la population totale du département.

La zone tempérée comprend les provinces de Larecaja, Inquisivi et Loaysa, soit au total 112 000 habitants.

La région subtropicale, dite des Yungas, est divisée en quatre provinces (dont celle de Caranavi créée en 1993) qui comptent 132 000 âmes.

Enfin la province tropicale de A. Iturralde dans le nord du département compte seulement 8 226 habitants.

Le déséquilibre est la caractéristique de la répartition du peuplement. Celui-ci est double, urbain d'une part, avec un nombre très réduit d'agglomérations (carte n°2.2), dont une est par ailleurs frappées de gigantisme, et rural d'autre part, avec des densité variant entre 56 à 0,20 hab/km<sup>2</sup> : la partie nord du département est quasi désertique. La part de la population urbaine est passée de 48 % en 1976 à 63 % en 1991. Ce primat de l'urbain a eu comme conséquence une concentration du type macrocéphale sur la région autour de La Paz-El Alto qui se répercute sur la vie du reste du département. La hiérarchie urbaine est particulièrement incomplète : si la capitale, La Paz, renferme 713 000 personnes, suivie de près par El Alto, 405 000 habitants, la troisième ville du département est Viacha (située à une trentaine de km de La Paz) avec 19 000 habitants. La population urbaine (celle des agglomérations de 2 000 habitants ou plus) est répartie de la manière suivante (tableau n° 2.1) :

La Paz	713 378
El Alto	405 378
Viacha	19 036
Caranavi	7 533
Patacamaya	5 950
Colquiri	5 696
Achacachi	5 602
Tipuani	4 365
Guanay	3 886
Copacabana	3 379
Quime	2 718
Lahuachaca	2 562
Mapiri	2 338
Chima	2 302
Coripata	2 199
Chulumani	2 192
Viloco	2 095
Sorata	2 048

Tableau n°2.1. Les centres urbains du département de La Paz.

Source : Cordepaz et INE.

On observe ainsi le fort déséquilibre urbain qui s'est créé au fil des ans, La Paz jouant le rôle de «d'aspirateur démographique» sur les campagnes comme les petites villes de province du département. La population de ces dernières est parfois très mouvante car elle dépend de l'activité minière qui obéit à une conjoncture économique des plus variable.

Ainsi certaines de ces petites villes stagnent ou perdent des habitants depuis 1976, comme Chulumani, Coripata et Copacabana. D'autres ont eu une progression forte comme Viacha (mais n'est-ce pas la fin de la grande banlieue de El Alto ?) et souvent artificielle comme Caranavi avec l'expansion des cultures de coca dans les Yungas, et Tipuani, Guanay et Mapiri, villes minières relancées récemment par l'exploitation de l'or alluvial.

Le bilan final des mouvements urbains enregistrés depuis 1976 est significatif. Alors qu'en 1976 les agglomérations de plus de 2 000 habitants représentaient 9 % de la population urbaine départementale (hors La Paz-El Alto), et 11 % en 1950, en 1992, elles ne pèsent plus que 6 %, confirmant ainsi un phénomène brutal de concentration.

Corrélativement, certaines campagnes se vident : en 1950, la population rurale représentait 66 % de la population totale du département; en 1976, la parité rural-urbain était presque atteinte (52 % de ruraux), enfin en 1992, c'est 37 % des habitants qui vivent à la campagne. Une telle désertification rurale, malgré un taux de fécondité supérieur à celui des villes, n'est pas sans conséquences...

## 2.2. Les densités de population

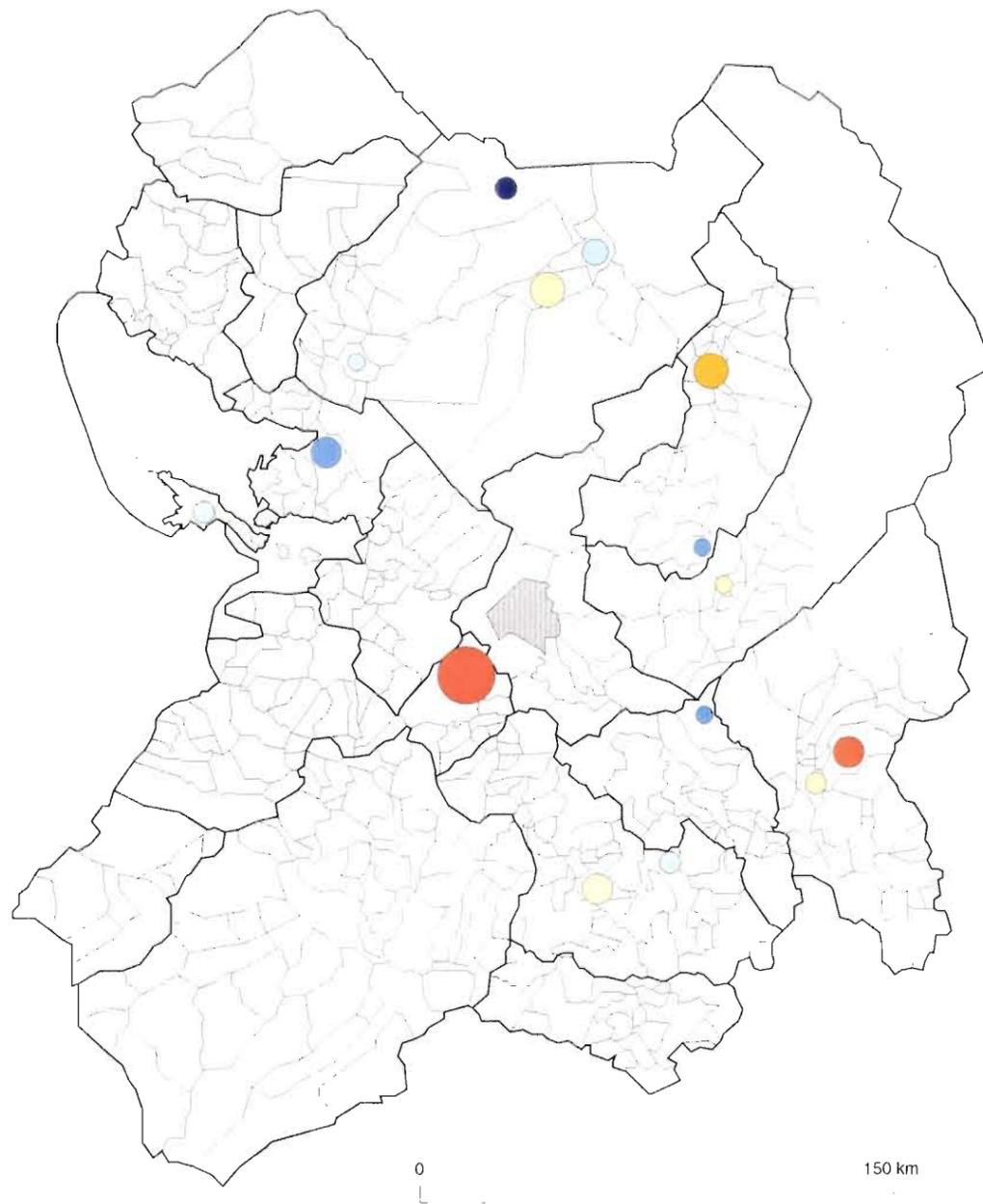
L'histoire de l'occupation humaine du département, à partir des premiers recensements, est difficile à suivre en détail en raison notamment de la variabilité des limites administratives.

En 1900, le premier recensement établit que toute la partie nord du département, soit l'ancienne province de Caupolican (avec les provinces actuelles de F. Tamayo et A. Iturralde) présentait une densité nettement inférieure à 1 hab/km<sup>2</sup>. Dans toute la partie sud du département (provinces de Pacajes, Loaysa, Inquisivi et Aroma) les densités étaient aussi très faibles, de l'ordre de 1 à 5 hab/km<sup>2</sup>. La province de Larecaja faisait aussi partie de ce groupe.

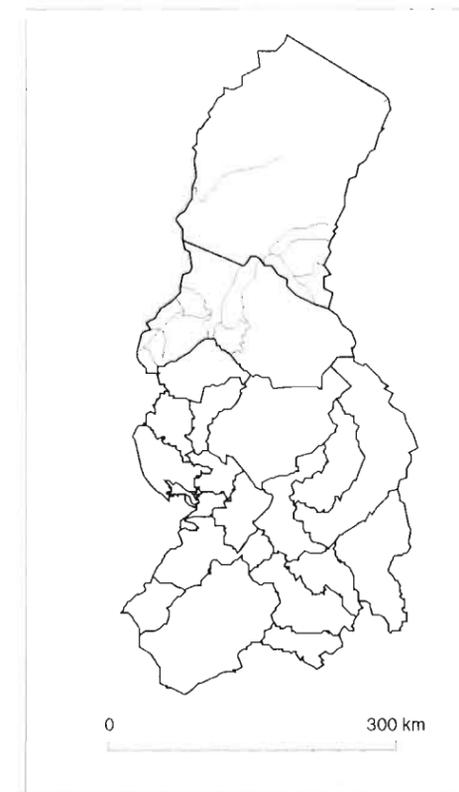
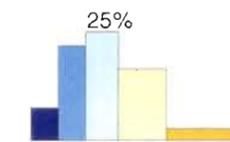
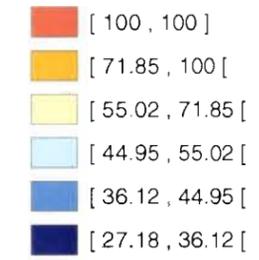
La province des vallées tempérées de Sud Yungas avait 5 à 10 hab/km<sup>2</sup>, mais sa voisine de Nord Yungas était un désert avec moins de 1 hab/km<sup>2</sup>. Les provinces de Murillo (où se trouve la ville de La Paz) et celle de Omasuyos, bordant le littoral du lac Titicaca, atteignaient également 5 à 10 hab/km<sup>2</sup>. Enfin au nord de ce lac, la province de Muñecas battait des records avec 10 à 20 hab/km<sup>2</sup>.

carte n°2.2

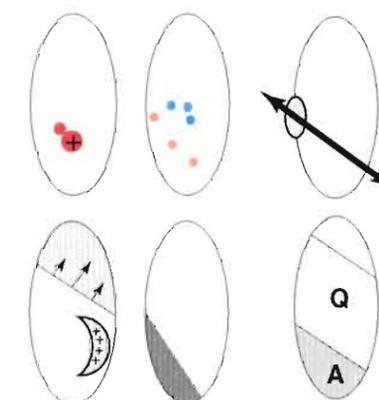
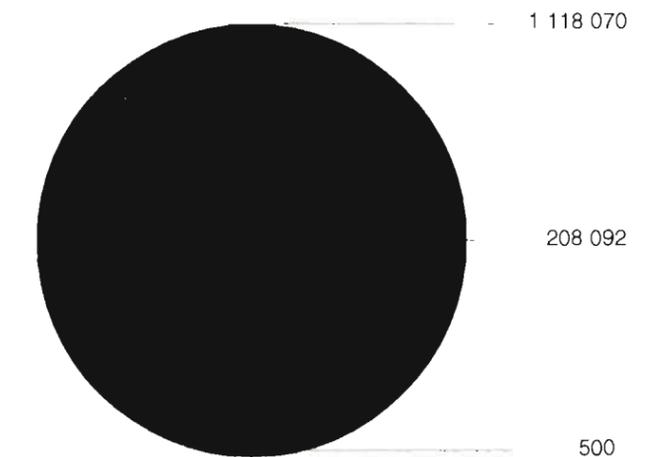
# Population urbaine



Nombre d'urbains pour 100 habitants



Population urbaine en 1992



De nos jours, si la densité moyenne du département passe de 7,3 en 1950 à 14,6 hab/km<sup>2</sup> en 1992, cela est dû essentiellement à la croissance de l'agglomération La Paz-El Alto (tableau n°2.2). La carte des densités de population brutes (carte n°2.3) calculées sur les cantons montre en effet que, mis à part les petits centres urbains, les cantons de la partie nord-ouest du couloir altiplanique sont les seuls à présenter des densités supérieures à 15 hab/km<sup>2</sup>. Ailleurs, ces densités sont faibles (moins de 15) voire très faibles (moins de 5).

Province	1950	1976	1992
Murillo	73,3	143,94	245,9
Omasuyos	31,4	40,3*	35,7
Pacajes <sup>12</sup>	4,77	5,24	4,10
Camacho	32,5	34,1	25,7
Muñecas	2,7	4,4	3,6
Larecaja	6,6	5,7	8,9
F. Tamayo	0,9	1	1,1
Ingavi	12,2	16	14,4
Loaysa	8,7	12,9	10,7
Inquisivi	7,8	11,9	8,9
Sud Yungas	4,4	7,9	9
Los Andes	30,9	37,5	37,5
Aroma	9,5	14,7	14,6
Nor Yungas	4	9,4	12,3
A. Iturralde	0,1	0,12	0,2
B. Saavedra	4,2	4	4
Manco Kapac	60,3	64,3	56
G. Villaroel <sup>13</sup>	/	8,3	6
G. Pando <sup>14</sup>	/	/	2,3
<b>Total</b>	<b>7,3</b>	<b>11,2</b>	<b>14,6</b>

Tableau n°2.2. Évolution des densités de population (hab/km<sup>2</sup>) des provinces du département de La Paz en 1950, 1976 et 1992.

Quelques provinces gagnent en densité (Larecaja, F. Tamayo, Nord Yungas et A. Iturralde). Les causes de cet accroissement sont diverses. À Larecaja, il est lié à la relance de l'exploitation des alluvions aurifères. Pour F. Tamayo et A. Iturralde (qui ont toujours eu les plus basses densités), il s'agit des migrations organisées ou spontanées et avec de petits effectifs de migrants pratiquant, par exemple, la coupe des bois. Enfin, pour Nord Yungas, c'est le «boom de la coca» qui a relocalisé des mineurs après la fermeture des mines de l'altiplano.

Ailleurs, on observe la stagnation (Los Andes et Sud Yungas) ou le recul des densités. Celui-ci est plus ou moins marqué : fort à Omasuyos et Pacajes, très fort à Camacho, Inquisivi et surtout Manco Kapac.

12 Il y a eu changement de limites territoriales depuis 1950  
13 Province créée après 1950.  
14 Province créée après 1976.

Ainsi, l'ingrate région de cordillère est la plus touchée par ce déclin, alors que les projets de colonisation vers les terres neuves des provinces tropicales n'ont pas provoqué de migrations significatives.

Le bilan est inquiétant : fuite des populations jeunes des campagnes, hyperconcentration urbaine, absence d'un véritable réseau de villes secondaires sur lesquelles pourrait s'appuyer une revivification des campagnes.

Cette situation tient indubitablement autant aux types d'activités économiques qu'à une marginalisation plus ou moins forte de certaines régions.

La population de l'altiplano et de la région de cordillère occidentale se consacre à la petite agriculture, dans des conditions climatiques et socio-économiques difficiles, avec un paysannat traditionnel, routinier, oublié des aménageurs comme des Pouvoirs Publics. Seule la zone littorale du lac Titicaca connaît une certaine diversification avec la pêche, les cultures de polders, le tourisme et les échanges inter-frontaliers avec le Pérou.

La région des Yungas de La Paz, est un espace de colonisation agricole stabilisée, dénommée dans un rapport officiel<sup>15</sup> «Norte-coca», ce qui lève toute équivoque sur le type de spéculation à grande échelle qui y est pratiquée<sup>16</sup>.

Proche de cette poche de prospérité on trouve, dans la province de Larecaja, les sites miniers de Guanay, Tipuani et Mapiri qui, après la relance de leur activité d'orpaillage, forment autant d'enclaves économiques actives.

Au nord, entre les provinces de F. Tamayo et A. Iturralde, une modeste frange de colonisation pionnière s'est mise en place dans les années 60 grâce à d'anciens mineurs d'étain notamment.

Enfin, le secteur urbain de La Paz-El Alto a un poids de portée nationale. Il rayonne aussi sur le département par son attraction sur la main-d'œuvre rurale soit saisonnière, soit en quête d'urbanisation.

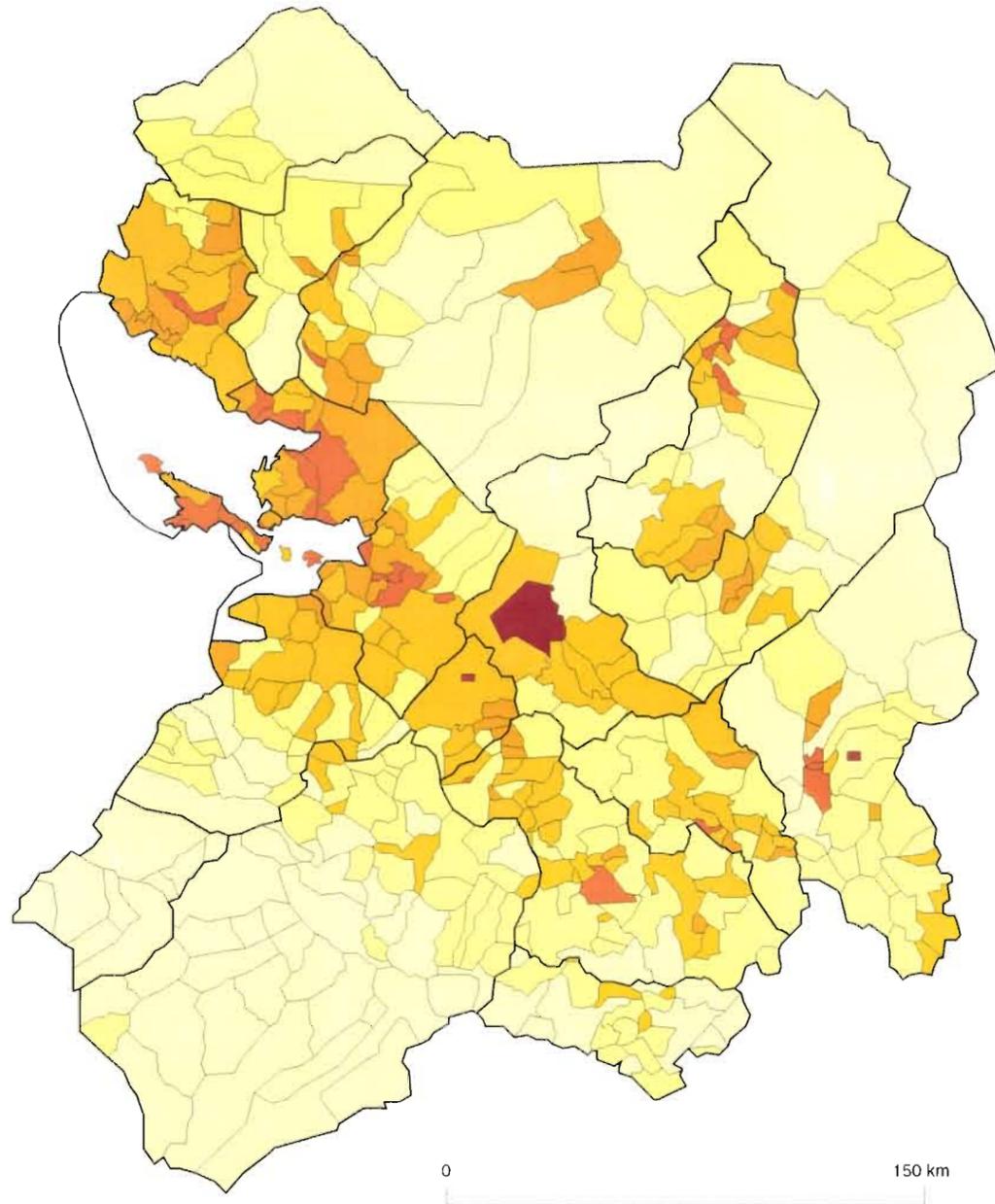
En dehors de ces espaces économiques relativement dynamiques, l'ensemble du département présente des formes d'agriculture plus ou moins développées, souvent traditionnelles, limitées à la satisfaction de l'autoconsommation familiale.

15 Diagnostico Urbano - Funcional. Cordepaz. G. Gomez-García. 1993.

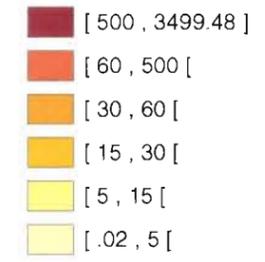
16 Précisons qu'il y a deux cultures de coca en Bolivie, la traditionnelle - qui est légale - produit la feuille de coca utilisée par les populations andines, «l'autre coca» - qui s'est spectaculairement développée depuis 20 ans - donne lieu à un fructueuse activité économique car les autorités et la coopération internationale indemnissent, d'une part, pour son éradication et une forte demande extérieure encourage sa multiplication à des prix décourageant toute autre culture. Environ 300 000 actifs vivraient de ces activités qui laisseraient 1 000 millions de dollars de revenus annuels...

carte n°2.3

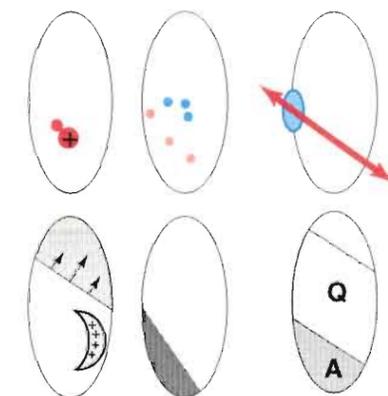
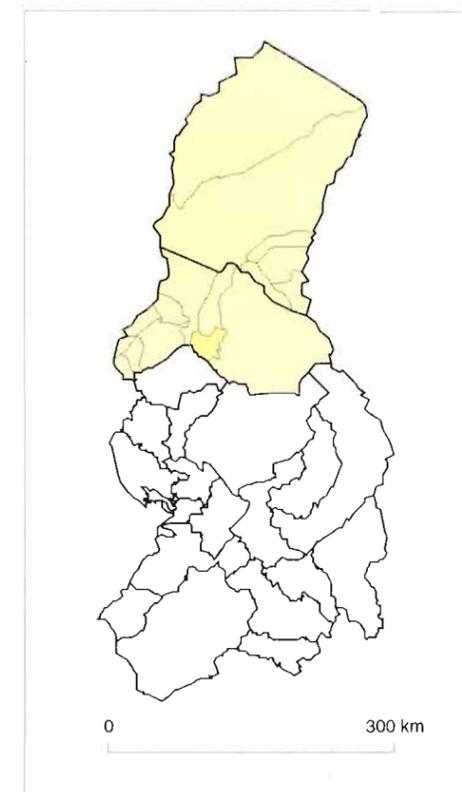
### Densité de population des cantons



Densité de population des cantons  
(cantons de recensement)



31.72%



### 2.3. L'évolution récente de la population (1976-1992)

Alors que la croissance de l'ensemble de la population bolivienne a été de 2,11 % par an entre 1976 et 1991, l'accroissement de celle du département de La Paz a été nettement inférieur : 1,66 %, soit 1 900 786 habitants en 1992 contre 1 465 078 en 1976, soit un gain de 435 708 habitants au cours de cette période. Ce taux varie en fonction de la résidence. En milieu urbain la croissance s'élève à 3,43 %, alors qu'en milieu rural on observe une décroissance de - 0,53 %.

C'est la province urbaine de Murillo, avec La Paz et El Alto, qui enregistre, comme il se doit, la croissance la plus nette avec 3,42 % (tableau n°2.3). Pour le reste du département ce sont, à quelques exceptions près, les taux négatifs qui sont de règle. On peut distinguer trois types de situations : les provinces à décroissance faible ou moyenne, celles à forte décroissance et, enfin quelques cas de croissance.

Décroissance faible		Décroissance forte		Croissance	
Ingavi	-0,68	Pacajes	- 2,02	Murillo	+3,42
Manco Kapac	-0,88	Pando	-2,02	Iturrealde	+3,01
Omasuyos :	-0,78	Villaroel	-2,00	Larecaja	+2,53
B. Saavedra	-0,08	Inquisivi	-1,81	Sud Yungas	+0,84
Aroma	-0,05	Camacho	-1,80	Nor Yungas	+1,69
Los Andes	-0,01	Loaysa	-1,22	Tamayo	+0,40
		Muñecas	-1,20		

Tableau n°2.3. Taux de croissance annuel de la population des provinces entre 1976 et 1992. Source : INE

La croissance démographique concerne d'abord la conurbation de La Paz-El Alto, les provinces de colonisation de terres neuves (A. Iturrealde et F. Tamayo), puis les régions des vallées tropicales propices à la culture de la coca (Nord et Sud Yungas), et enfin, la région d'exploitation de l'or alluvial (Larecaja). L'accroissement de la population a lieu sous forme d'enclaves économiques, souvent isolées, sinon coupées de leur arrière-pays. Ainsi, le divorce spatial et socio-économique semble-t-il consommé entre les régions actives et en progrès, et les régions traditionnelles et arriérées comme la région andine de la haute cordillère où l'on rencontre les taux les plus négatifs du département (Pacajes, Villaroel et Pando).

Le département de La Paz comptait 230 cantons en 1976 et 435 en 1992. Il est donc malheureusement impossible de dresser une carte de l'évolution de la population au niveau cantonal sans une étude historique des découpages successifs entre les deux recensement, étude impossible à réaliser dans les délais impartis à la présente recherche.

### 2.4. Une population jeune

Dans le département de La Paz, 39 % de la population appartient à la tranche d'âges 0-14 ans, 56 % à celle des 15-64 ans et 5 % à plus de 65 ans. La population est donc particulièrement jeune. Le tableau n°2.4 montre que la

population moins de 14 ans est proportionnellement plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain. Ce rapport s'inverse au profit du secteur urbain pour le groupe de 15-64 ans; cela traduit l'arrivée en ville des migrants actifs. La population âgée est plus importante dans le secteur rural.

Classes d'âges	Milieu urbain		Milieu rural	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
0-14 ans	38	35	43	42
15-64	59	61	50	51
65 et +	3	4	7	7

Tableau n°2.4 . Répartition de la population par milieux, sexes et âges. Source : INE 1992.

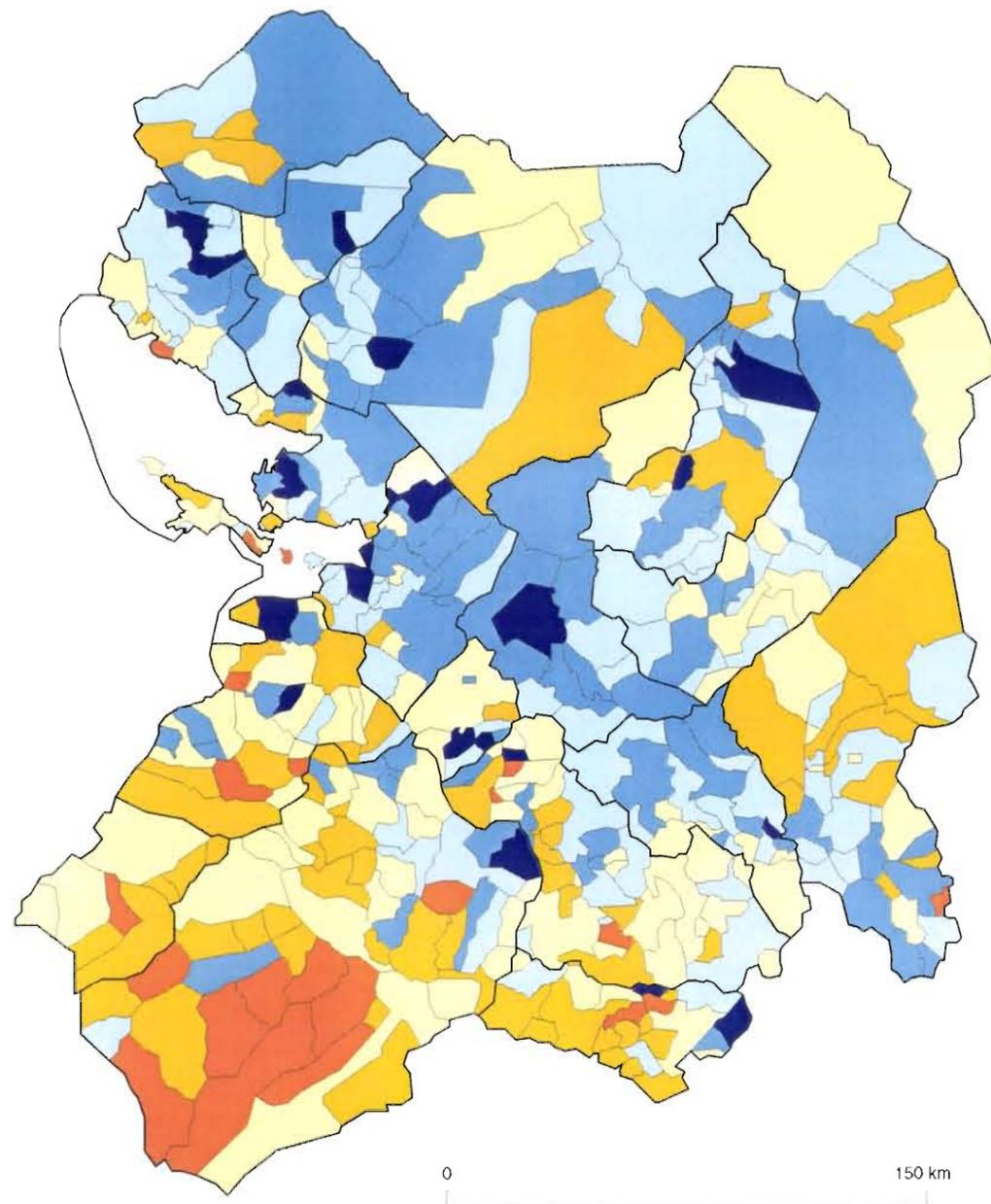
Ces différences sont liées à l'évolution naturelle de la population. Le taux de fécondité du département de La Paz est de 5 % en 1992, enregistrant ainsi un certain recul sur le taux de 1976 qui s'élevait à 6 %. Le taux de fécondité rurale, en passant de 7,5 à 5,7, a le plus diminué alors que le taux urbain de fécondité passe de 4,6 à 3,6 au cours de la même période, soit l'un des plus bas du milieu urbain bolivien. Une publication<sup>17</sup> a mis en évidence des différentiels de fécondité en fonction de deux paramètres : le milieu écologique et «l'hétérogénéité sociale». Les enquêtes réalisées pour cette étude indiquent que la fécondité varie de manière significative selon le niveau social : elle apparaît toujours plus basse dans les classes «moyennes-élevées». Dans les différents milieux écologiques, la fécondité oscille entre 7,4 en milieu «rural profond» et 4,4 dans les grandes villes (6,0 dans les villes secondaires et 7,3 en milieu rural «intermédiaire»). Dans la région des vallées tropicales, les taux fluctuent entre 4,7 dans les grandes villes à 7,4 pour le secteur rural marginal. En Orient, les taux vont, de 5,0 en grande agglomération à 8,7 en secteur rural marginal.

Ces différences sont confirmées par le nombre moyen d'enfants par femme âgée de 12 ans et plus (carte n°2.4). On y observe une nouvelle fois, cette nette opposition entre les provinces périphériques, où ce nombre dépasse toujours 3 (et parfois 4 dans la cordillère), et l'altiplano où il s'abaisse fréquemment à moins de 2,5. Dans les principaux centres urbains, on compte souvent moins de 2 enfants par femme.

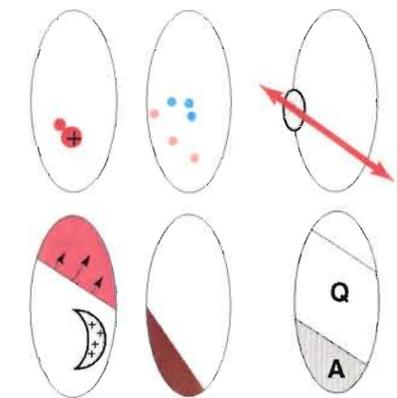
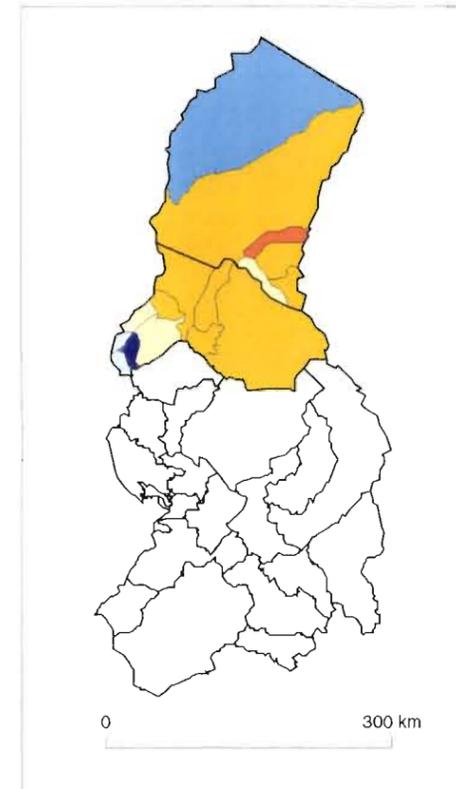
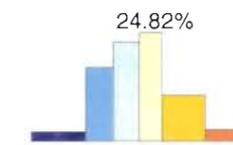
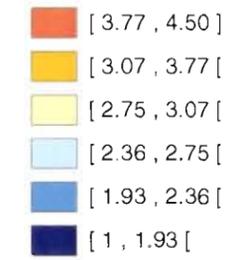
<sup>17</sup> Salto al futuro. La población objeto y sujeto del desarrollo. Travail collectif. Ministère du Plan et UNFPA. 315 p. La Paz. 1984.

carte n°2.4

### Nombre moyen d'enfants vivants par femme de 12 ans et plus



Nombre moyen d'enfants vivants par femme de 12 ans et plus



## 2.5. Les migrations

Le recensement donne la population des neuf départements en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence en 1992. Le département de La Paz présente un bilan négatif : il y a plus de départs que d'arrivées (tableau n°2.5). Cela indique que l'accroissement migratoire de la population du département de La Paz trouve son origine dans le département même.

Département de naissance	Arrivés dans le dépt de La Paz	Partis du dépt de La Paz	Bilan
Chuquisaca	11852	4465	7387
Cochabamba	12208	46766	-34558
Oruro	38408	21269	17139
Potosi	40323	7286	33037
Tarija	5886	6100	-214
Santa Cruz	9454	40992	-31538
Beni	8629	10564	-1935
Pando	799	1201	-402
<b>Total</b>	<b>127559</b>	<b>138643</b>	<b>-11084</b>

Tableau n°2.5 . Origine des migrants du département de La Paz.  
Source : INE 1992.

Le bilan migratoire est positif avec les départements de l'ensemble andin, Oruro, Potosi et Chuquisaca. Il est négatif pour tous les autres, et principalement avec Cochabamba et Santa Cruz.

Le recensement indique aussi le lieu de résidence 5 ans auparavant de la population des provinces (tableau n°2.6). On peut ainsi apprécier comment s'est redistribuée la population au sein même du département. Avec un gain de plus de 25 000 habitants en cinq ans, la province de Murillo est la grande bénéficiaire de cette redistribution. Plus loin derrière, mais toujours avec un solde positif de 3 000 personnes, vient la province de Larecaja.

Les pertes proviennent principalement des provinces de Omasuyos, Pacajes, Camacho, Ingavi, Los Andes, Aroma, Loaysa et Inquisivi. On voit combien la conurbation La Paz-El Alto draine la population du département. Alors qu'à La Paz, les habitants qui se déclarent natifs sont au nombre de 75 % du total, auxquels s'ajoutent 15 % de personnes nées ailleurs dans le département, pour El Alto, on ne compte que 58 % de natifs pour 30 % de personnes provenant d'ailleurs dans le département et 12 % d'autres départements. Au total, ce sont 200 000 personnes nées dans le département, dont près des trois quarts d'origine rurale, qui se sont installées dans les deux villes principales entre 1976 et 1992.

Province	Bilan migratoire
Murillo	25 067
Omasuyos	-4 280
Pacajes	-3 934
Camacho	-3 506
Muñecas	-485
Larecaja	3 013
F. Tamayo	-706
Ingavi	-3 382
Loaysa	-2 163
Inquisivi	-1 936
Sud Yungas	-941
Los Andes	-2 869
Aroma	-2 656
Nor Yungas	73
A. Iturralde	346
B. Saavedra	-228
M. Kapac	-857
G. Villarroel	-426
Gal. J.M. Pando	-130

Tableau n°2.6 . Bilan migratoire des provinces du département de La Paz.  
Source : INE 1992.

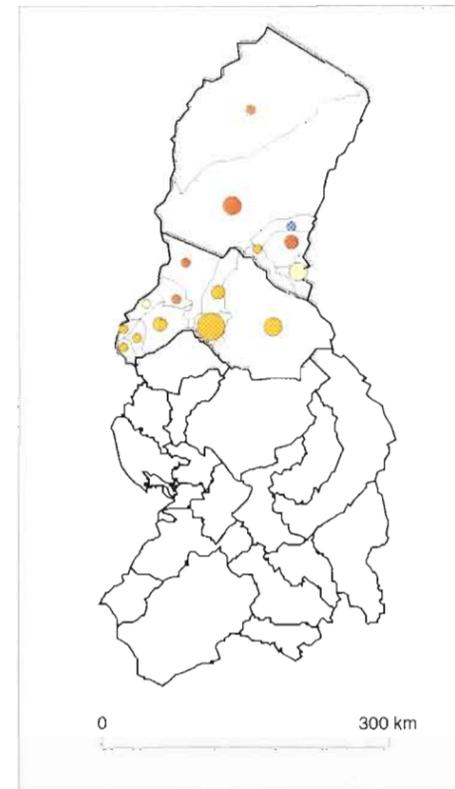
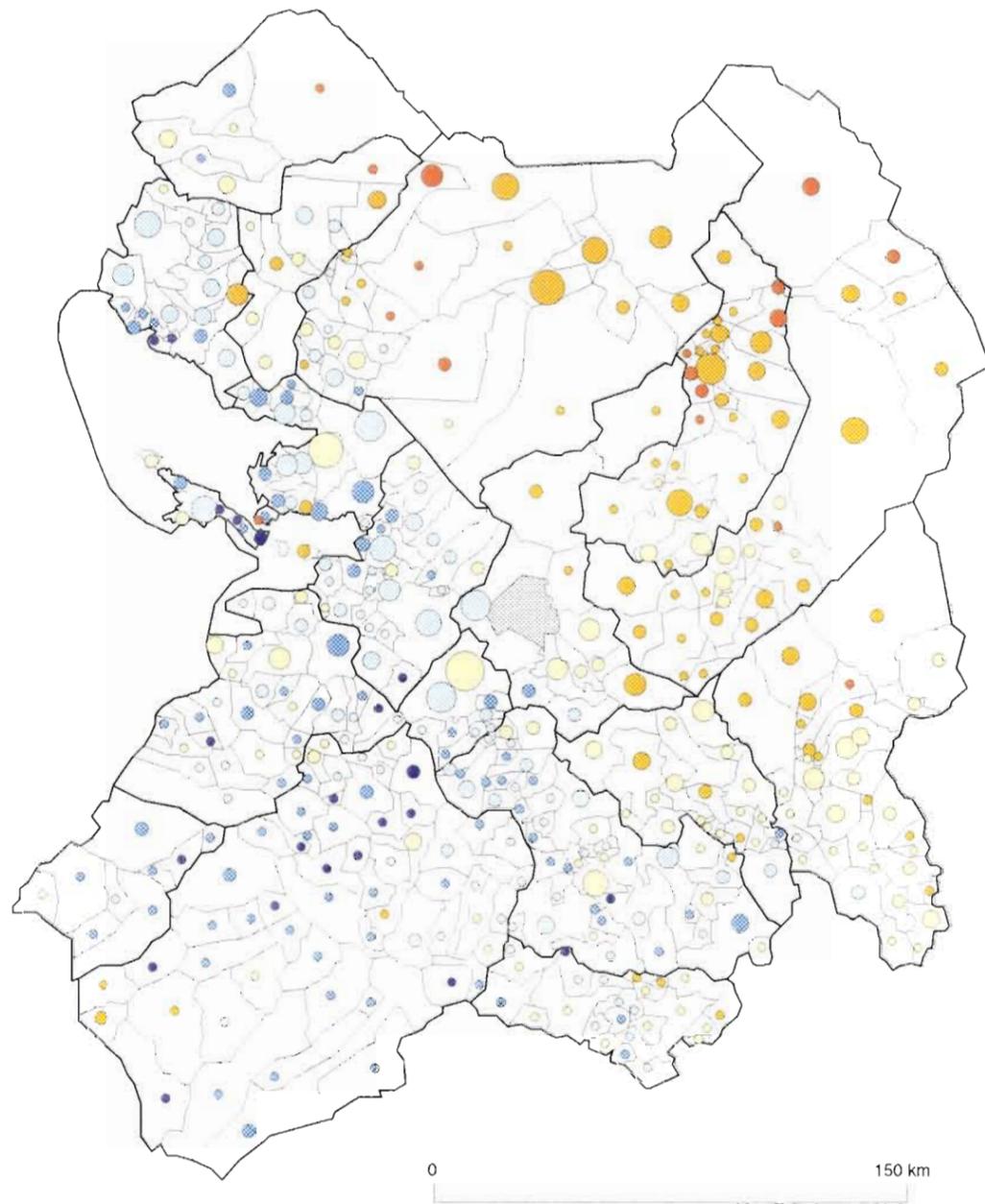
Le nombre d'hommes pour 100 femmes (carte n°2.5), ou taux de masculinité, est un indicateur efficace de l'attraction exercée par certaines régions sur la population active masculine. De ce point de vue, les provinces les plus attractives sont situées au nord de La Paz, dans les régions de colonisation récente (Nord et Sud Yungas, Larecaja, F. Tamayo). On sait que ces hommes sont des pionniers, jeunes célibataires à la recherche de nouvelles terres et qu'ils fondent une famille plus tardivement qu'ailleurs. En revanche, l'aire de peuplement aymara apparaît comme un foyer d'émigration, le taux de masculinité s'abaissant à moins de 90 hommes pour 100 femmes. Ce phénomène peut s'expliquer par un type de migration de travail particulier qui voit les hommes adultes partir travailler dans les villes, les femmes entretenant leurs propriétés et gardant les enfants, les hommes revenant pour les travaux de semailles et les récoltes.

## 2.6. Une concentration urbaine inquiétante

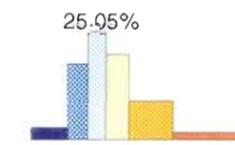
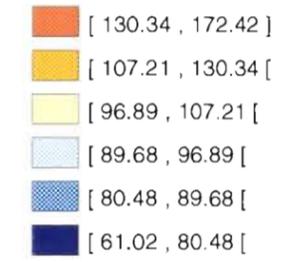
Le peuplement du département de La Paz a donc connu de profondes transformations depuis une vingtaine d'années : l'hyperconcentration sur La Paz, puis sur la nouvelle ville d'accueil de migrants, juxtaposée à la capitale, El Alto, ne peut qu'inquiéter sur les futures conditions de vie des populations, alors que les pouvoirs publics semblent avoir de plus en plus de difficultés à prendre en charge, au niveau des services de base et de l'habitat, comme des capacités d'emplois, une partie des nouveaux immigrants. D'ailleurs, le fait que des milliers de travailleurs relocalisés aient préféré se diriger vers les nouvelles terres de colonisation de la coca du Chaparé et des Yungas, met en relief cette difficulté d'accueillir correctement les nouveaux arrivés.

carte n°2.5

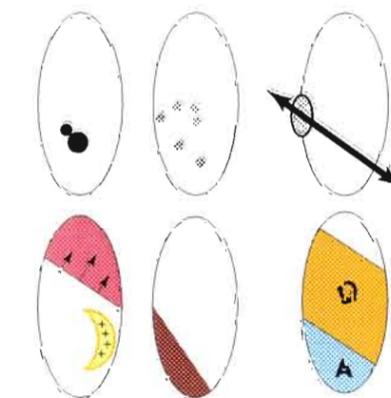
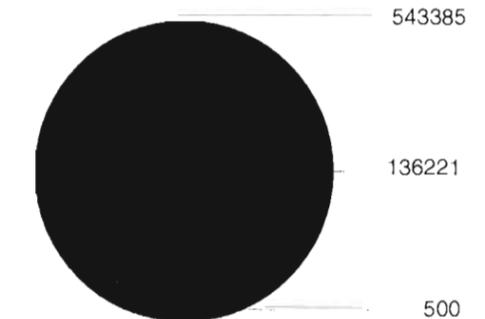
# Population masculine



Nombre d'hommes  
pour 100 femmes



Population masculine en 1992



# 3

## La Population active

Selon l'INE, la Population Économiquement Active ou PEA est constituée par les «personnes âgées de 7 ans et plus qui, dans la période de référence, soit la semaine antérieure au jour du recensement, ont travaillé, n'ont pas travaillé mais exercent une activité ou cherchent du travail».

### 3.1. Le taux d'activité

Le département de La Paz est, par rapport à l'ensemble de la Bolivie, un des plus avancés au niveau de l'activité économique. En effet, le département regroupe la plus grande partie des établissements à caractères économique du pays (38 %) <sup>18</sup>. Il est suivi par Cochabamba et Santa Cruz avec 19,7 et 19,6 %. La ville de La Paz se place largement en tête en utilisant 35,6 % des actifs nationaux, soit 250 000 personnes.

Dans le département de La Paz la population active répondant aux critères de l'INE atteignait, en 1992, 50 % de la population totale, soit 451 000 personnes en 1992 contre 46 % en 1976.

En 1992, l'entrée massive des femmes dans la vie active constitue un phénomène nouveau et marquant. Alors qu'en 1976 seulement 21 % des femmes exerçait une activité, ce chiffre passe, en 1992, à 39 %. Ce phénomène est variable bien sûr entre les secteurs urbains et ruraux. En milieu urbain les femmes actives sont en progression, passant de 26 à 32 %, mais dans en milieu rural, la proportion fait plus que doubler : 53 % en 1992 contre 21 % en 1976. Peut-être que ce gonflement résulte d'une meilleure précision d'enregistrement

---

<sup>18</sup> Selon le recensement de 1993 des entreprises à caractère industriel et commercial

par le recensement de 1992. Ainsi, le taux de dépendance chute considérablement de 190 à 148 inactifs pour 100 actifs, entre 1976 à 1992, alors que la moyenne nationale est de 153 en 1992.

La population inactive est répartie en personnes au foyer (33 % en 1992 contre 48,3 % en 1976), étudiants (61 % contre 49,5 %), rentiers et retraités (3,2 % contre 1,3 %).

La carte du taux d'activité (carte n°3.1) indique que le nord du département avec la province de A. Iturralde présente les taux les plus bas; les six cantons présentent des taux inférieurs à 50 %, et pour la moitié d'entre eux ces taux sont très faibles puisque se situant en dessous de 32 %. Le caractère particulier de cette région de colonisation récente et de très faible densité, ne permet pas de tirer des conclusions de valeur générale pour le département. Au contraire la province de F. Tamayo, dans le même contexte socio-géographique présente des taux d'actifs relativement plus élevés.

Le couloir de l'altiplano qui concentre la majeure partie de la population et l'essentiel des activités urbaines présente une situation assez déprimée dans de nombreux cantons. Les provinces de Omasuyos, Los Andes, Aroma et Loaysa apparaissent les plus affectées par ces taux plus faibles. Cette situation s'explique sans doute à la fois par l'afflux de migrants avec des familles nombreuses et les difficultés propres à une insertion professionnelle en ville ?

La partie centrale et à l'est du département connaît des taux moyens élevés ou forts dans provinces d'Inquisivi, Sud Yungas (sauf sa partie nord), Nord Yungas et Caranavi. En revanche, la situation est plus contrastée pour la province de Larecaja où existe une sous activité importante. La province de Muñecas se trouve dans une situation intermédiaire avec des taux moyens, tandis que celles de Saavedra et Camacho se détachent par des taux élevés.

Enfin, la région de cordillère présente une alternance de taux soit relativement élevés, soit plus bas : c'est le cas des provinces de Pacajes, Pando, Ingavi et Villaroel, mais la faible population et le rôle particulier des migrations des hommes, avec maintien des femmes dans les exploitations, faussent quelque peu la validité des résultats.

Pour conclure sur le taux d'activité, notons qu'en Bolivie comme dans de nombreux pays en voie de développement, il est fréquent qu'un même actif occupe plusieurs emplois. Compte tenu de la modicité des salaires, cette pratique est souvent vitale. L'INE a mesuré l'impact de ce phénomène; il indique que pour les villes de La Paz et El Alto, respectivement 13,7 % et 10,4 % de la population y a recours. Ces chiffres sont sans doute largement sous-estimés, car pour le département ils s'élèvent à 15,7 % (16,9 % pour les hommes et 14 % pour les femmes) alors même que la capitale offre sans nul doute plus de possibilités de travail salarié.

### 3.2. Les statuts d'activité

Le tableau n°3.1 permet de constater la croissance sensible du groupe ouvriers et employés pour les actifs masculins, alors qu'il y a recul de la présence féminine dans ce secteur.

Catégories	1976		1992	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ouvriers et employés	40,3	37,7	45,2	33,1
Trav. indépendants	53	41,8	46,9	52,2
Patrons, employeurs	1	0,5	2,2	1,3
Coopératives	-	-	1,4	0,3
Professions libérales	-	-	0,5	0,2
Trav. familiaux	5,7	20	3,8	12,5

Tableau n°3.1. Catégories socioprofessionnelles.  
Source : INE INE 1992.

Si la nomenclature des statuts d'activité est banale, elle souffre pour certaines de ses catégories d'un réel manque de précision. Par exemple, on peut s'interroger sur la définition exacte des travailleurs indépendants, familiaux et «sans précision» pourtant localement importants en proportion. S'agit-il d'actifs du secteur informel?

La répartition géographique des salariés (carte n°3.2) correspond à celle du réseau urbain. Les taux les plus forts sont donc situés à La Paz et El Alto, puis dans les centres secondaires comme Viacha. Dans le reste du département, le poids des salariés est principalement marqué dans les capitales de provinces. On trouve aussi quelques centres miniers comme Guanay et Mapiri, dans la province de Larecaja, ainsi que Canaravi dans la province du même nom.

Les patrons et employeurs voient aussi leur effectif sensiblement augmenter en 1992 comme les professions indépendantes. Ainsi le profil offert par les statuts d'activité traduit-il une diversification des activités avec une grande importance des travailleurs à leur compte propre.

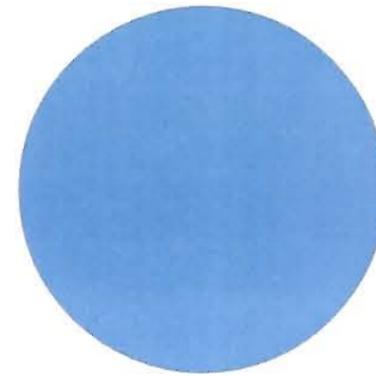
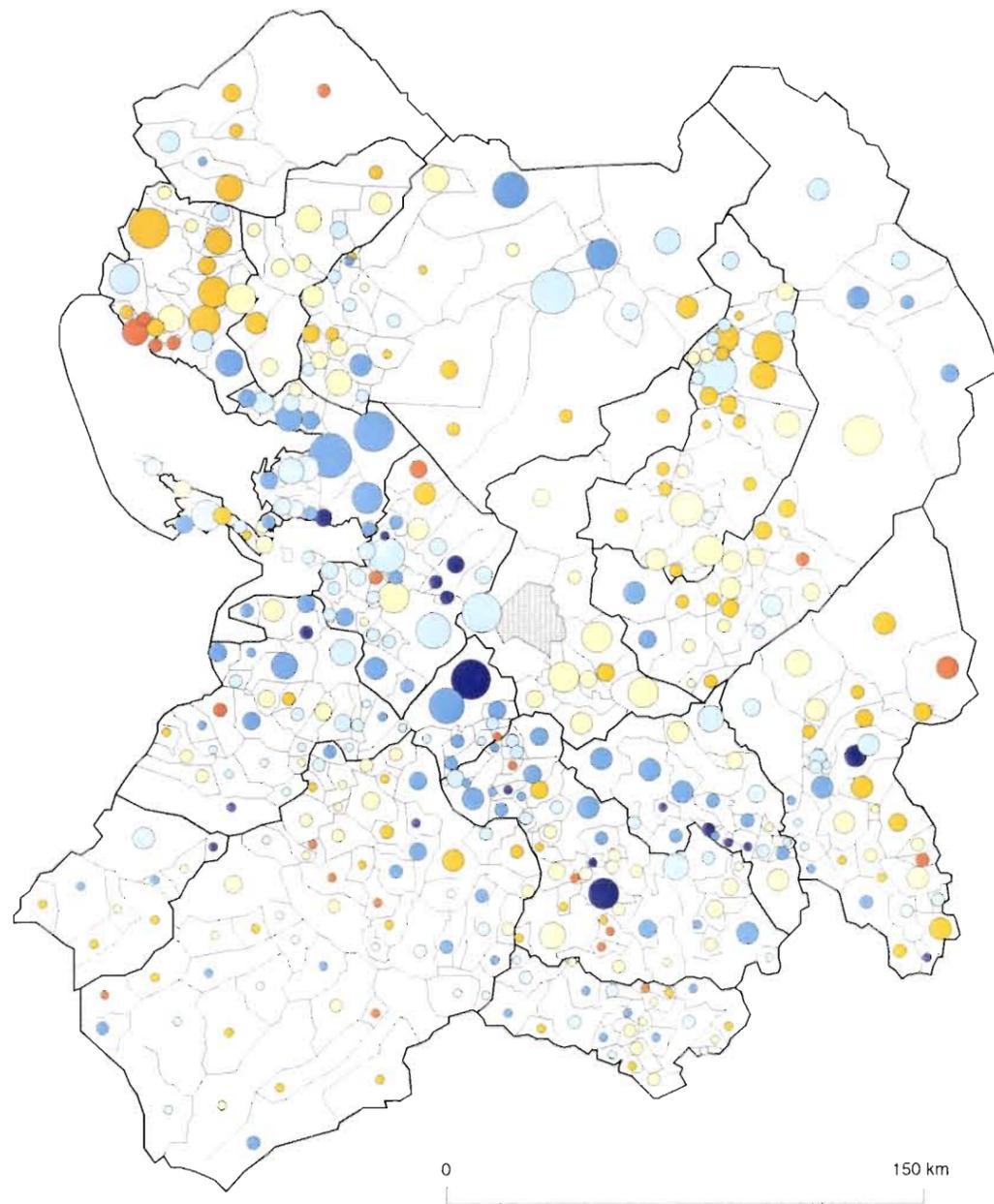
Cette évolution est nettement plus marquée, pour ne pas dire qu'elle est le monopole de La Paz et secondairement de El Alto, l'évolution des catégories permet de mieux saisir à la fois la spécificité et une certaine complémentarité des deux villes (tableau n°3.2).

Catégorie	La Paz		El Alto	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ouvriers et employés	66,6	64,9	66,2	43,8
Indépendants	25,6	29,6	30,7	51,2
Patrons	4,4	2,7	1,5	1,0
Prof. libérales	1,1	0,5	0,1	0,1
Trav. familiaux	0,6	1,6	1,0	1,0

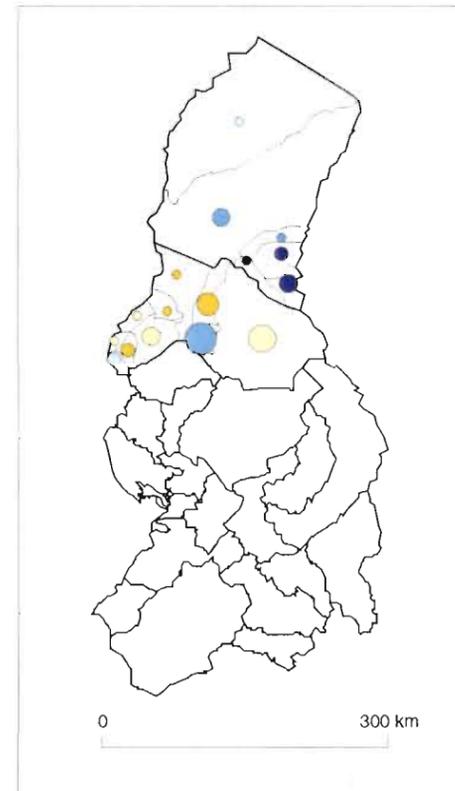
Tableau n°3.2. La Paz et El Alto. Catégories socioprofessionnelles.  
Source : INE 1992.

carte n°3.1

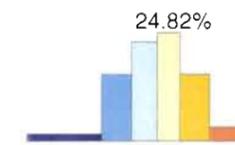
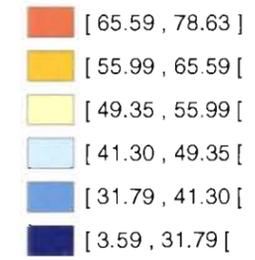
# Population active



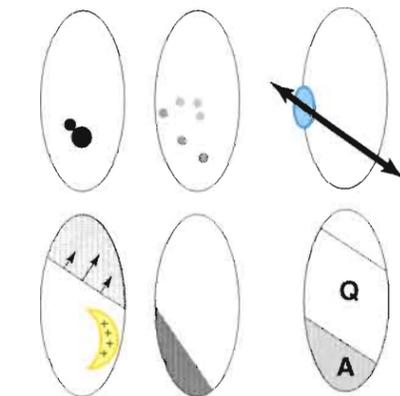
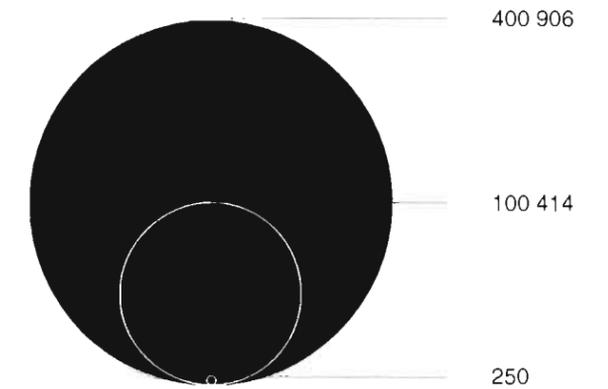
Canton La Paz



Nombre d'actifs de 7 ans et plus pour 100 habitants

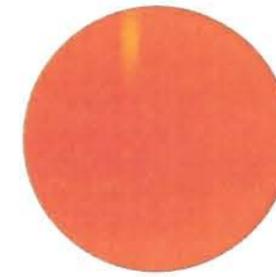
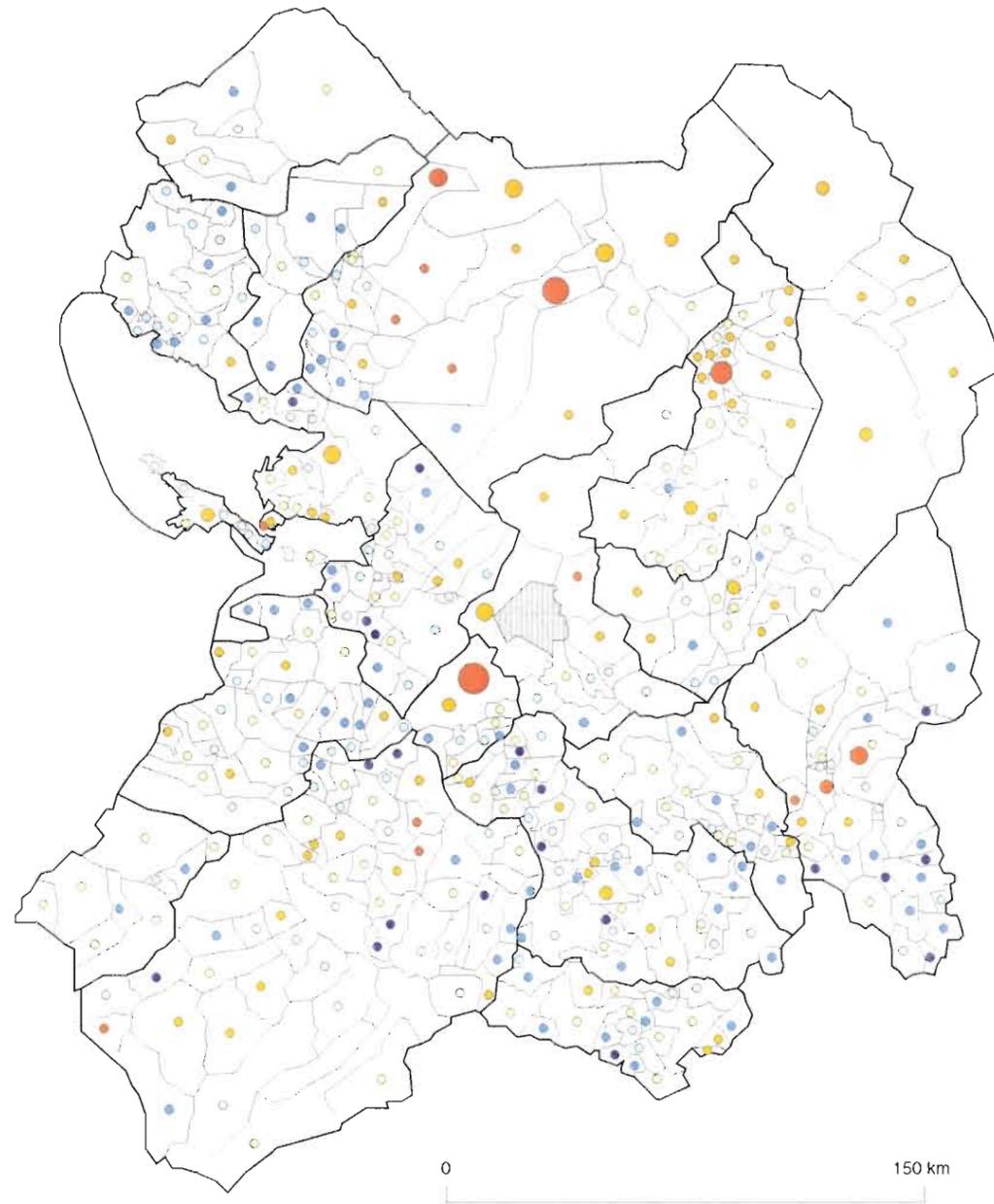


Population de 7 ans et plus économiquement active en 1992

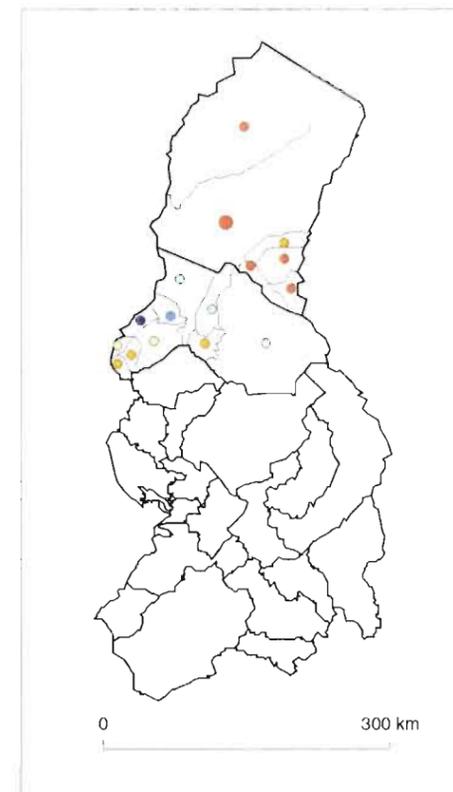


carte n°3.2

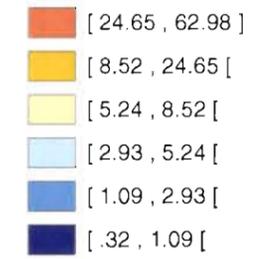
### Population active Salariés



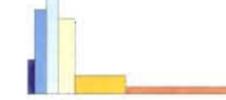
Canton La Paz



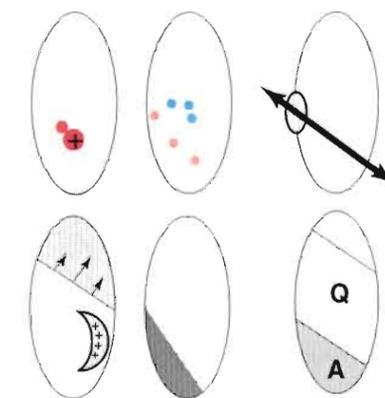
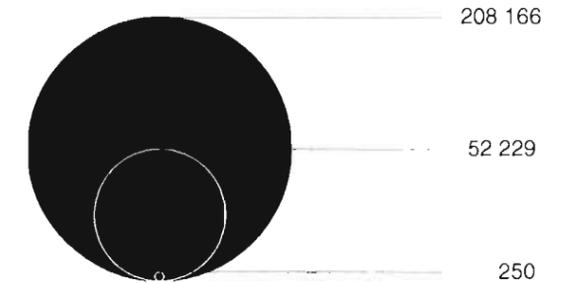
Nombre de salariés de 7 ans et plus  
pour 100 actifs de 7 ans et plus



25.17%



Salariés de 7 ans et plus  
économiquement actifs en 1992



En effet, il existe un différentiel socio-économique sensible : La Paz a plus d'ouvriers et employés que El Alto comme de chefs d'entreprises et patrons ou de professions libérales. Pour les travailleurs familiaux, le taux de El Alto est supérieur à celui de La Paz surtout pour les femmes. Cette différence s'explique par l'origine rurale de la majeure partie des habitants de cette ville et indique une scolarisation féminine plus faible, situation qui explique que nombre de femmes de la ville se consacrent à des travaux artisanaux à domicile.

### 3.3. Les branches d'activité

L'agriculture demeure la branche d'activité principale de la population du département de La Paz, malgré une diminution sensible (tableau n°3.3). Son déclin est net : 37,6 % en 1992 pour 41,3 % en 1976. En revanche, on note la montée en importance de secteurs relativement nouveaux comme les transports et les communications (5,1 % en 1992 contre 3,6 % en 1976), le commerce, la restauration et l'hôtellerie qui, ensemble, passent de 9,9 % en 1976 à 11,7 % en 1992. Enfin, les industries manufacturières voient leur part plus que doubler : 11,1 % en 1992 contre 4,7 % en 1976. La mine, un secteur d'activité traditionnelle, longtemps employeur important de main-d'oeuvre, en revanche est en recul.

Branche	% des actifs	
	1976	1992
Agriculture	41,3	37,6
Services sociaux	22,3	23,2
Manufactures	10,6	11,1
Commerce, hôtellerie	9,9	11,7
Construction	6,3	5,7
Mines	3,9	2,8
Banques, assurances	1,3	0,6
BTP	0,6	1,9
Énergie	0,2	0,3
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Tableau n°3.3. Branches d'activité. Évolution 1976 / 1992.  
Source : INE 1992.

À La Paz, la première place est occupée par les services sociaux (enseignement, santé, etc.) et les services (47 % des actifs), suivis par le secteur commercial et de restauration et hôtellerie (16,5 %), et enfin le secteur manufacturier (15,1 %). El Alto, confirme sa fonction de ville-dortoir et industrielle, les actifs y sont les plus nombreux dans les manufactures et industries (23,8 %), puis dans la restauration et hôtellerie (24 %) tandis que les emplois sociaux et tertiaires représentent seulement 20,4 %. En revanche, le secteur de la construction et du bâtiment atteint 16,5 %. C'est aussi dans cette ville que le taux de demandeurs d'emplois est le plus élevé du département.

### 3.3.1. L'agriculture

La population se consacrant à l'agriculture reste encore la plus importante à l'échelle du département avec 37,6 % du total des actifs. Les pourcentages extrêmes (au-delà de 91 % de la population active) apparaissent dispersés sur l'ensemble du département (carte n°3.3) : il s'agit des cantons où n'existe aucune autre alternative d'emploi rural. Les fortes proportions (au-delà de 60 %) sont regroupées dans le centre et l'ouest et concernent aussi de nombreux cantons de la province de Pacajes. L'agriculture occupe une proportion moindre d'actifs dans la province Murillo (La Paz), la partie minière de la province de Larecaja, dans quelques petits cantons de la province de Pacajes, et d'une partie de celle de Aroma.

### 3.3.2. Les mines

Pour des raisons liées au marché international et en raison de la chute de productivité ou l'épuisement des gisements, elle a connu un déclin brutal entre 1976 et 1992 (tableau n°3.4), alors que la relance de l'exploitation de l'or procurait de nouveaux emplois.

Il y a là une explication à l'éphémère qui caractérise la croissance urbaine des villes secondaires du département et leur incapacité, car se consacrant à une mono production conjoncturelle, de devenir des centres de rayonnement et de soutien de l'économie et de l'activité provinciale.

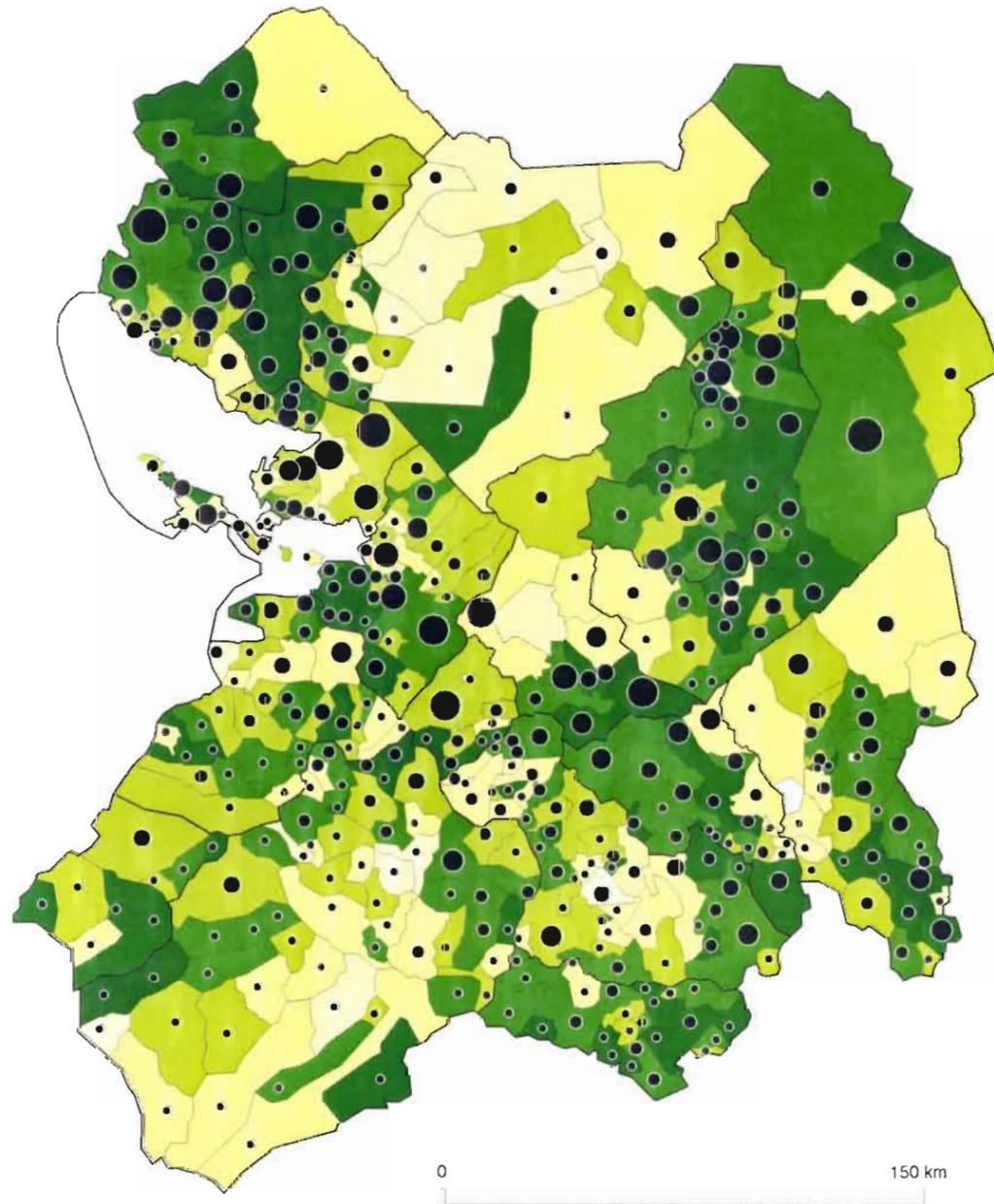
Centre d'exploitation	Type	Population	
		1976	1982
Colquiri	étain	15 350	5 696
Chojlla	étain	4 097	1 297
Viloco	étain	4 117	2 095
Tipuani	or	1 137	4 365
Guanay	or	1 696	3 886
Mapiri	or	535	2 388

Tableau n°3.4. Crise de l'activité des agglomérations minières.  
Effets sur la population. 1976-1992. Source : INE.

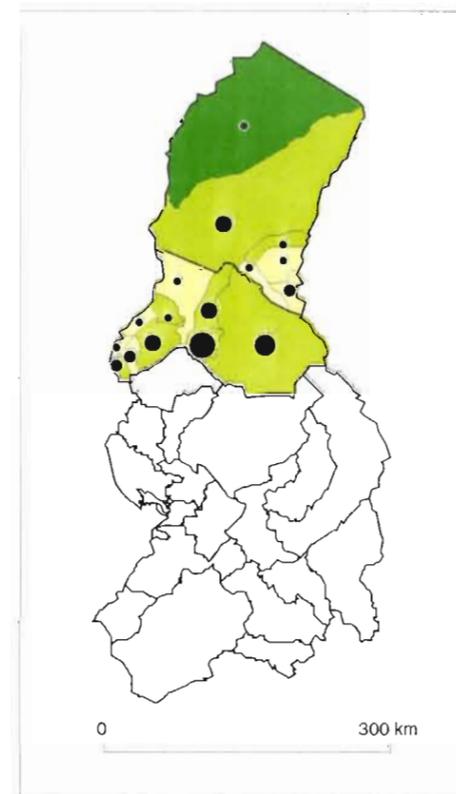
La carte de l'activité minière (carte n°3.4) présente un semis d'implantations assez dense dans la partie centrale du département et dans le couloir altiplanique. Mais en vérité, il ne s'agit souvent que de petites mines à caractère artisanal appartenant à des mineurs indépendants ou à des coopératives de syndicats ouvriers. Compte tenu de l'effondrement de la production des mines d'étain, les seuls foyers importants d'activité minière se concentrent dans la province de Larecaja; les principaux sites sont Guanay, Mapiri et Tipuani. Ils exploitent l'or alluvionnaire et emploient actuellement la majeure partie de l'effectif des actifs du secteur minier.

carte n°3.3

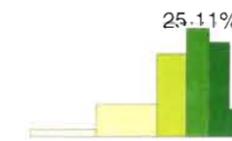
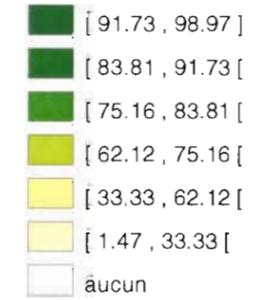
### Population active Agriculture



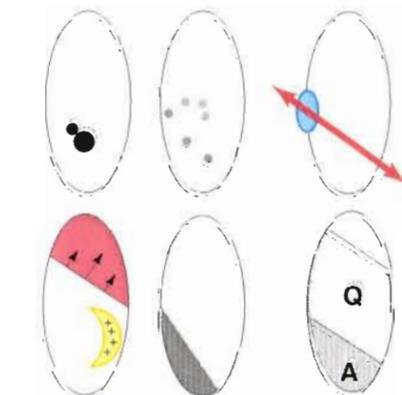
### Canton La Paz



Nombre d'actifs de 7 ans et plus dans l'agriculture pour 100 actifs de 7 ans et plus

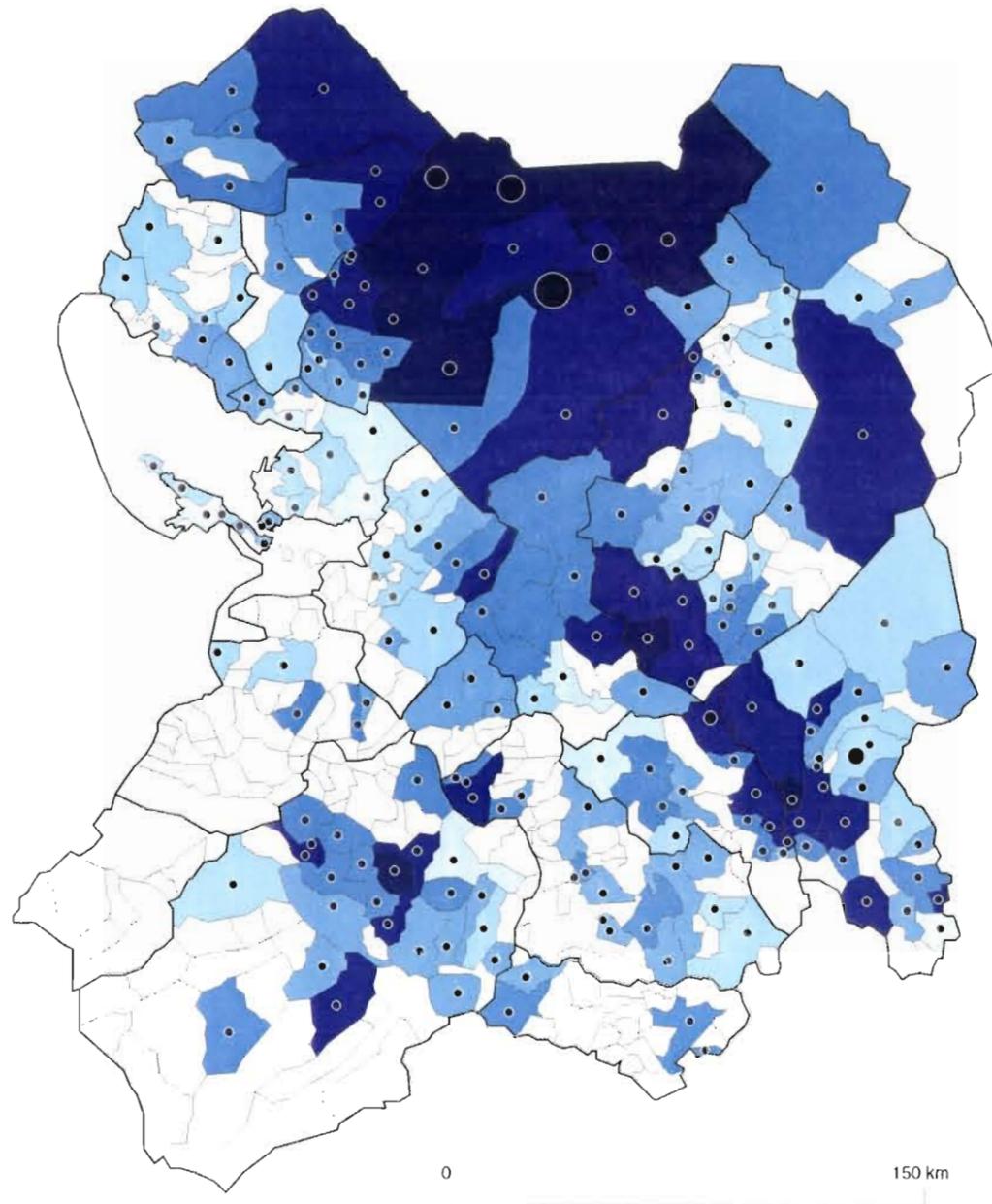


Population de 7 ans et plus économiquement active dans l'agriculture en 1992

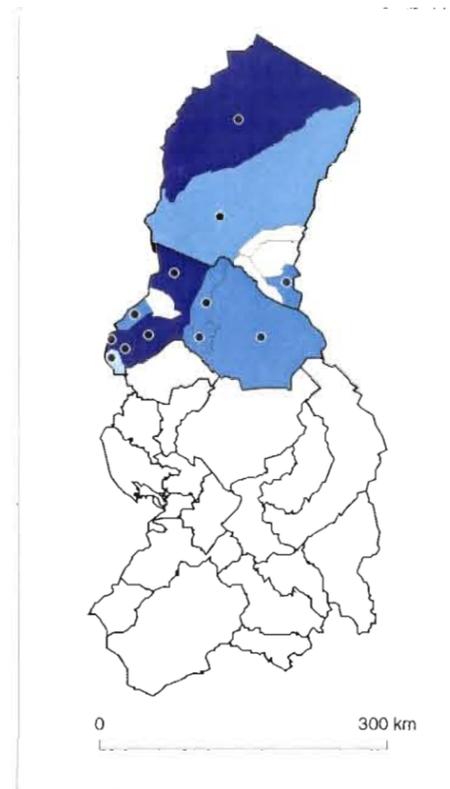


carte n°3.4

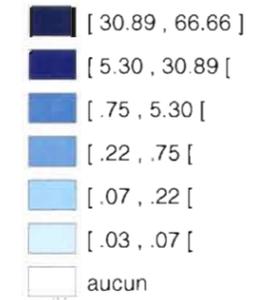
# Population active Mines



## Canton La Paz



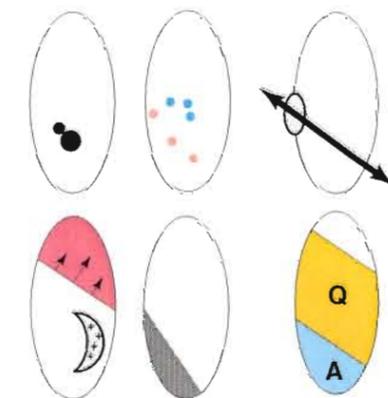
Nombre d'actifs de 7 ans et plus dans les mines pour 100 actifs de 7 ans et plus



25.11%



Population de 7 ans et plus économiquement active dans les mines en 1992



### 3.3.3. La pêche

Cette activité originale pour la Bolivie privée de façade maritime mais disposant d'un grand réseau hydrographique, se concentre sur les rives du lac Titicaca où elle alimente aussi bien l'autoconsommation familiale qu'un commerce en direction des centres urbains. Sur les cantons riverains du lac Titicaca (carte n°3.5), la pêche occupe une place non négligeable mobilisant entre 13 et 22 % des actifs des cantons lacustres. Ailleurs c'est une pêche fluviale qui est pratiquée dans quelques provinces comme Larecaja, Inquisivi et Sud Yungas, mais avec un impact beaucoup plus faible sur l'emploi puisque moins de 2 % des actifs sont concernés.

### 3.3.4. Le commerce, le marché et les foires

Sur le plan international, le département de La Paz joue un rôle de plaque tournante internationale entre le Pérou et le Chili et entre le Brésil et l'Argentine. Mais c'est aussi le principal centre de communications intérieures situé sur les deux principaux axes de circulation : La Paz-Cochabamba-Santa Cruz et La Paz-Potosi-Tarija.

La carte n°3.6 permet d'apprécier la localisation des actifs du secteur commercial. Naturellement, c'est la ville de La Paz qui, avec 56 622 personnes travaillant dans ce secteur, monopolise l'essentiel du commerce départemental. À cela s'ajoute la banlieue, parfois lointaine, avec El Alto et jusqu'aux rivages du lac Titicaca. Autour des centres minières aurifères de Larecaja, le commerce est aussi très actif. Ailleurs, c'est l'atonie de l'activité commerciale qui prévaut (à de très rares exceptions locales comme Caranavi) qui, ajoutée à la faiblesse des taux d'activité traduit en fait la léthargie de l'activité économique.

La localisation des marchés et des foires est un double témoignage : l'un sur les solidarités relationnelles entre les différentes parties d'un territoire, l'autre sur l'importance des échanges économiques. L'enquête menée par B. Gozals montre que la majorité des transactions porte sur les produits agricoles locaux et sur des produits manufacturés provenant de La Paz ou des frontières internationales proches. Si sur les grandes foires, les achats sont payés en monnaie, le troc demeure un moyen d'échange essentiel sur les marchés locaux. La carte des foires et marchés (carte n°3.7) montre que du Lac Titicaca à la Paz, le réseau de relations d'approvisionnement apparaît très serré, y compris sur le plan international avec le Pérou et le Chili. La partie centrale du département, avec les provinces de Larecaja, Nord et Sud Yungas, et, plus au sud-est Inquisivi, n'a qu'un nombre réduit de foires et marchés d'impact local, auquel se joignent quelques centres d'intérêt micro-régional ou frontalier. Dans tout le nord du département, on ne peut plus parler de réseau, mais seulement de quelques lieux de passage comme San Buena Aventura situé à la limite avec le département du Béni. Ainsi, le réseau de foires et de marchés, lorsqu'il existe, s'articule sur La Paz, centre principal du département, même si les postes frontières jouent un rôle complémentaire important.

### 3.3.5. Les banques et les assurances

Ce secteur n'a qu'une faible incidence sur l'emploi. D'ailleurs, le recensement de 1992 montre qu'il est en net recul sur La Paz en termes d'effectif. Les professions de la banque et des assurances sont totalement absentes dans tout le nord du département (carte n°3.8); la partie sud est tout aussi démunie : les provinces de Pacajes, Villaroel, Pando, ne connaissent aucune activité de ce type. C'est aussi le cas dans la région ouest avec les provinces de Muñecas, Camacho et Omasuyos. Cela confirme la faible monétarisation de l'économie agricole traditionnelle.

On observe les proportions les plus significatives d'actifs dans le secteur des banques et des assurances à La Paz et El Alto, dans la ville de Viacha et sur la frontière avec le Pérou dans le centre urbain de Copacabana. Mais ce secteur est aussi présent dans la province de Sud Yungas qui se consacre à des cultures agricoles et à celle de la coca, de même que dans les provinces de Caranavi, Nord Yungas et celle de Inquisivi. Dans la province de Larecaja, l'activité minière du dragage des alluvions aurifère explique, avec les centres de Guanay et Mapiri, une modeste présence bancaire.

Dans les espaces de mono activité agro-pastorale traditionnelle où le système d'échange est avant tout basé sur le troc, la banque n'a aucune raison de s'implanter, faute de revenus monétaires. Ainsi, la carte des actifs du secteur des banques et assurances est une version «radicalisée» de celle de l'activité économique.

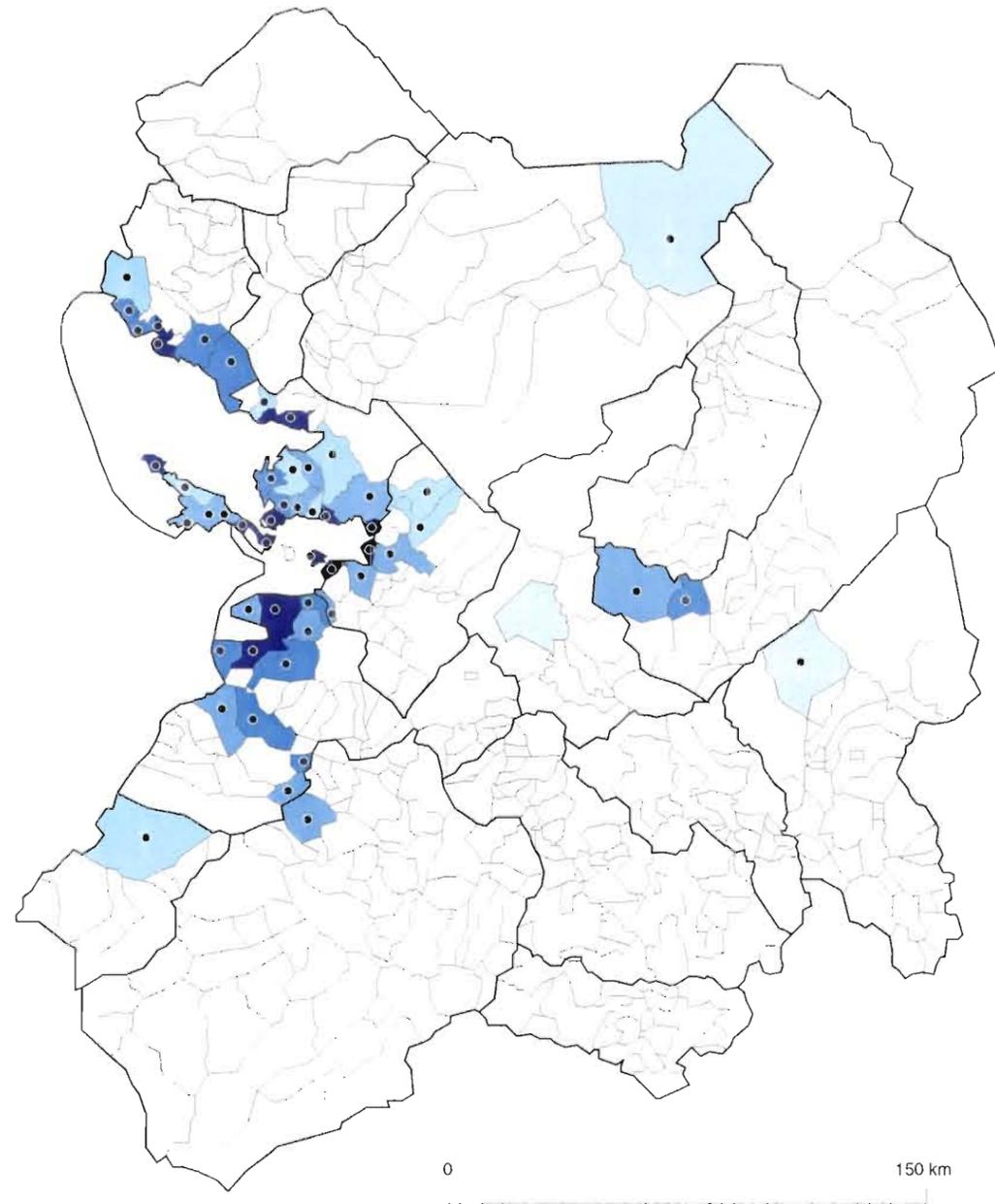
### 3.4. Une crise de mutation

Le département de La Paz, pour ses types d'activité, est caractérisé par le primat occupé, depuis 10 ans au moins, par le secteur du commerce et des services. Ce secteur s'est enflé à l'extrême, surtout si l'on considère l'importance du secteur dit informel, visible dans le paysage urbain, mais difficile à mesurer précisément. En effet, ce secteur repose sur une forte contrebande quasi institutionnalisée à La Paz et El Alto. Son support se trouve dans les revenus dégagés à l'échelle locale, soit un milliard de dollars au moins et 300 000 emplois dérivés, par un activité d'un autre type, la commercialisation vers l'extérieur de la coca.

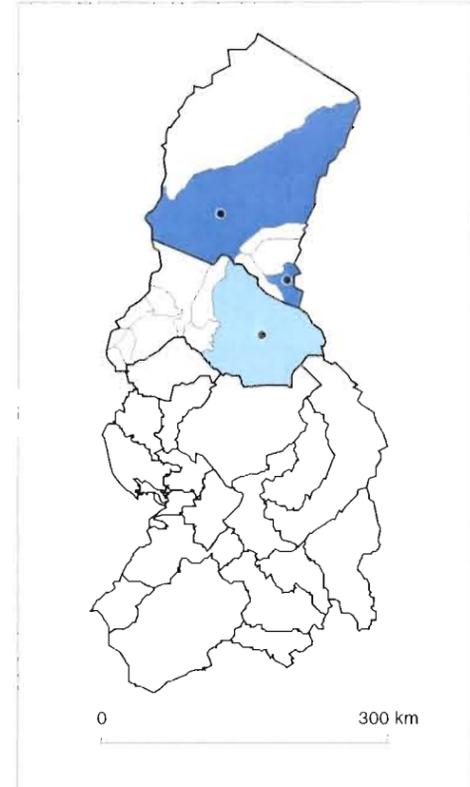
C'est dire combien est précaire, car instable et fragile, l'activité économique du pays et, en conséquence, l'emploi. Celui-ci est confronté à l'obligation d'une rapide insertion d'importante cohortes de jeunes arrivant sur le marché du travail et, à terme plus ou moins proches, à une reconversion d'une large part de son secteur informel.

carte n°3.5

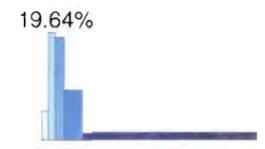
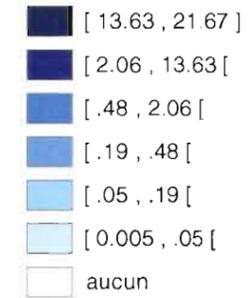
# Population active Pêche



## Canton La Paz

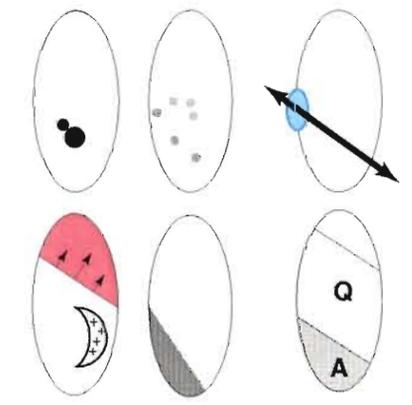


Nombre d'actifs de 7 ans et plus dans la pêche pour 100 actifs de 7 ans et plus



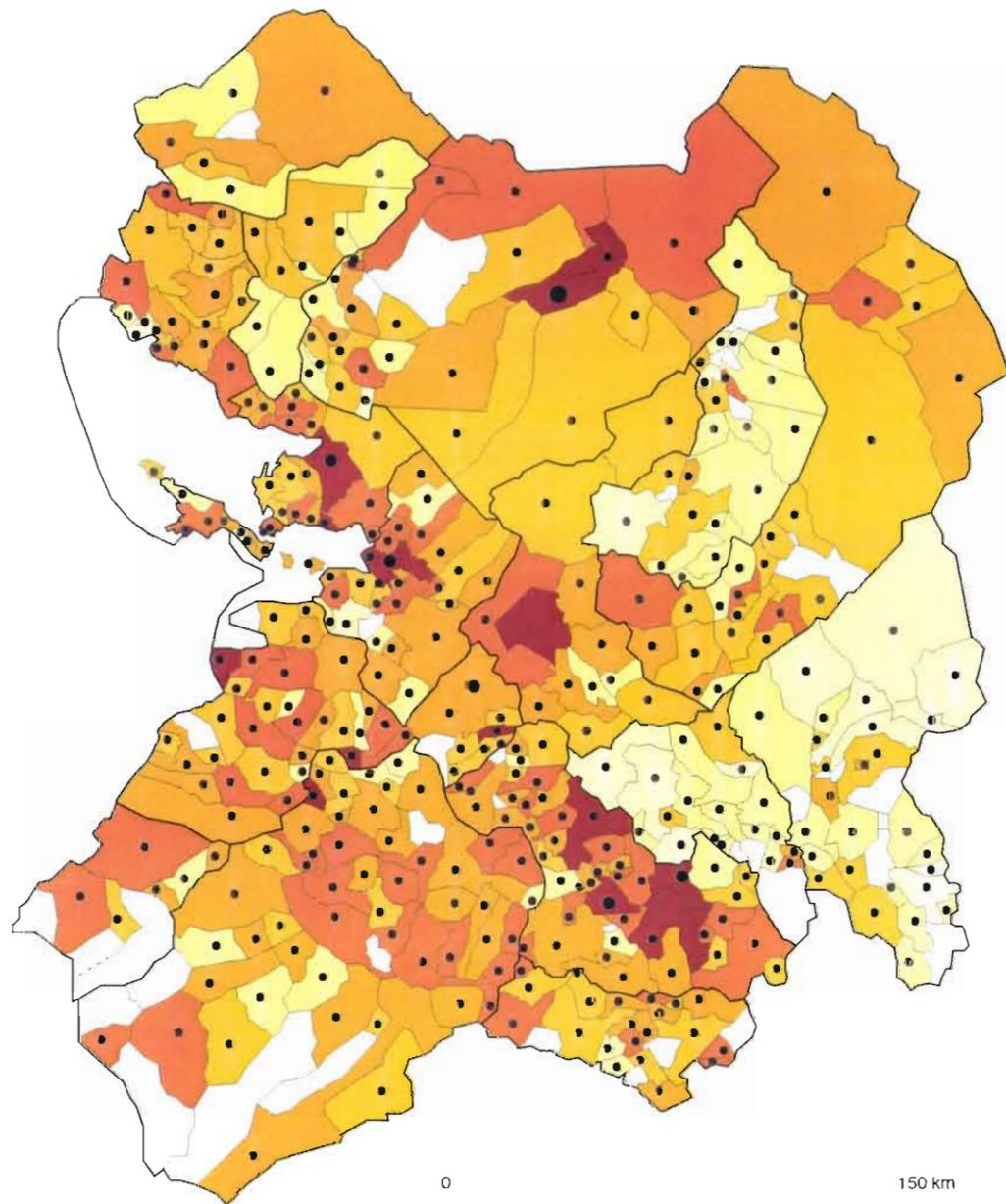
Population de 7 ans et plus économiquement active dans la pêche en 1992

● 250

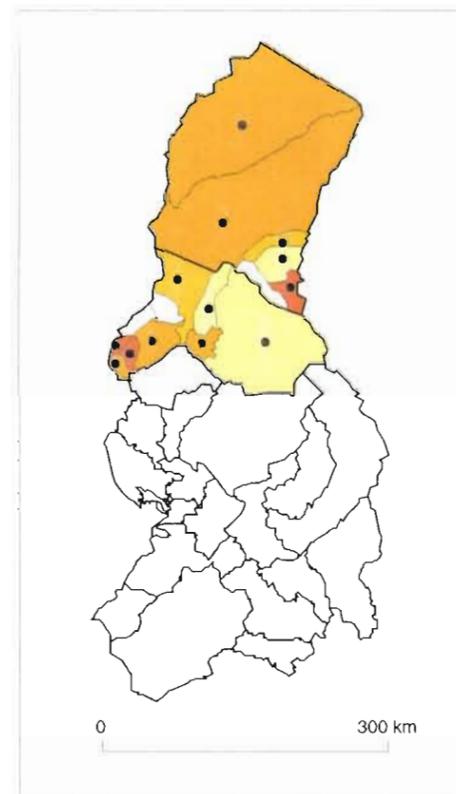


carte n°3.6

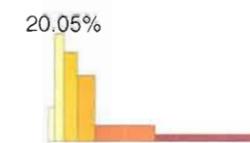
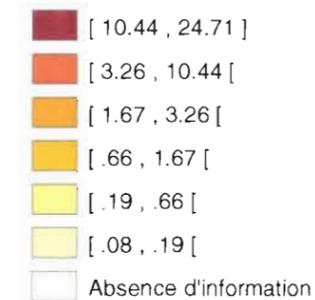
### Population active Commerce



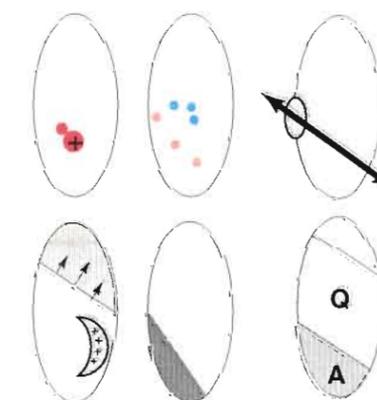
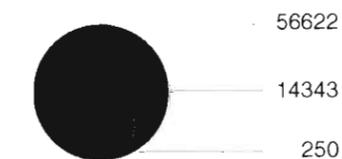
  
Canton La Paz



Nombre d'actifs de 7 ans et plus dans le commerce  
pour 100 actifs de 7 ans et plus

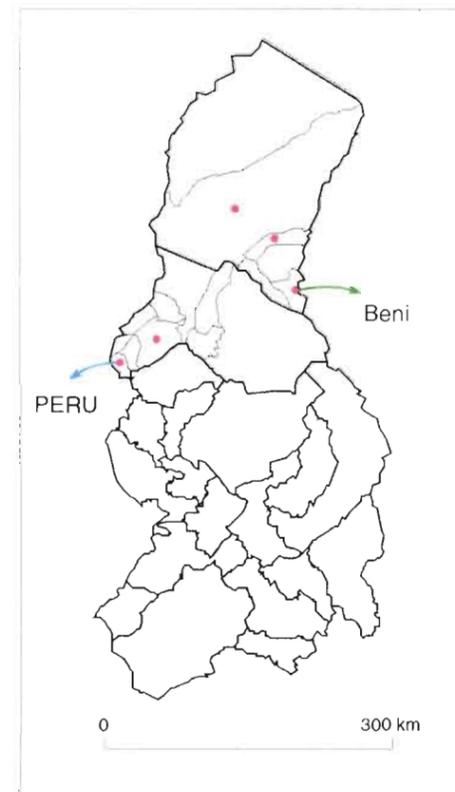
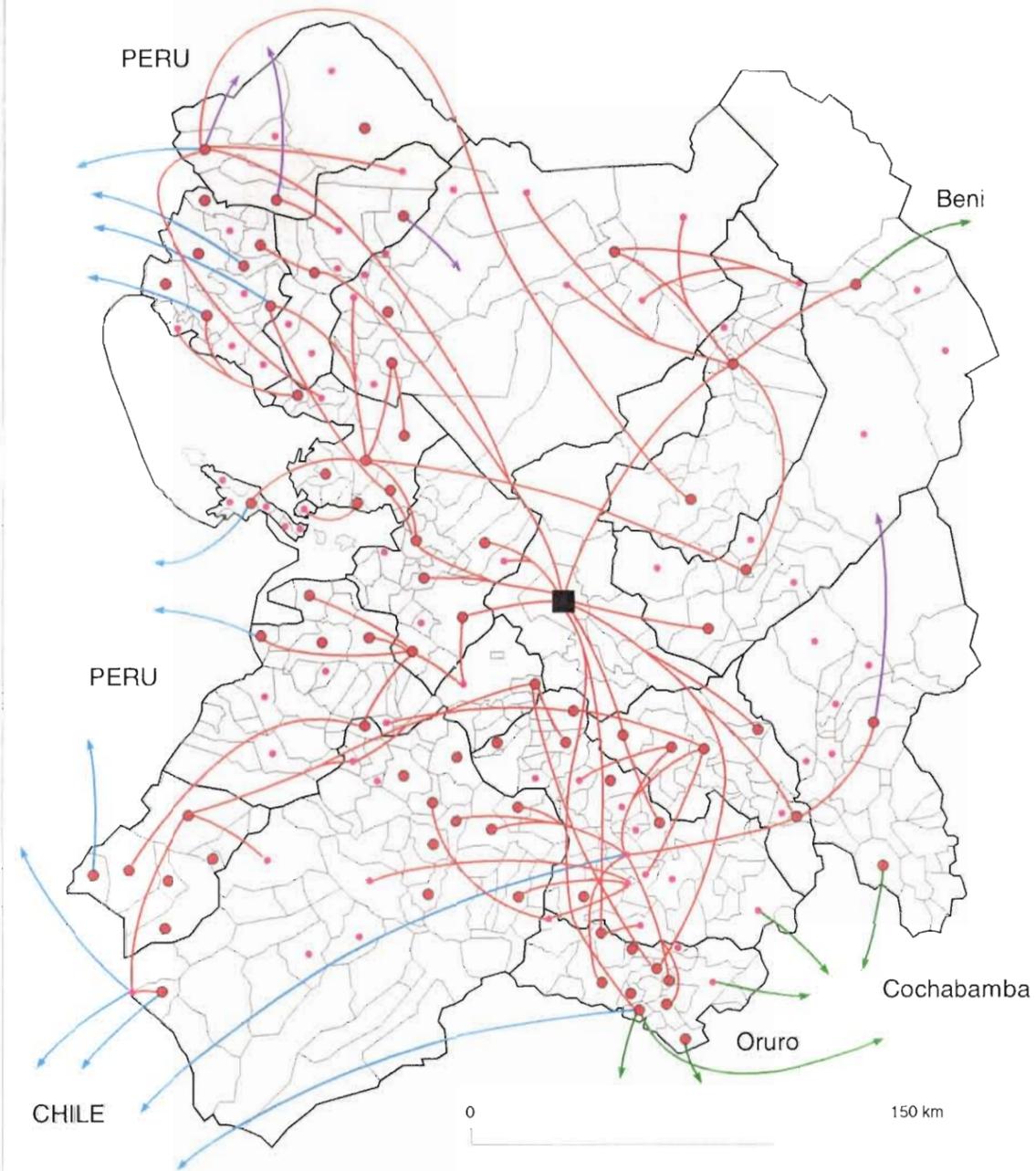


Population de 7 ans et plus  
économiquement active dans l'agriculture en 1992



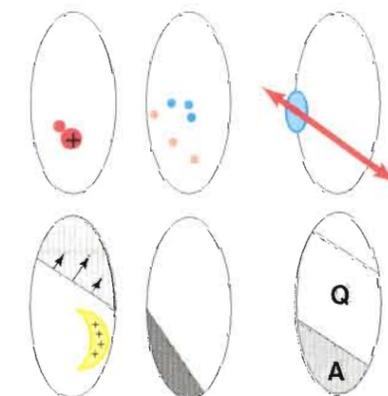
carte n°3.7

# Marchés et foires



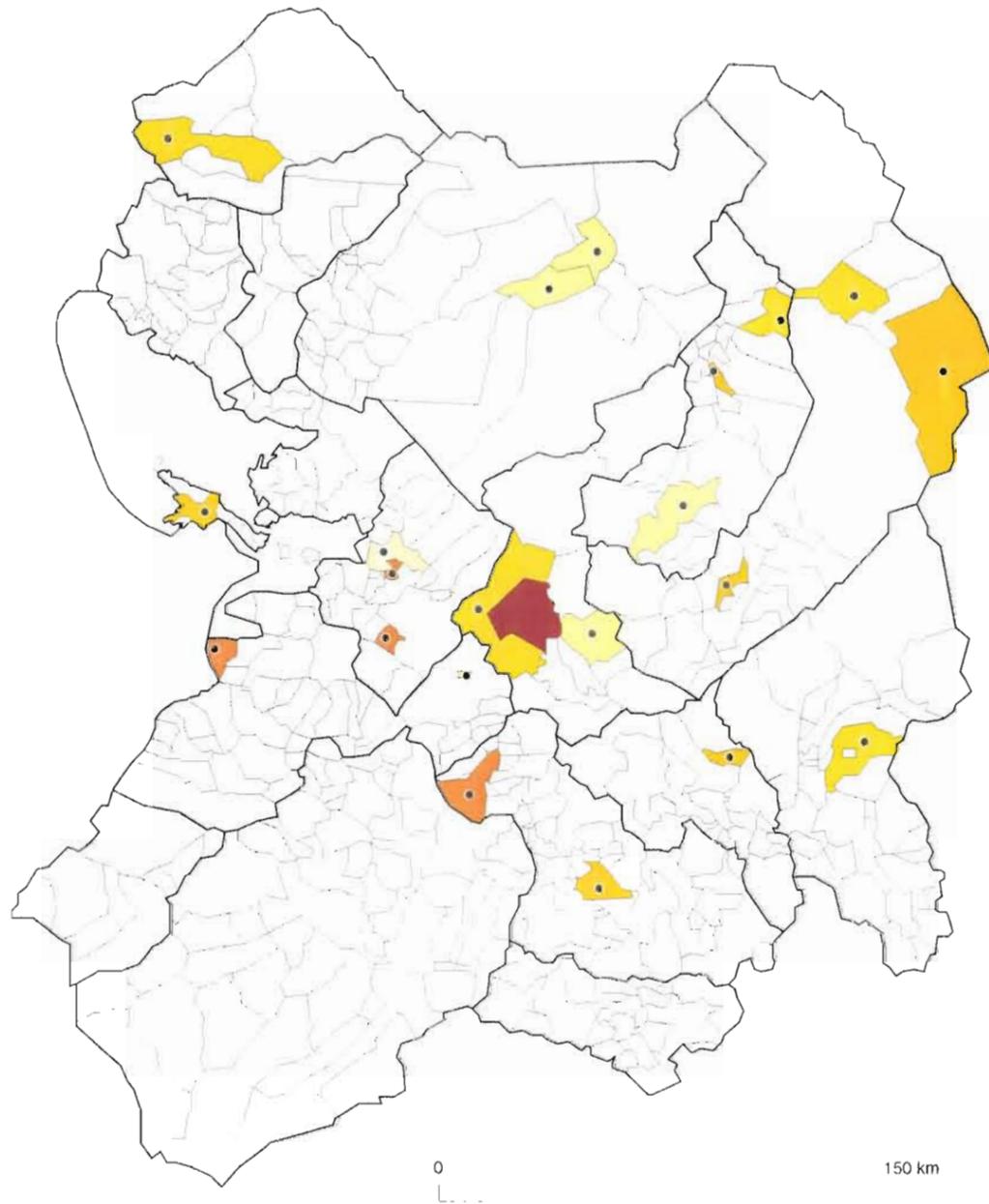
## Referencias

- Lieux de foires et marchés
- Centre microregional
- Relations interprovinciales
- Relations interprovinciales sans destination précise
- Relations netre départements
- Relations internationales
- Ville de La Paz

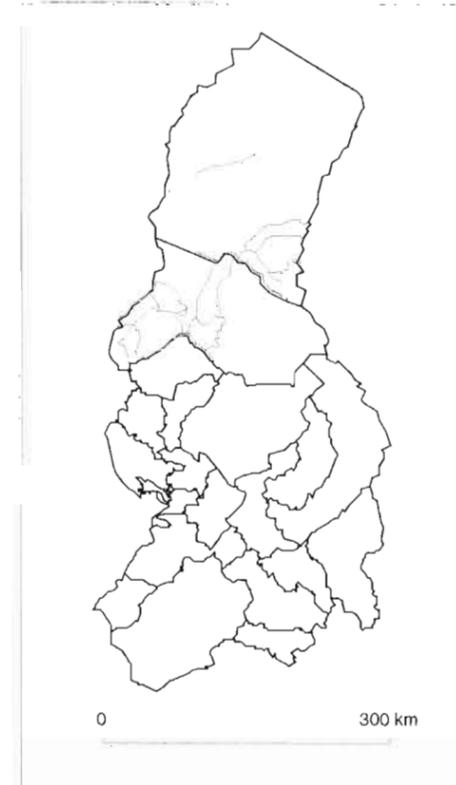


carte n°3.8

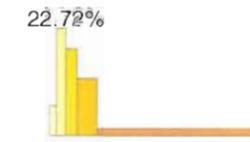
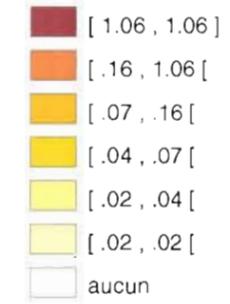
### Population active Banques et Assurances



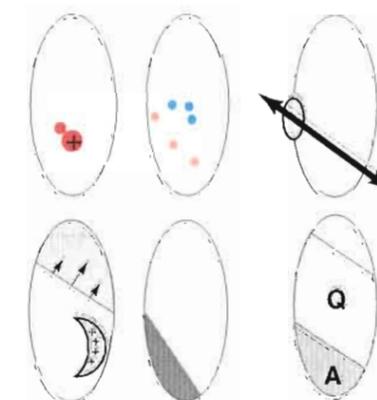
### Canton La Paz



Nombre d'actifs de 7 ans et plus dans les banques et les assurances pour 100 actifs de 7 ans et plus



Population de 7 ans et plus économiquement active dans les banques et les assurances en 1992



L'analyse du recensement conduit à plusieurs constats :

- l'importance conservée par le secteur rural traditionnel, malgré une nette diminution d'effectif, évolution concernant aussi l'autre activité traditionnelle qu'est la mine;
- Services et fonctionnariat sont devenus, au niveau urbain, les grands secteurs d'emplois.
- Une différenciation apparaît entre la Paz et El Alto, plus brutale certainement en réalité que ce que les chiffres ne le laissent apparaître. La Paz utilise, par ses centres de décision économiques, El Alto, pour y installer et développer des activités manufacturières et du bâtiment. Les conditions favorables de main-d'œuvre et la facilité de trouver des terrains à bon compte explique cette situation.

# 4

## L'éducation

Jusqu'au années 1950 le système éducatif bolivien a été affecté par de graves carences héritées de la marginalisation presque totale de la population rurale souvent d'origine indigène. Si le département de La Paz figure actuellement parmi ceux dont les progrès ont été des plus significatifs, de sérieux déséquilibres n'en subsistent pas moins entre les milieux urbains et ruraux. L'égalité des chances dans l'accès à l'éducation est extrêmement variable selon le lieu de résidence. L'analyse des différents niveaux de scolarisation de la population âgée de 6 ans et plus est révélatrice de ces profondes disparités existantes.

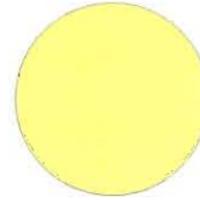
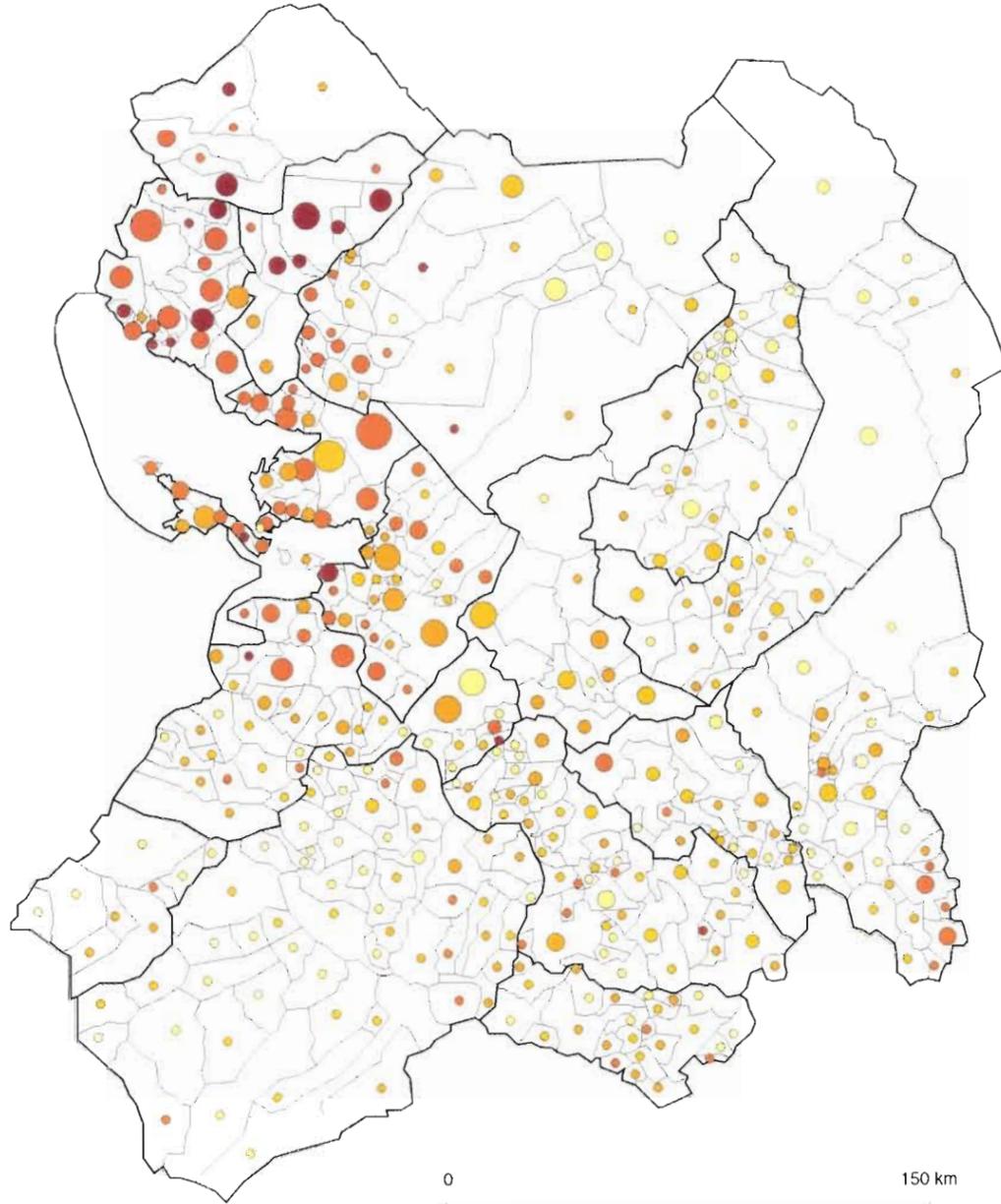
### 4.1. La population non scolarisée

L'indicateur le plus pertinent de l'efficacité du système éducatif est la part de la population totale restée en dehors de tout système scolaire (carte n°4.1). Les pourcentages les plus marqués affectent les provinces riveraines du lac Titicaca avec des pourcentages de non-scolarisation pouvant atteindre de 33 à 53 % de la population (provinces de Muñecas et Omasuyos). Le secteur urbain de La Paz-El Alto est caractérisé par des taux nettement inférieurs ne dépassant pas 13,5 %. Cette situation se dégrade pour le reste du couloir altiplanique où les proportions varient entre 13 et 22 %. Paradoxalement les provinces de la région de Cordillère présentent des valeurs relativement plus faibles (Pacajes, J.M. Pando, Ingavi, Loaysa, Villaroel et Inquisivi). Les provinces du centre ouest du département présentent, notamment avec Larecaja et ses centres miniers, des valeurs peu élevées tandis que Sud et Nord Yungas oscillent entre des taux faibles et modérés.

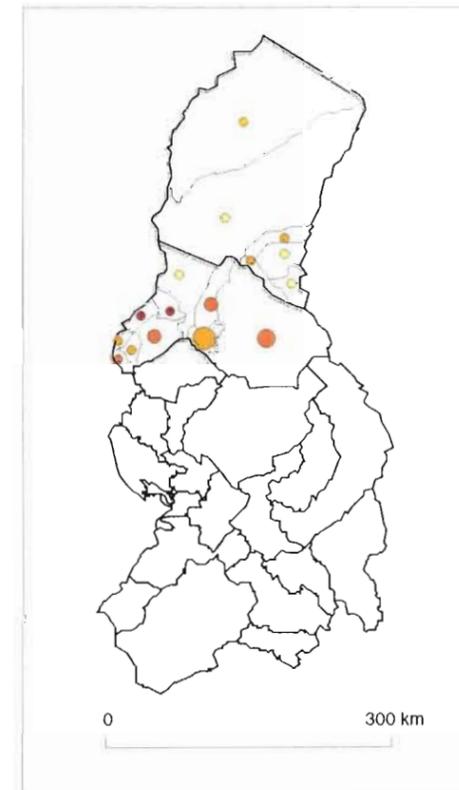
carte n°4.1

## Éducation

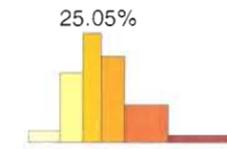
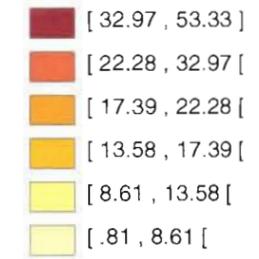
### Niveau d'instruction le plus élevé : aucun



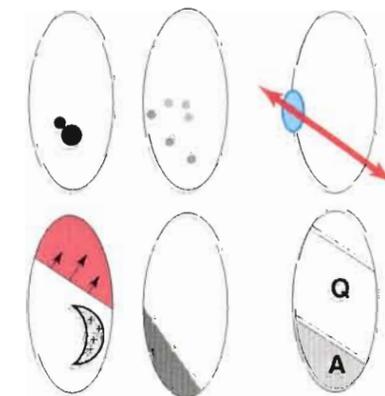
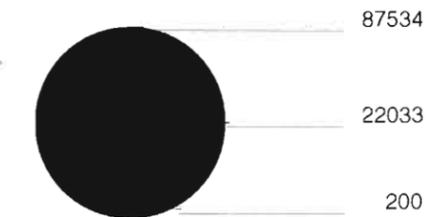
Canton La Paz



Population de 6 ans et plus n'ayant aucun niveau scolaire pour 100 habitants



Population de 6 ans et plus n'ayant aucun niveau scolaire



Dans le nord du département, la situation de la province A. Iturralde est relativement bonne; elle apparaît plus médiocre pour F. Tamayo où de nombreux cantons se situent entre 17 et 32 % de personnes sans niveau scolaire. Une très forte déficience du système éducatif est donc perceptible; elle signifie un long abandon de secteurs ruraux jugés marginaux.

#### 4.2. L'analphabétisme

L'analphabétisme résulte largement de la faible scolarisation qui persiste en milieu rural. Pour les personnes de 15 ans et plus, le taux d'analphabétisme atteint en 1992, 14,8 % de l'ensemble. Mais ce taux est une moyenne fortement altérée par le poids du secteur urbain où les conditions sont nettement plus satisfaisantes. Sur la carte n°4.2, les provinces de Camacho, Muñecas, F. Tamayo et B. Saavedra présentent des taux très élevés d'analphabétisme, dépassant 40 % de la population totale. Paradoxalement les provinces pauvres de Pacajes et J.M. Pando présentent des situations nettement plus satisfaisantes. Ailleurs, dans les provinces dotées d'une activité minière importante, comme Larecaja, ainsi que dans celles où la colonisation est récente, comme A. Iturralde, l'analphabétisme atteint des niveaux plus faibles.

Si l'on compare les chiffres des recensements de 1976 et de 1992, on constate un net recul de l'analphabétisme. Si celui-ci atteignait en 1976, 32 % de la population totale ; en 1992 le progrès est indéniable : 16,9 %. Cette nette amélioration bénéficie au milieu rural (48,1 % en 1976 contre 30 % en 1992), et se poursuit en milieu urbain (15,8 en 1976 contre 9,2 % en 1992). Si l'on prend en compte la répartition par sexe, intéressante dans la mesure où traditionnellement l'éducation féminine a été beaucoup plus négligée en milieu rural, on constate de remarquables progrès, puisque la proportion de femmes analphabètes recule de 65 % en 1976 à 44,5 % en 1992. Néanmoins, un rapport officiel indique que «plusieurs provinces restent dans un état critique». Si des progrès importants sont à mettre au compte de la politique d'éducation, ils indiquent que les régions rurales ont été, comme pour la Santé Publique, laissées pour compte et que d'importants efforts doivent encore y être accomplis, notamment dans le domaine de l'assistance scolaire.

#### 4.3. La fréquentation scolaire

Le degré de fréquentation scolaire est mesuré sur la population de 6 à 19 ans considérée comme d'âge scolaire. En milieu urbain, pour le primaire avec les cycles basiques et intermédiaires (de 6 à 14 ans), 85,9 % du groupe d'âge est scolarisé dont 92,3 % de garçons et 89,5 % de filles. En milieu rural, la scolarisation pour ces mêmes niveaux est de 78,5 %, dont 82,2 pour les garçons et 74,6 % pour les filles. Pour l'enseignement secondaire avec le cycle moyen (de 15 à 19 ans), la fréquentation atteint 59,6 %, dont 66,8 % en milieu urbain contre 44,2 % en secteur rural. Mais la part des filles tombe à 34,4 % en milieu rural contre 72,3 % en milieu urbain. Ces résultats, relativement encourageants, ne doivent cependant pas dissimuler ce grave problème resté en suspens.

#### 4.4. Les niveaux scolaires

Ceux-ci se divisent en primaire de base, primaire intermédiaire et moyen, puis secondaire. Apparaissent ensuite l'enseignement supérieur universitaire et technique. Une comparaison entre les recensements permet de saisir l'importance des changements positifs apparus depuis 1976 (tableau n°4.1).

Niveau	Total		Hommes		Femmes	
	1976	1992	1976	1992	1976	1992
Aucun niveau	29,9	14,1	18,7	8,7	40,7	19,2
Primaire	54,7	57,5	62,4	57,8	47,3	57,3
Secondaire	9,6	11,7	18,2	22	7,6	14,5
Écoles Normales	1,2	1,4	1,2	1,3	1,2	1,5
Universités	2,8	6,2	4,2	7,7	1,3	4,7
Autre	1,8	2,6	1,8	2,5	1,8	2,8

Tableau n°4.1 . Les niveaux scolaires en 1976 et 1992.  
% de la population totale. Source : INE.

Le tableau n°4.1 montre une nette décreue du nombre des personnes n'ayant aucun niveau scolaire : il passe au-dessous de 20 % de la population totale. En primaire, on constate un tassement du pourcentage d'hommes, conséquence de l'allongement de la durée des études, tandis qu'apparaît une nette amélioration de la part des femmes. Pour les études secondaires, la progression reste modeste, mais la proportion des femmes a quasiment doublé. La formation universitaire connaît une véritable explosion. Elle est surtout due à une véritable entrée en force des femmes dont l'effectif passe à 38,8 %, soit un quadruplement... En milieu urbain la croissance bénéficie surtout à La Paz et dans une moindre mesure à El Alto.

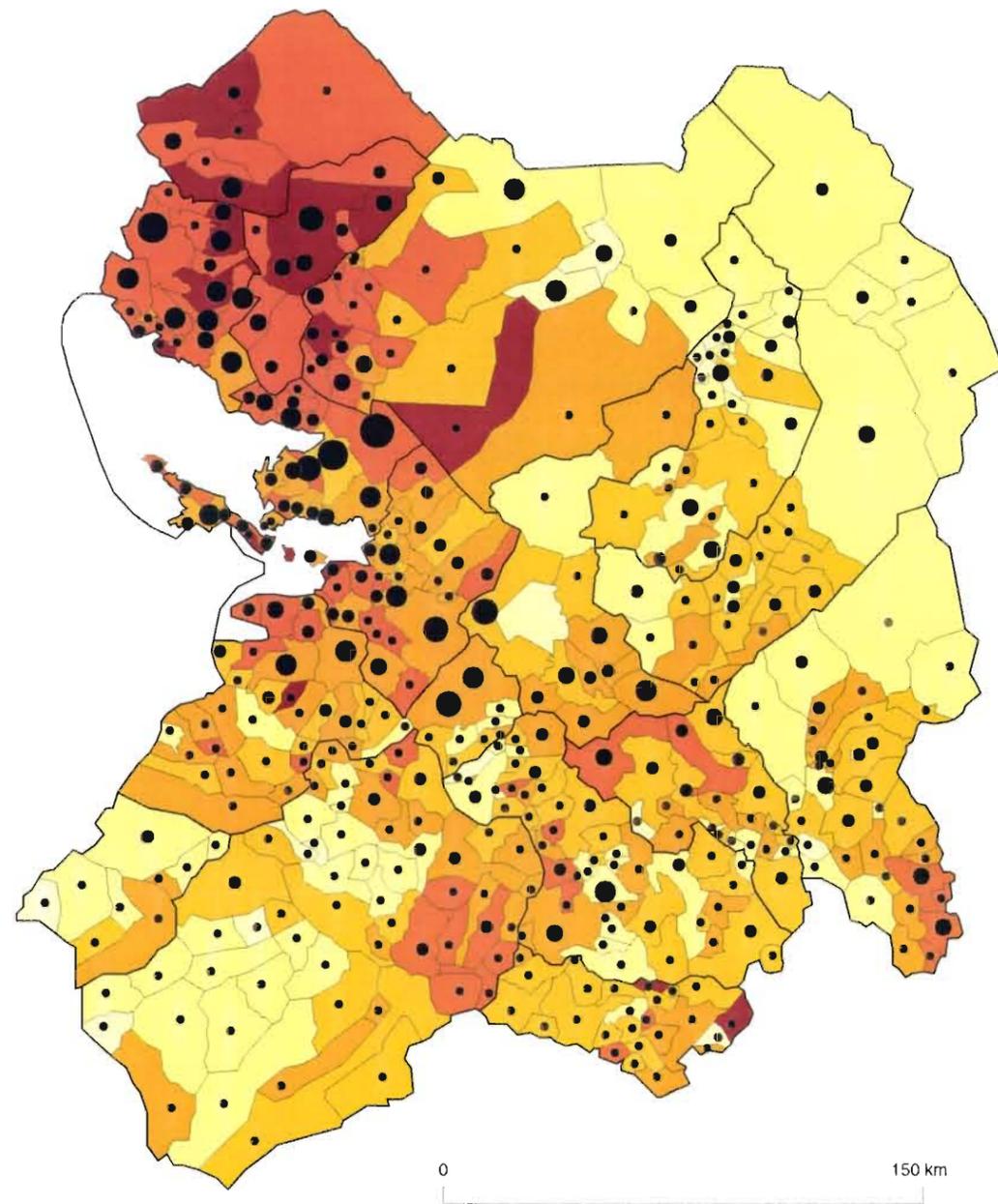
Sur le plan géographique, la part de la population ayant atteint seulement le niveau primaire (carte n°4.3) est plus importante dans le nord (province F. Tamayo), dans les centres miniers de Larecaja, les provinces de Inquisivi, Nord Yungas. Cela s'explique probablement par l'accueil de migrants attirés par les perspectives d'activités dans ces régions.

Le niveau intermédiaire ou de premier cycle du secondaire (carte n°4.4) représente entre 14,5 et 17,9 % de la population totale dans une grande partie du département. Mais ces proportions s'abaissent à moins de 15 % dans les provinces de Muñecas, B. Saavedra et Camacho, comme, plus au nord, celle de F. Tamayo.

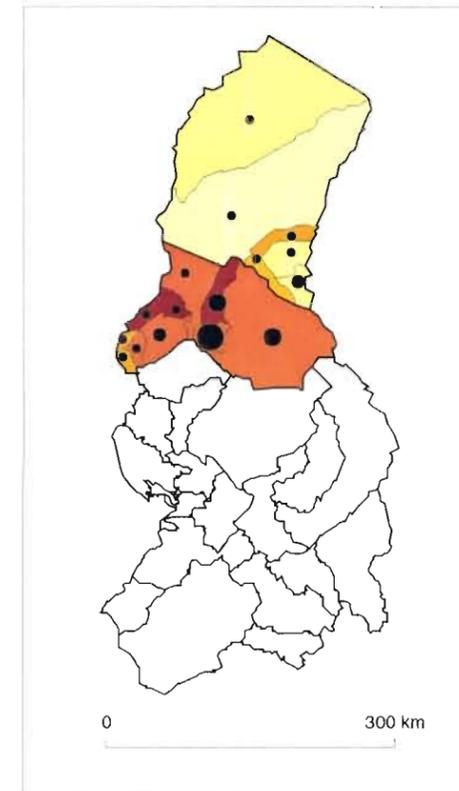
Le niveau moyen (carte n°4.5) appelle deux remarques. On observe d'une part une relativement forte concentration (de 14,7 à 25,6 % de la population totale) dans les villes et, d'autre part, la faiblesse de ses effectifs localisés principalement dans quelques centres locaux. Les provinces des régions de la cordillère et celles riveraines du lac Titicaca, de même que les provinces d'Inquisivi et Loaysa à l'ouest, ou de F. Tamayo, dans le nord du département, ne présentent que de faibles pourcentages.

carte n°4.2

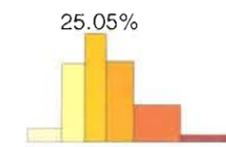
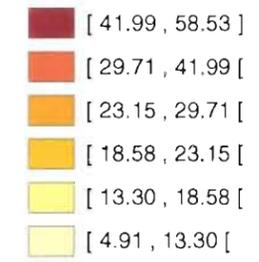
## Population analphabète



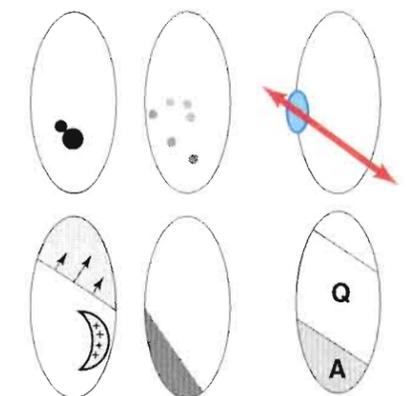
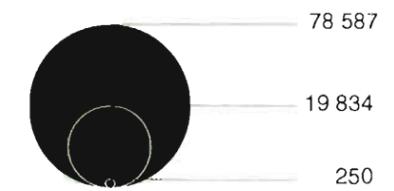
  
**Canton La Paz**



Nombre d'analphabètes âgés de 6 ans et plus pour 100 habitants âgés de 6 ans et plus



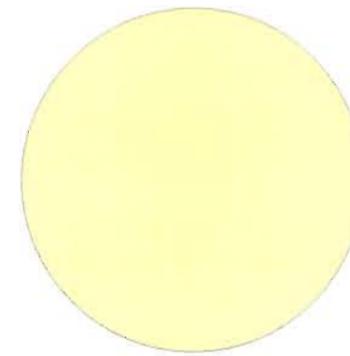
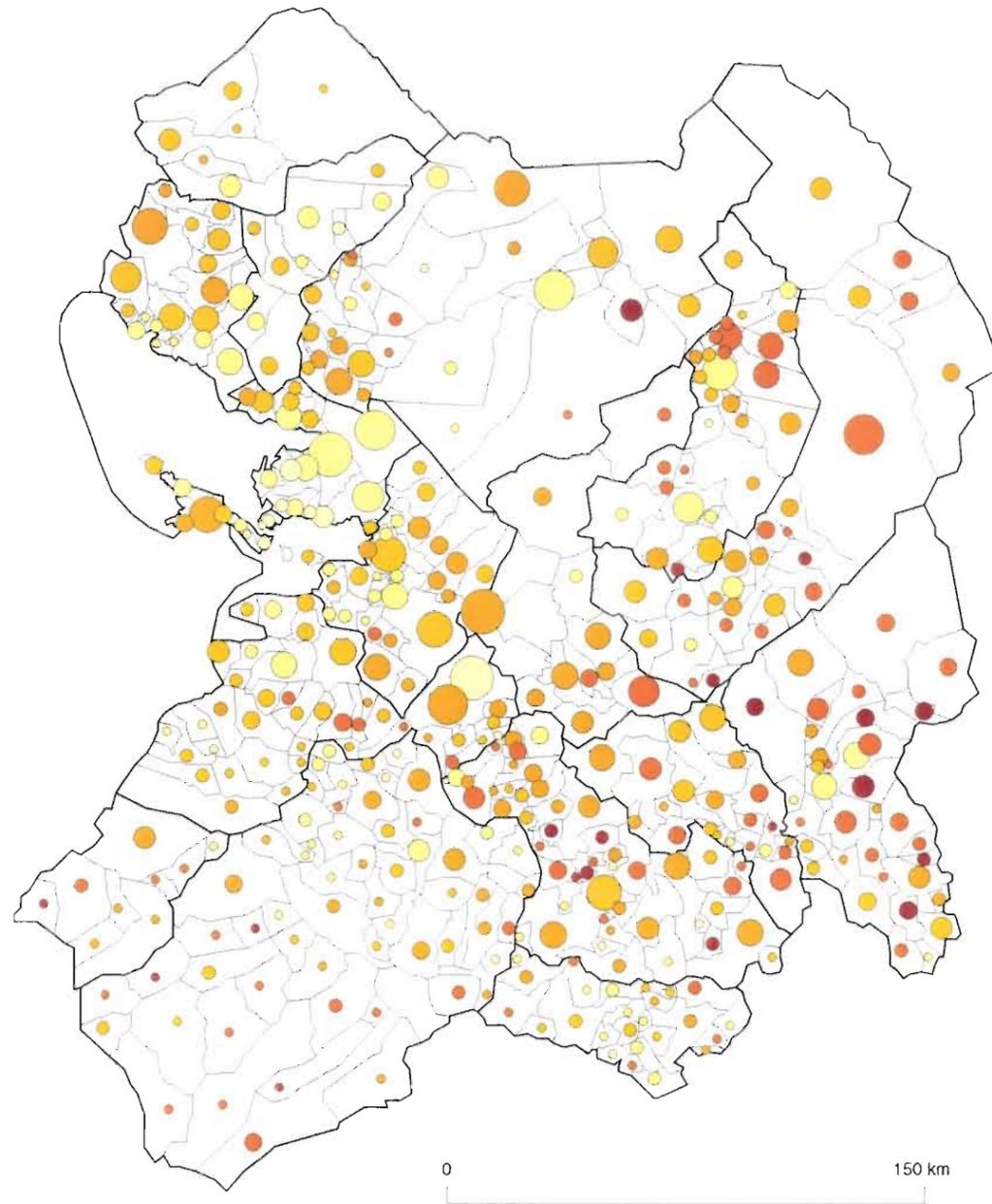
Nombre d'analphabètes âgés de 6 ans et plus en 1992



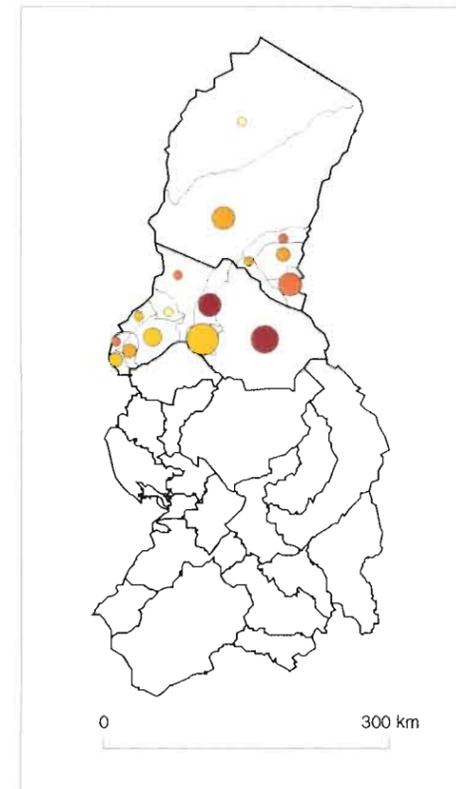
carte n°4.3

## Éducation

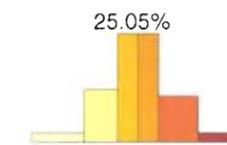
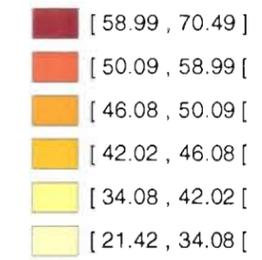
### Niveau d'instruction le plus élevé : de base



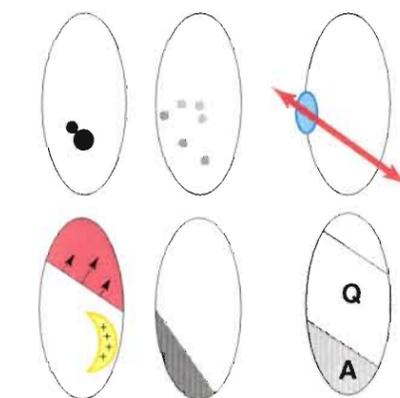
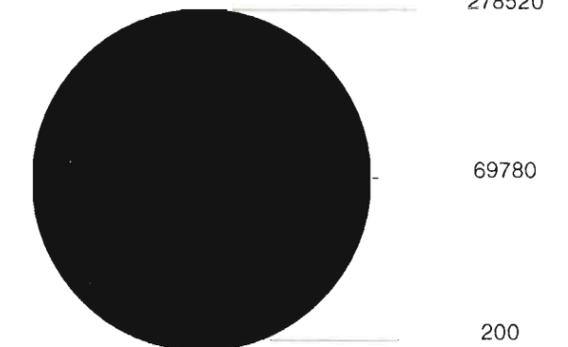
Canton La Paz



Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire de base pour 100 habitants

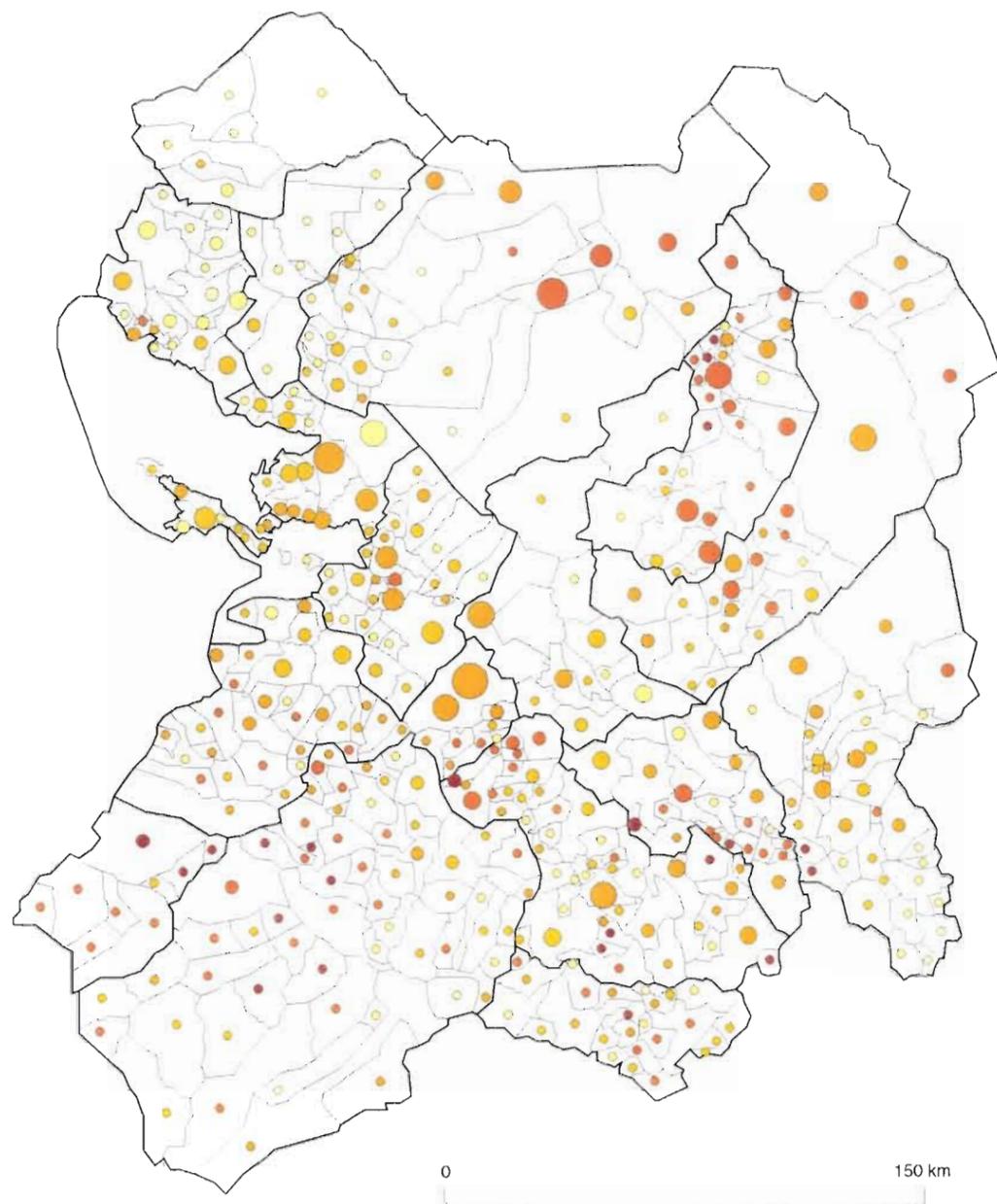


Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire de base

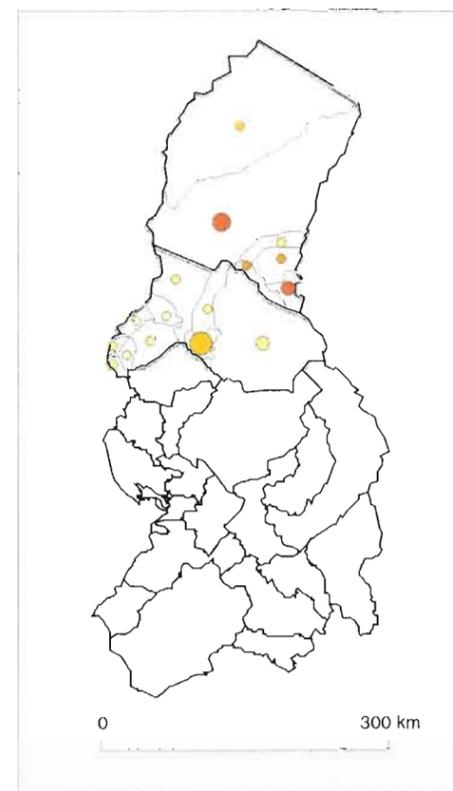


carte n°4.4

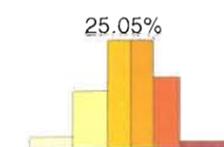
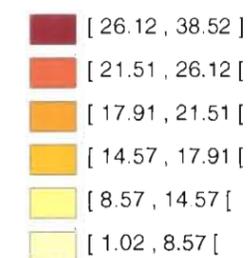
# Éducation Niveau d'instruction le plus élevé : intermédiaire



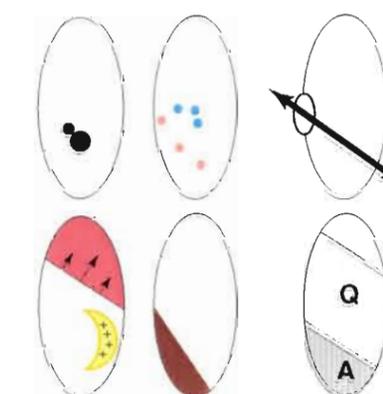
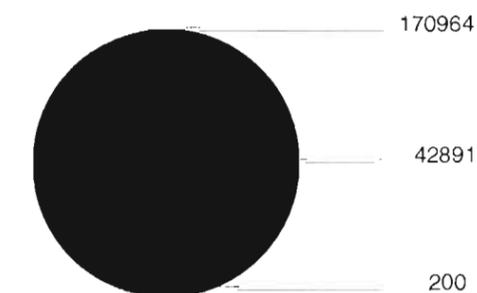
Canton La Paz



Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire intermédiaire, pour 100 habitants



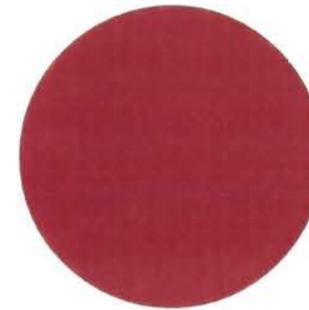
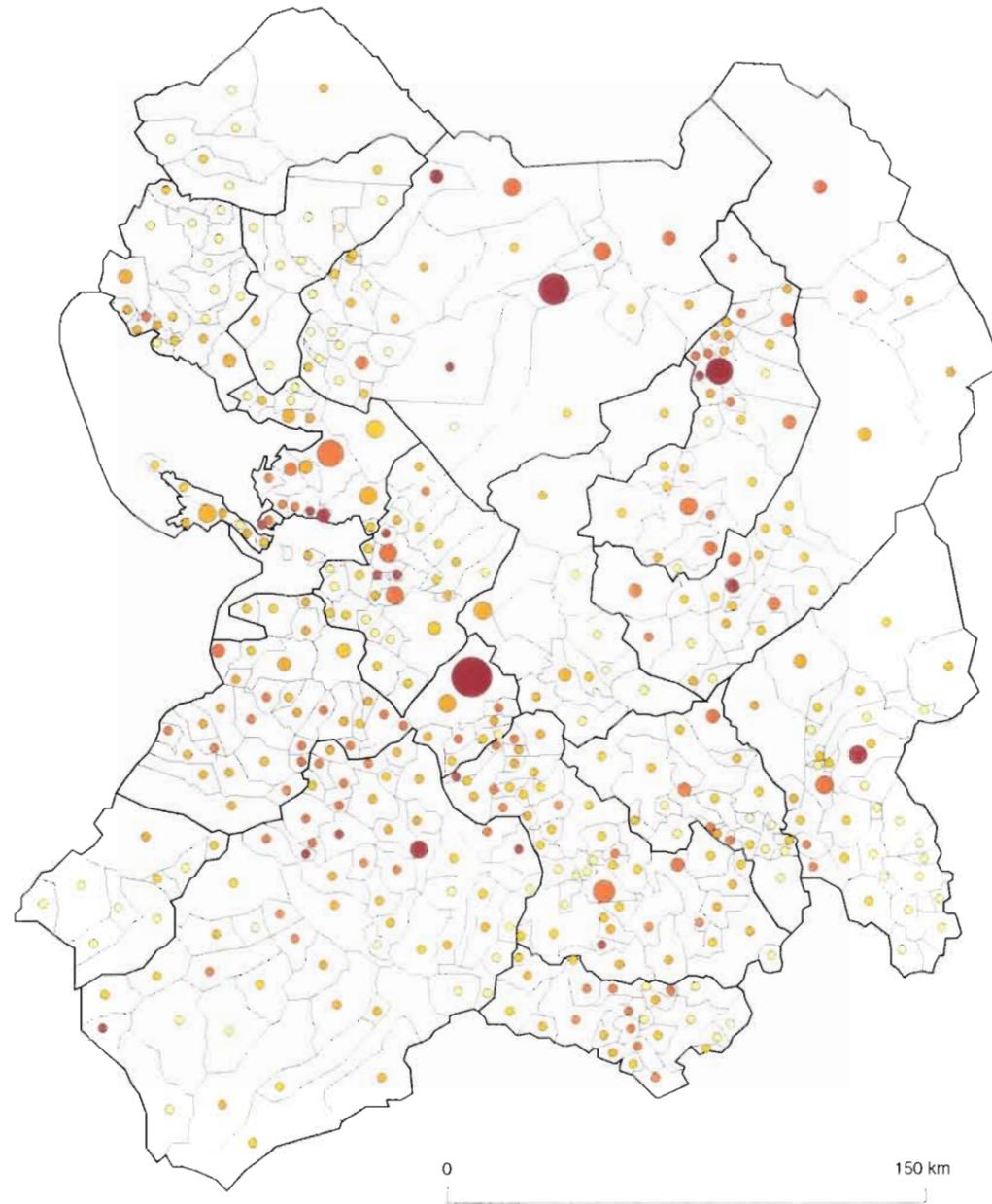
Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire intermédiaire



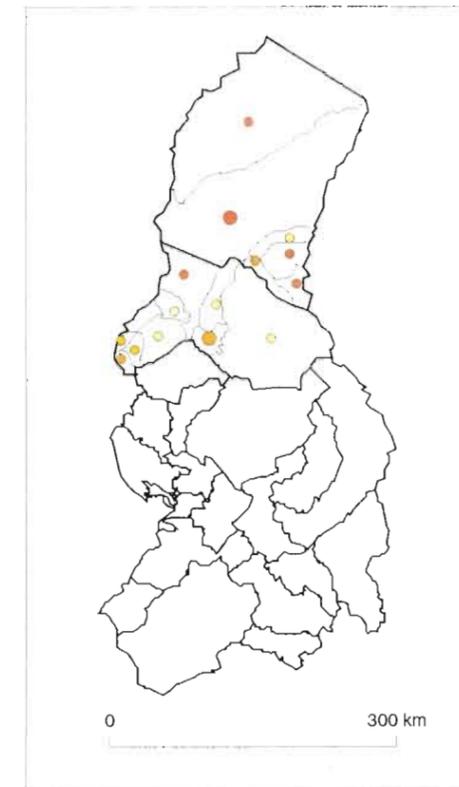
carte n°4.5

## Éducation

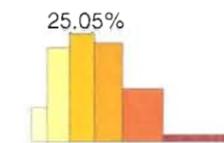
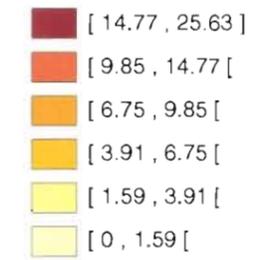
### Niveau d'instruction le plus élevé : moyen



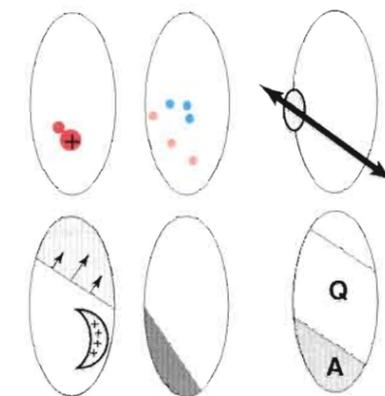
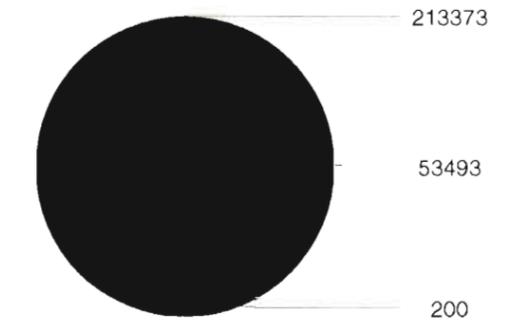
Canton La Paz



Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire moyen pour 100 habitants



Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire moyen



Le niveau technique, d'apparition assez récente, présente sur la carte n°4.6, une audience notable à La Paz seulement. On observe une situation semblable pour les formations du niveau universitaire (carte n°4.7) : La Paz, le siège des universités publiques et privées, rassemble la quasi totalité de 89 000 personnes composant cette catégorie qui est totalement absente des provinces du sud de la cordillère comme de celles de la bordure du lac Titicaca.

Ne disposant pas de données actualisées précises sur l'enseignement privé, on doit néanmoins souligner l'importance de son rôle dans les grandes villes comme les petits centres, que ce soit pour l'enseignement Primaire, le Secondaire et maintenant le Supérieur. Notons aussi le succès propre aux collèges étrangers (Franco-Bolivien, Allemand, Anglais et Américain) ouverts à une majorité d'élèves boliviens. Cet enseignement privé bénéficie de bonnes conditions de travail et d'équipement, et d'une sérénité dans le déroulement des études, qui font défaut à la majorité des établissements publics. Aussi attire-t-il<sup>14</sup> les enfants des classes moyennes et aisées qui seules peuvent payer des frais de scolarité parfois élevés.

Depuis 1976, de très nets progrès sont à mettre au crédit de la politique d'éducation suivie par les pouvoirs publics. Ils demeurent très inégaux sur le plan géographique et laissent subsister une nette coupure entre la ville et les campagnes, mais aussi une disparité entre La Paz et El Alto. L'absentéisme scolaire reste localement fort en milieu rural, aggravé souvent par celui des maîtres, compréhensible au vu de leur faible niveau de formation pédagogique, de leur dénuement ainsi que de leur condition sociale plus que médiocre.

#### 4.5. Un bilinguisme marqué

La pratique des langues natives et de leur place dans le futur constitue aussi un enjeu pour l'Éducation Nationale. En effet, si l'Espagnol est la langue officielle, il cohabite avec les langues indiennes dont les deux principales s'articulent sur l'altiplano : l'Aymara et le Quechua. En Orient, le Guarani n'occupe plus qu'une place accessoire cantonnée aux départements du Beni, Chuquisaca, Tarija et de Santa Cruz.

Depuis l'effort de scolarisation entrepris depuis 1950, l'Espagnol a pris une place de plus en plus importante par rapport aux autres idiomes (tableau n°4.2).

Langue	1976	1992
Espagnol	78,7	89,2
Aymara	70,7	61,5
Quechua	9,7	9,3

Tableau n°4.2. Langue parlée, % de la population totale en 1976 et 1992.  
Source : INE.

On peut considérer que ce progrès ne supprime pas systématiquement les langues locales, mais renforce un bilinguisme de fait, reposant sur 71 % de

pratique des langues indigènes par l'ensemble de la population. Le bilinguisme est une réalité nationale, impliquant plus la région andine que celle de l'Orient. Réalité vivante tant en milieu rural que urbain, la pratique des langues natives est souvent dominante dans les provinces rurales, mais elle apparaît aussi comme une réalité urbaine. À El Alto, par exemple, l'espagnol est dominant (92,3 % en 1976, 97 % en 1992), mais, il cohabite avec l'aymara (en recul de 69,3 % en 1997 contre à 60,5 % en 1992), et plus secondairement avec le quechua, qui se maintient avec 7,5 % contre 7,9 % en 1976.

#### 4.5.1. L'aymara

L'aymara est la première langue indigène du département alors que le Quechua est nettement minoritaire et le Guarani marginal. La langue aymara (carte n°4.8) domine sur l'ensemble de la région de cordillère comme sur l'altiplano. Les provinces de Camacho, Omasuyos, Los Andes, Ingavi, J.M. Pando, Pacajes et G. Villaroel, sont celles où l'implantation du parler aymara est la plus marquée, dépassant souvent les 82 % et se situant en moyenne entre 70 et 79 %. Au contraire, dans les terres chaudes du nord (provinces de F. Tamayo et A. Iturralde), domaines de colonisation récente, l'aymara, qui dépasse rarement les 30 % de locuteurs, apparaît beaucoup plus diffus. Enfin, la partie plus orientale et septentrionale du département voit cette langue s'effacer, tout en laissant quelques enclaves locales. On se trouve sans doute face aux traces d'un processus, commencé vers 1950, avec des migrations vers les terres de colonisation alors libres d'occupation d'éléments en majorité quechua auxquels s'ajoutaient quelques aymaras restés groupés.

#### 4.5.2. Le quechua

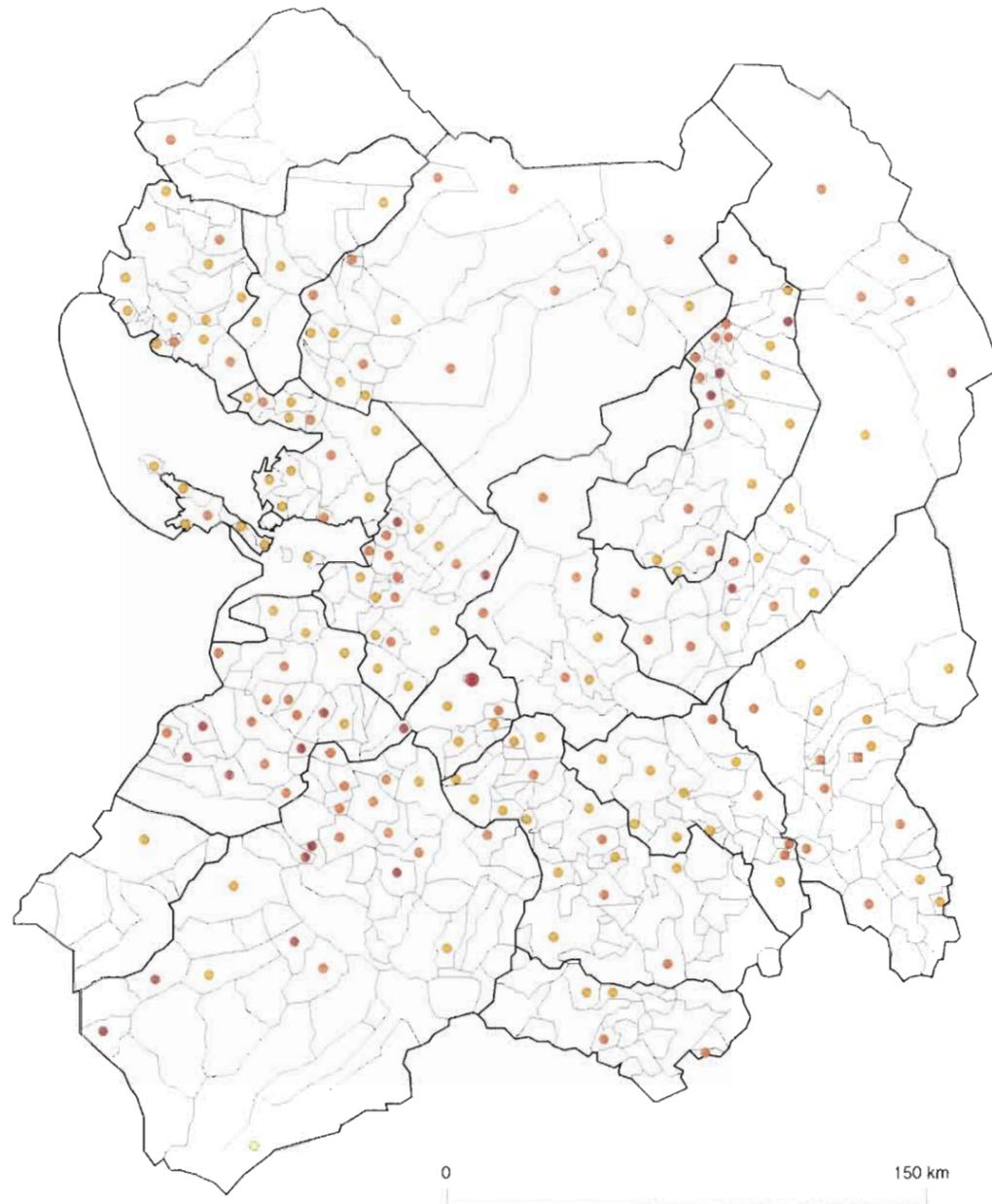
Le quechua n'est important que là où l'Aymara s'efface; ainsi, la répartition géographique du quechua est l'inverse de celle de l'Aymara (carte n°4.9). Dans les provinces du nord, par migration à partir des années 1960, le quechua occupe une position majoritaire, sauf pour le vaste canton presque désert de Puerto Heat, dans la province de A. Iturralde, où les langues natives amazoniennes le supplantent. Dans la moitié N O / S O du département, où se trouvent les sites miniers de la province de Larecaja et dans les provinces de colonisation agricole de Nord et Sud Yungas ainsi que Caranavi et une partie de celle d'Inquisivi, le quechua est majoritaire ou de forte implantation. Dans l'autre moitié, au sud du département, le parler quechua occupe une place intersticielle dans un espace à dominante aymara. A La Paz-El Alto, son influence est réduite, n'atteignant pas 10 % de la population de cette conurbation.

<sup>14</sup> Montes de Oca donne, en 1984, le chiffre de 14 % des élèves urbains suivant l'enseignement privé.

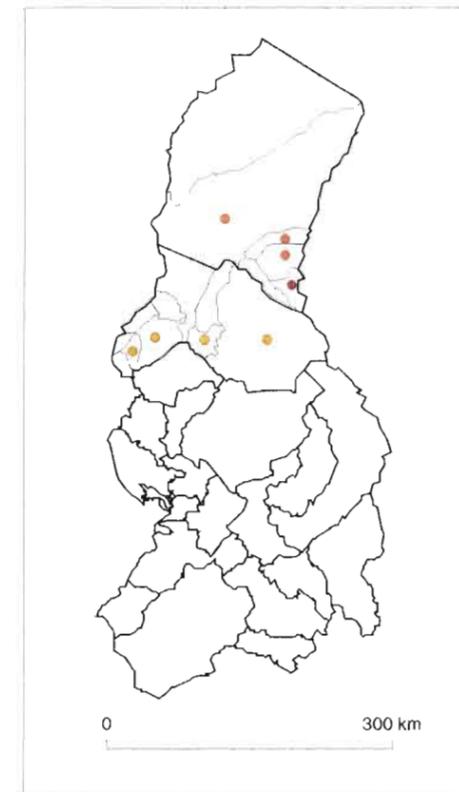
carte n°4.6

# Éducation

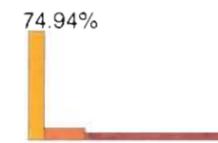
## Niveau d'instruction le plus élevé : technique



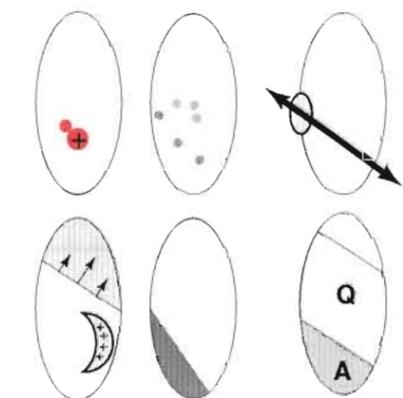
  
**Canton La Paz**



Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire technique pour 100 habitants



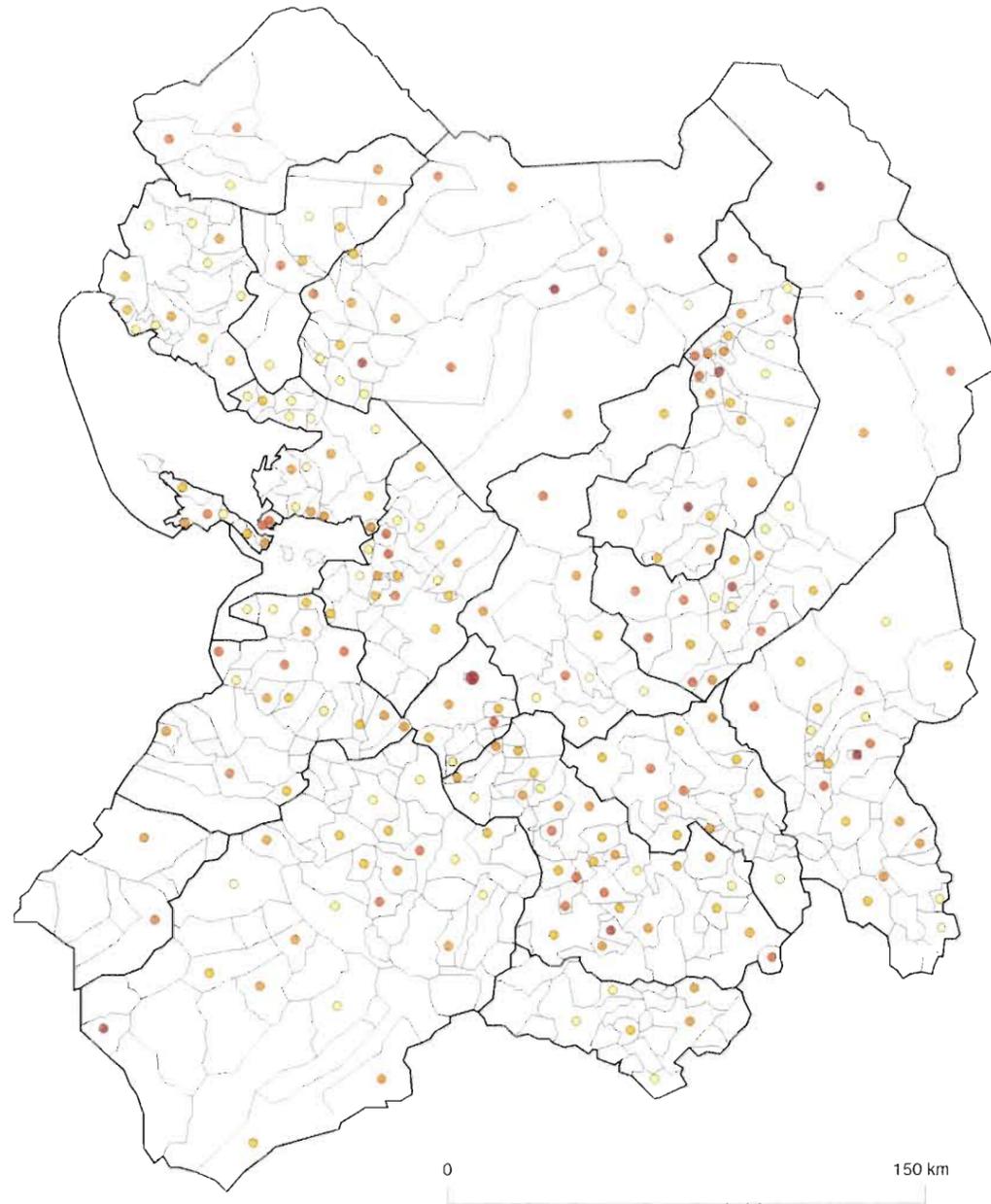
Population de 6 ans et plus ayant un niveau scolaire technique



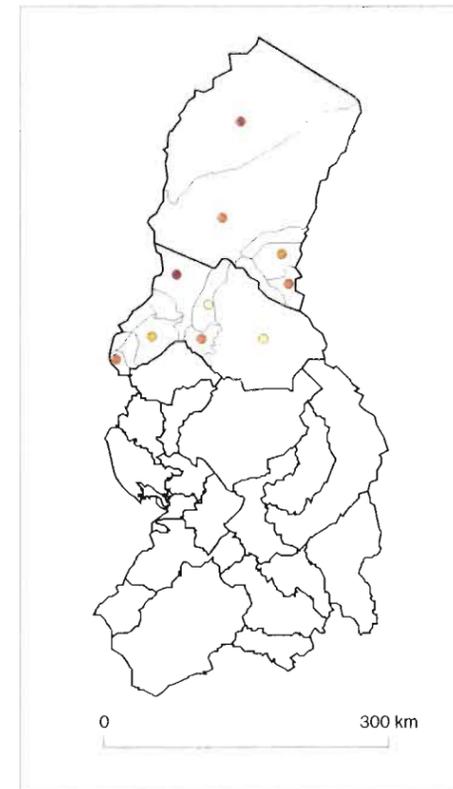
carte n°4.7

## Éducation

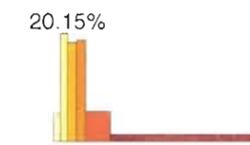
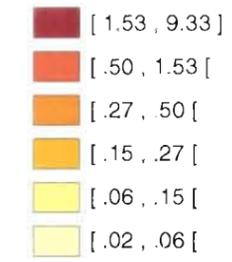
### Niveau d'instruction le plus élevé : universitaire



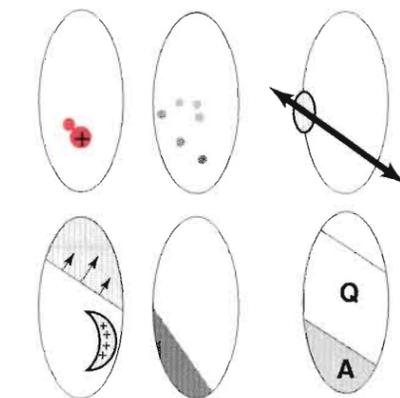
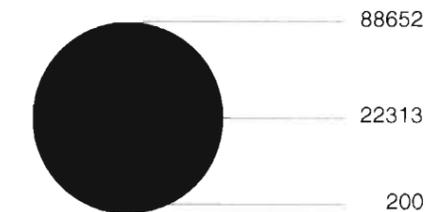
  
**Canton La Paz**



Population de 6 ans et plus ayant un niveau universitaire pour 100 habitants

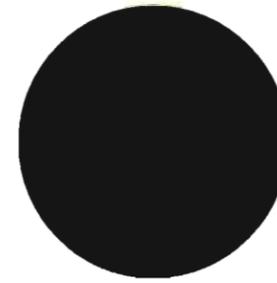
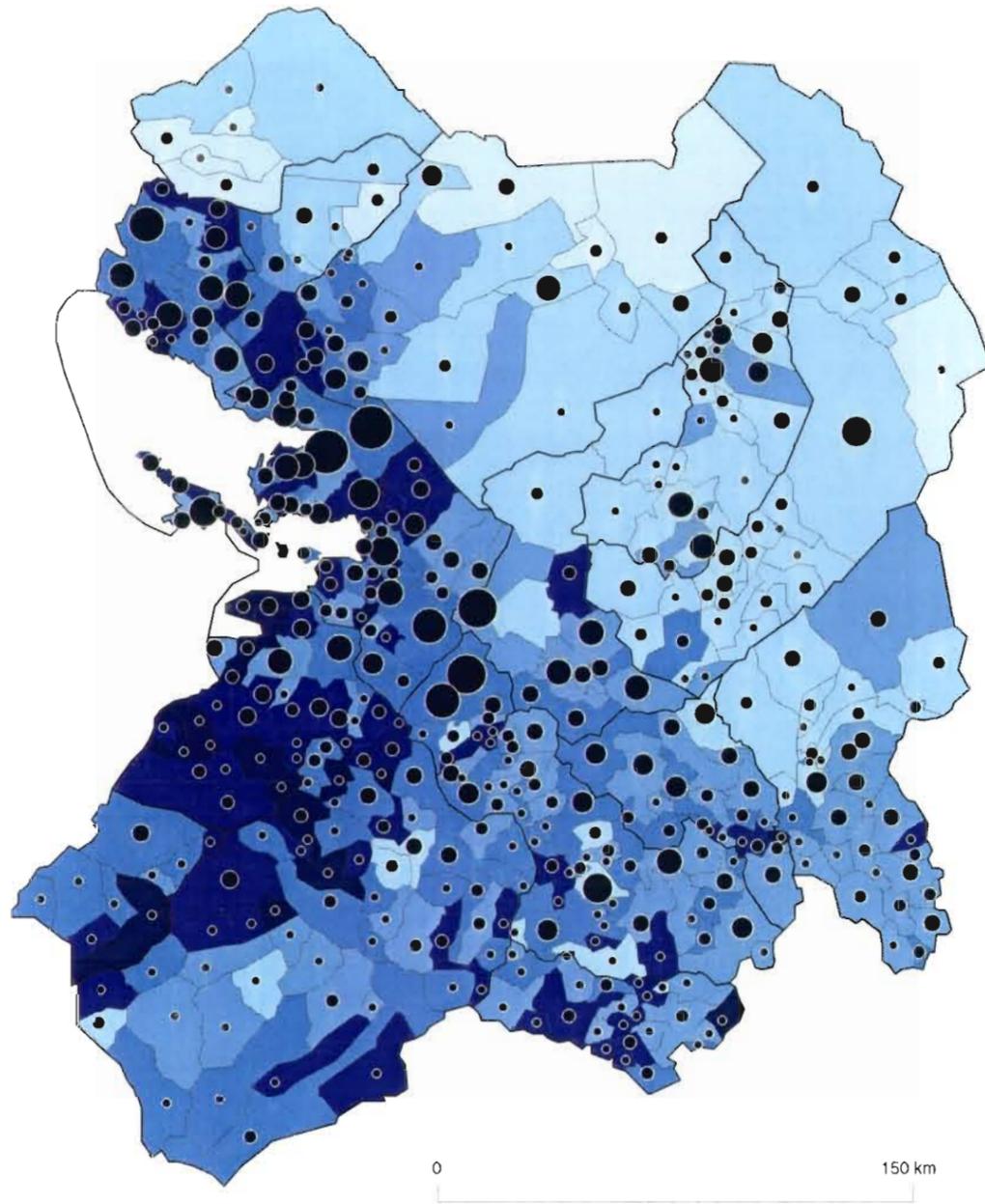


Population de 6 ans et plus ayant un niveau universitaire

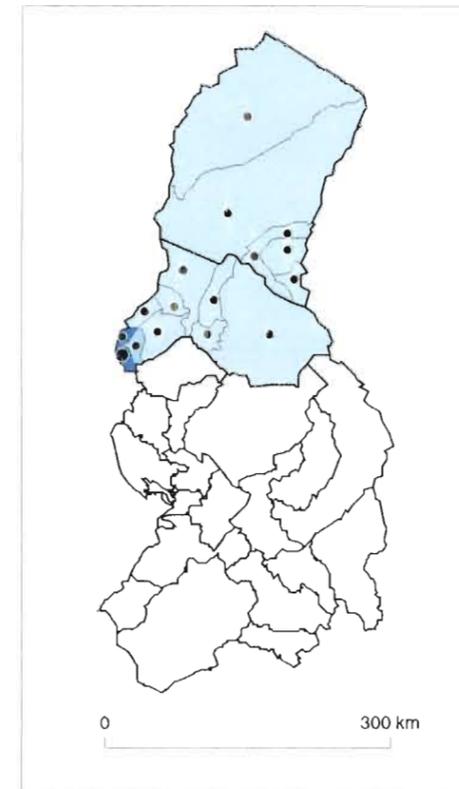


carte n°4.8

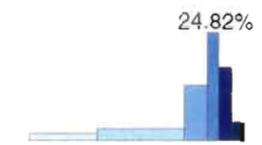
### Population de langue aymara



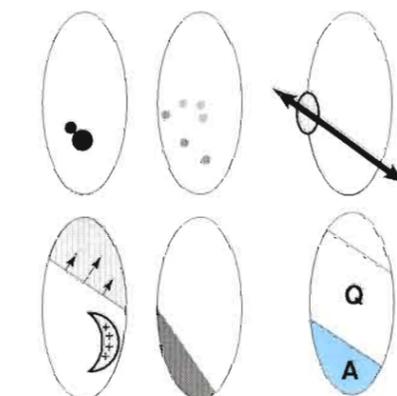
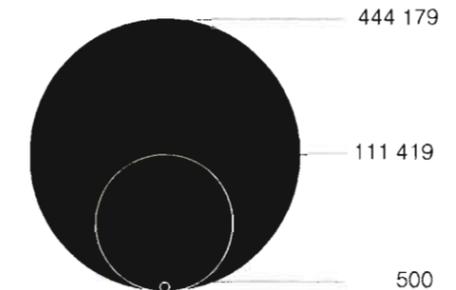
Canton La Paz



Population de langue aymara âgée de 6 ans et plus pour 100 habitants âgés de 6 ans et plus en 1992

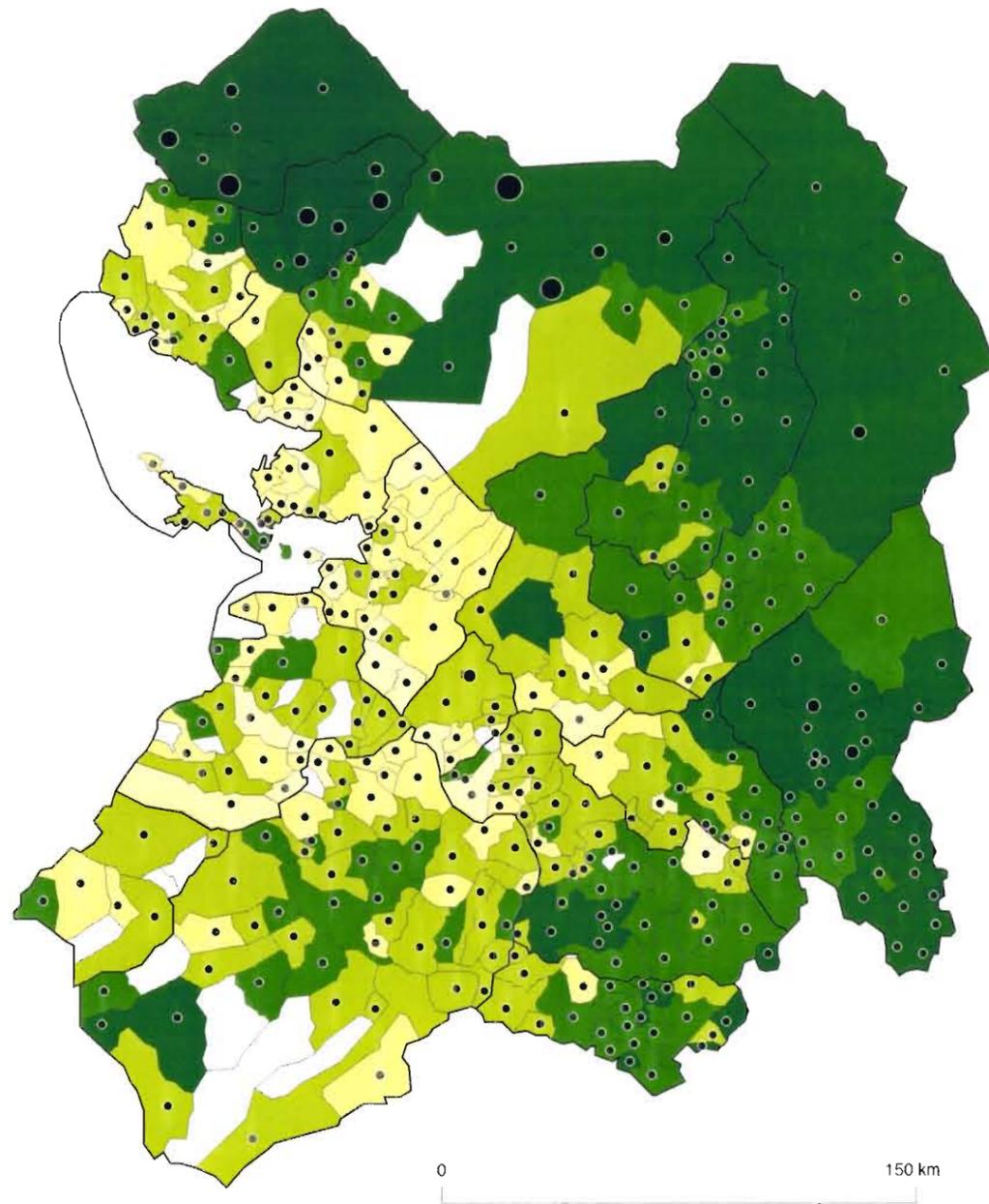


Population de langue aymara âgée de 6 ans et plus en 1992



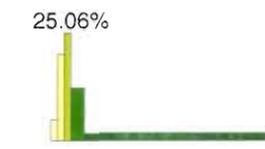
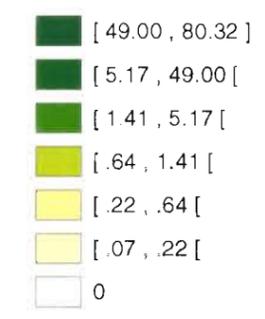
carte n°4.9

# Population de langue quechua

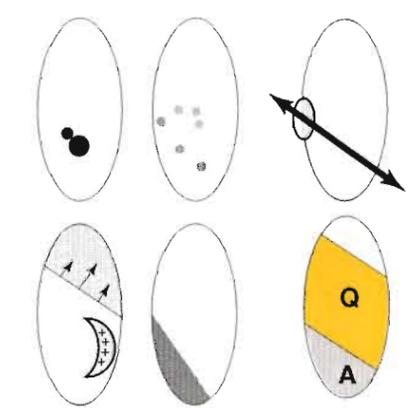
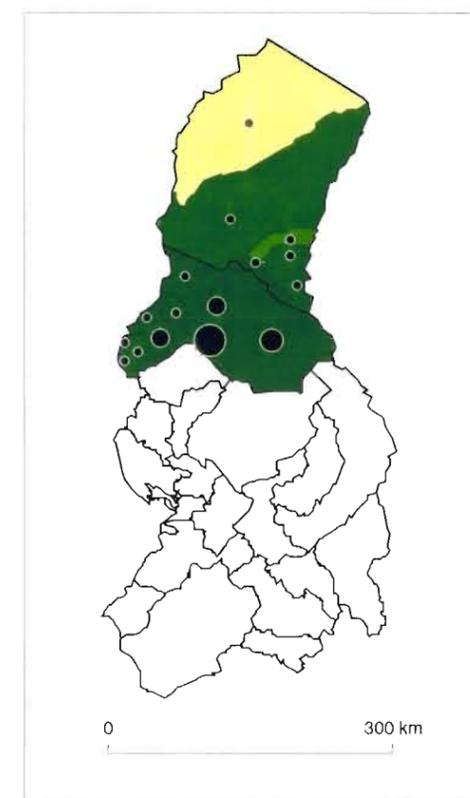
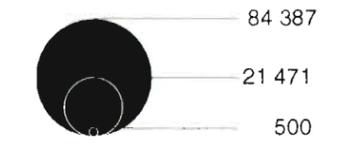


  
**Canton La Paz**

Population de langue quechua âgée de 6 ans et plus pour 100 habitants âgés de 6 ans et plus en 1992



Population de langue quechua âgée de 6 ans et plus en 1992



#### **4.5.3. L'espagnol**

La carte de l'espagnol ne correspond pas du tout aux deux autres langues (carte n°4.10). Il est peu parlé dans le couloir altiplanique, sauf à La Paz, mais apparaît plus important à la fois dans une partie du domaine aymara (province de Pacajes), de Larecaja et de Nord et Sud Yungas) et dans le domaine quechua. Au delà de la seule mesure de l'importance de l'Espagnol, cette carte, comparée à celle des deux autres langues importantes dans le département, permet de localiser les aires où le bilinguisme est le mieux implanté.

#### **4.6. Vigueur des langues natives et développement de l'enseignement**

En milieu urbain, la population accède de plus en plus à un enseignement satisfaisant qui se prolonge vers le secondaire puis le supérieur, avec, certes, de fortes inégalités qualitatives et des carences structurelles comme de moyens non négligeables. En milieu rural, l'enseignement primaire couvre imparfaitement la majeure partie du territoire; le secondaire demeure très épars et de très médiocre qualité. Cette situation favorise un courant de familles ou d'étudiants avancés s'installant à La Paz où El Alto pour bénéficier de meilleures conditions de scolarité.

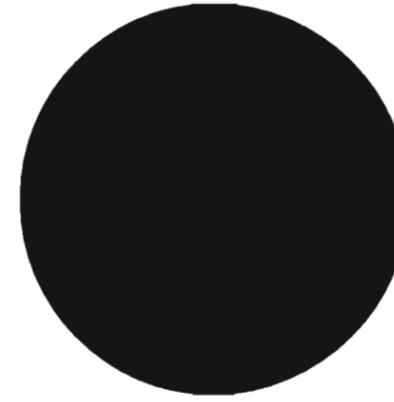
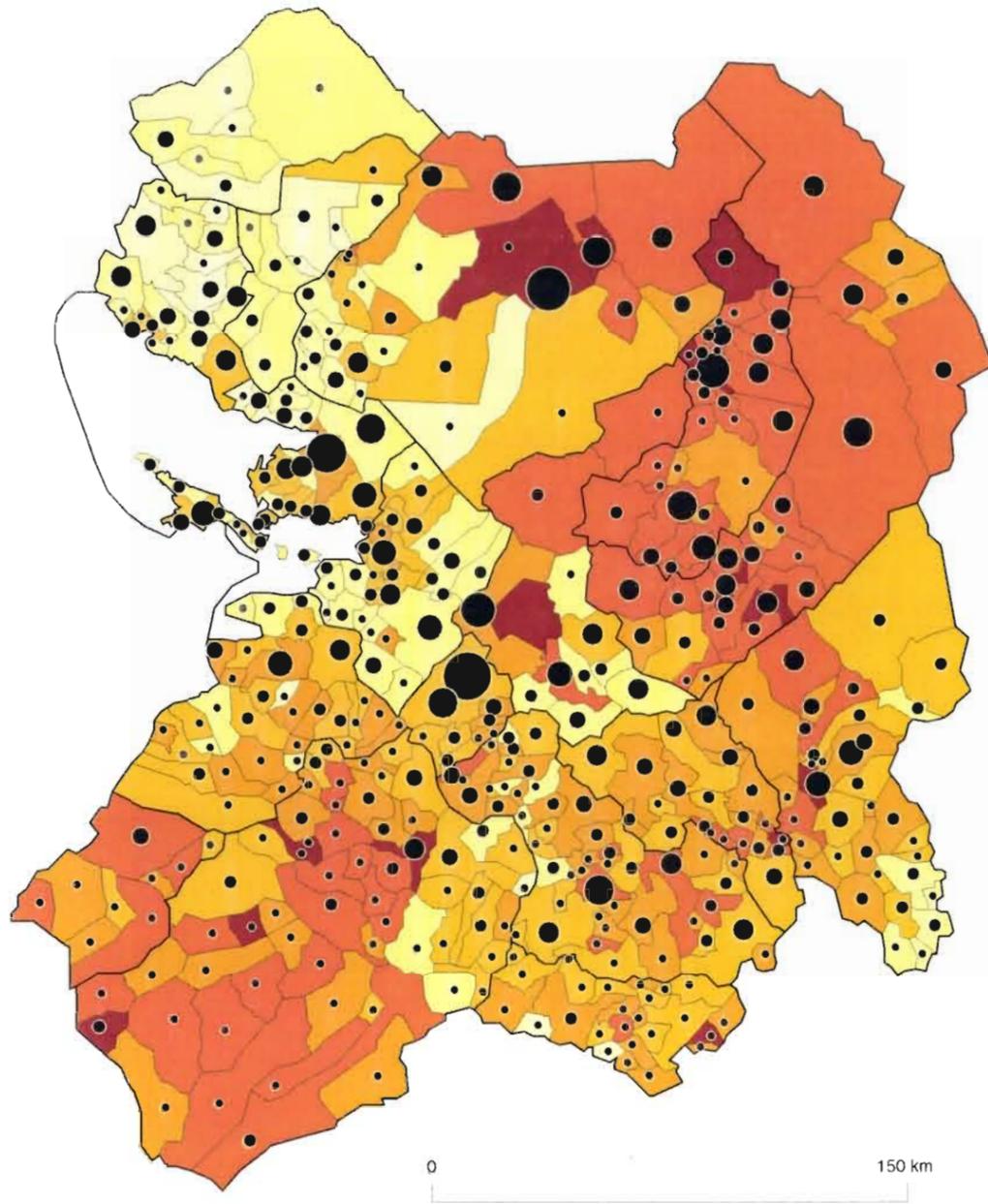
Les langues natives, profitant en quelque sorte du long oubli dont le milieu rural et ses populations indigènes ont été victimes<sup>19</sup>, conservent, malgré l'intensité du processus de migration des ruraux vers les villes, une indéniable vigueur. Celle-ci est actuellement favorisée par le mouvement indigéniste, aussi le débat en cours sur la place et le rôle futur des langues natives indigènes, dans le cadre d'une indispensable réforme éducative rénovant un système mal adapté, est crucial pour son succès.

---

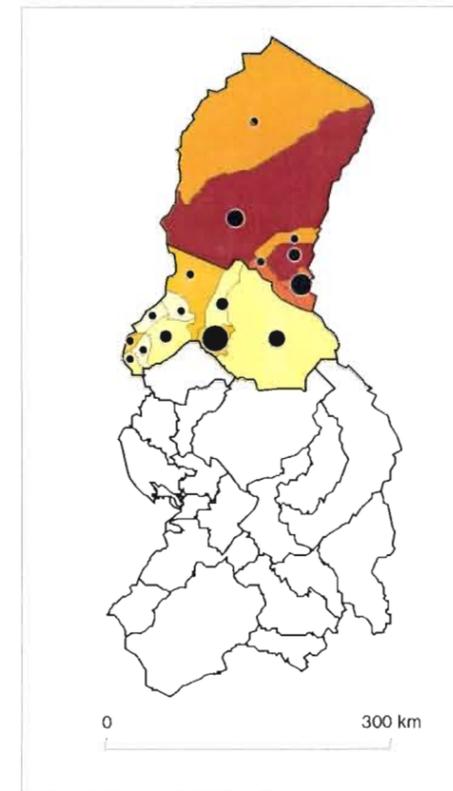
<sup>19</sup> Arce Vargas, M. Monografía estadística indígena de Bolivia. SCIDE : 46 p. + cartes. La Paz. 1954.

carte n°4.10

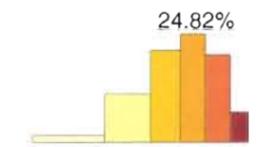
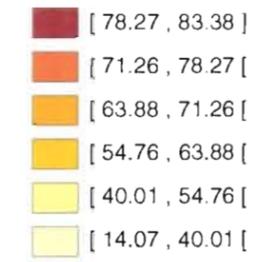
### Population de langue espagnole



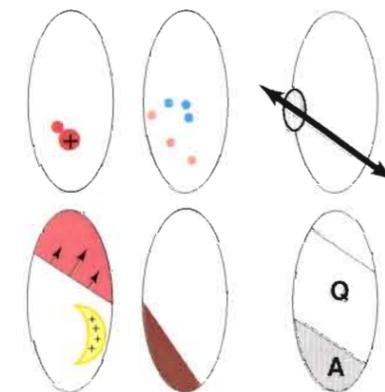
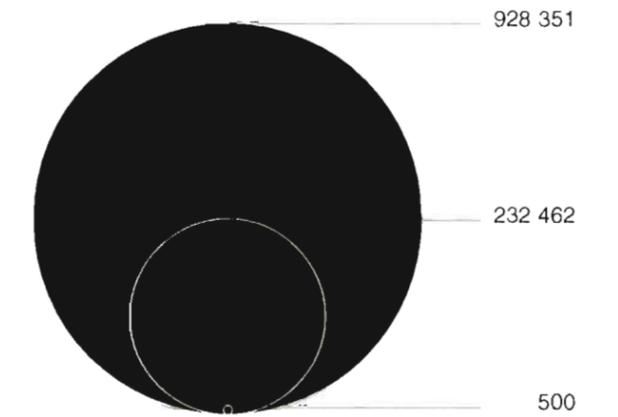
Canton La Paz



Population de langue espagnole âgée de 6 ans et plus pour 100 habitants âgés de 6 ans et plus en 1992



Population de langue espagnole âgée de 6 ans et plus en 1992



# 5

## La santé publique

### 5.1. La difficile politique médicale départementale

Selon un bilan récent<sup>20</sup> ce n'est qu'en 1959 que fut créé le Ministère de la Santé. Ultérieurement, on procéda au début de la mise en place d'une régionalisation du système de santé par secteurs géographiques, ce qui pour le département de La Paz aboutit à la formation de 21 districts sanitaires. Par exemple, l'organisation de la Santé Publique, dans le district de La Paz, est assurée par l'Unité Sanitaire de La Paz qui s'appuie sur 11 districts urbains et 28 secteurs. Pour le reste du département, il existe 9 districts comprenant 58 secteurs, auxquels s'ajoute le secteur urbain de El Alto.

Cette organisation, en apparence étoffée, connaît néanmoins des difficultés certaines à remplir pleinement son rôle de service public auprès des populations, notamment en milieu rural : «le territoire du département ne possède pas un réseau routier optimal, ce qui rend difficile ou inaccessible la prise en charge médicale des provinces».

Le tableau n°5.1, donne quelques exemples de la part de la population de quelques provinces effectivement desservies. Au total, selon ce rapport, 87,89 % des ruraux seraient encadrés médicalement. Ces chiffres apparaissent néanmoins bien théoriques. En effet, la diversité très accentuée du milieu physique et des conditions de vie, parfois extrêmes, complique singulièrement la tâche des services médicaux sur le terrain. A l'altitude et au climat froid de montagne propres au sud du département, s'oppose le caractère tropical marqué de sa partie nord. Cette situation oblige l'organisation de la santé publique à une

<sup>20</sup> Collectif : Regionalización en salud. Departamento de La Paz. Unidad sanitaria La Paz. 1992-1993. 60 p. + cartes.

difficile flexibilité de moyens pour répondre aux diverses situations épidémiologiques, mais aussi pour s'adapter à la diversité des comportements des diverses populations. Or les moyens matériels et les ressources disponibles en hommes sont comptés.

Province	Taux de desserte
Pacajes	89,29
F. Tamayo	87,42
Inquisivi	87,39
Iturralde	87,11
Caranavi	83,68
*Larecaja (en partie)	82,00

Tableau n°5.1. Population prise en charge par province, % de la population totale. Source : Regionalización en salud, 1993.

Dans le vaste espace rural du département, la santé publique doit faire face à un réseau urbain tronqué, avec de petites localités au rayonnement local seulement. Aussi l'implantation des services et des équipements lourds se heurte-t-elle à la dispersion de la population en micro unités. Les provinces nordiques, vastes et peu denses, (A. Iturralde et F. Tamayo), dépourvues de routes directes et permanentes sur La Paz et de toute ville de plus de 2 000 habitants sont un exemple frappant de ces obstacles. Une situation difficile existe aussi dans les provinces du sud (J.M. Pando, Pacajes, Villaroel, Aroma, Inquisivi et Los Andes). Finalement, les infrastructures de santé importantes sont situées dans les centres urbains reliés à des voies de communication fréquentées

À ces difficultés, inhérentes aux contraintes géographiques, s'ajoutent celles propres à l'action médicale dans des milieux ruraux où l'ancrage ethnique des populations reste bien vivant et fort. Sans surestimer cet obstacle, il faut signaler que la persistance de mentalités traditionnelles face à la maladie propre aux groupes aymara et quechua à laquelle s'ajoute un fort analphabétisme, rend difficile l'acceptation, dans la vie quotidienne, de normes d'hygiène et de prévention médicale suffisantes.

## 5.2. L'utilisation des systèmes de santé

Le recensement effectué par l'INE, en 1992, fournit un tableau indiquant la répartition des recours aux divers types de systèmes de santé. Le tableau n°5.2 permet d'observer le recours à chacun des systèmes de santé sur les populations du département. Les systèmes public et parapublics impliquent moins du tiers de la population, et leur influence est variable selon le milieu urbain ou rural. Le ministère de la Santé est plus attractif en secteur rural, faute de concurrence de la médecine libérale, tandis que la Caisse de Sécurité Sociale, si elle a une forte influence en milieu urbain, ne joue qu'un rôle accessoire dans en milieu rural. La médecine privée domine en secteur urbain mais n'a qu'une incidence

faible en secteur rural, malgré la place occupée par les pharmacies<sup>21</sup> : les personnes disposant de revenus moyens plus décents peuvent faire appel à ce type de médecine vantée par une publicité parfois tapageuse propre à une partie de ses praticiens qui jouissent du prestige de diplômes obtenus à l'étranger. Les Églises et ONG ont une attraction faible quelque soit le type de population. La médecine traditionnelle occupe une place apparemment mineure, mais probablement très sous-estimée dans les villes, mais domine souvent dans les campagnes.

Type de système	% Pop. totale	% Pop. urbaine	% Pop. rurale
Ministère de la Santé	16	15	18
Caisse de S.S.	15	21	3
Églises et ONG	3	3	3
Médecine privée	20	29	6
Pharmacies	9	11	7
Médecine traditionnelle	12	3	27
Population hors systèmes	20	16	27

Tableau n°5.2. Utilisation des divers services de santé. Source : INE 1992.

Si les systèmes de santé publics et privés occupent en milieu urbain des places proches, le fait marquant demeure l'importance de la population recourant à la médecine traditionnelle ou n'ayant simplement aucun recours : 54 % en milieu rural et 19 % en milieu urbain. On peut regretter que le recensement n'ait pas cherché à préciser les raisons de cette carence. On peut penser néanmoins que trois types de facteurs se combinent, la marginalité géographique, la rareté ou l'absence de services médicaux, la grande pauvreté de la majeure partie de la population rurale. À cela s'ajoute une désaffection évidente pour la médecine publique pour des raisons multiples mais convergentes : la bureaucratie reprochée aux structures d'accueil, le mauvais niveau de qualification du personnel fonctionnarisé, le manque d'équipements modernes comme l'état des locaux. Enfin, si le recours aux médecines traditionnelles devient marginal en milieu urbain, le nombre de citoyens hors des systèmes de santé demeure très important (16 %); cette proportion témoigne à nouveau de conditions d'existence et de ressources très précaires.

### 5.2.1. Le système de la santé publique

La carte n°5.1 relative au système de santé publique permet de distinguer cinq secteurs où l'on note des différences dans les proportions de recours aux services de la Santé Publique.

21 Enquête de CODEX. Marginalización y salud. La situación de los barrios marginales de La Paz. 1975. En milieu urbain cette étude indique que 69 % des migrants, Aymaras et autres, utilise des médicaments pharmaceutiques et 67 % recourt aussi aux médecines-maison et seulement 14 % n'utilise qu'exclusivement la médecine des Yatiris (guérisseurs) à base de massage avec du "millu"...

Au nord du département, la province de A. Iturralde atteint des taux forts (plus de 70 % de la population totale) dans les cantons d'Ixiamas et de San Buena Aventura. Il s'agit là d'une zone de colonisation récente, isolée et aux faibles densités de population.

A l'ouest, les provinces de Sud Yungas, Caranavi et Nord Yungas, et plus modérément celle Caranavi présentent aussi des taux élevés. Cet ensemble de provinces voit dominer une économie rurale fondée sur des terres de colonisation récente où la culture de la coca joue un rôle économique important.

On trouve aussi un fort recours au système de santé publique dans la région d'exploitation aurifère de Guanay et Mapiri (province de Larecaja).

Dans la province de Camacho, en bordure du lac Titicaca, certains cantons ou localités attestent d'une forte fréquentation des services de santé publique; c'est le cas de Escoma, Carabuto, Puerto Chaguaya et Palobamba.

Le couloir altiplanique, dominé par l'aire urbaine de La Paz-El Alto, connaît une situation plus diversifiée. Ainsi, pour l'aire urbaine La Paz-El Alto, le poids du système de santé public est plus réduit, ne dépassant pas 22 %. La variabilité est de règle comme pour la province Aroma où les taux se situent de 20 à 34 %. Mais plusieurs autres cantons montrent des taux inférieurs à 7 %. On trouve une situation identique dans sa diversité pour dans la province Villaroel.

Dans la région de haute montagne, la population recourt très peu aux services de santé publique. C'est le cas de la province de Pacajes. La situation est tout aussi mauvaise à J.M. Pando où l'on peut noter que dans 4 cantons sur 9, la fréquentation est quasi nulle, même à Machaca, le chef-lieu, où seulement 7 % de la population fréquente le dispensaire. À Ingavi, la situation est comparable, sauf à Desaguadero, bourgade frontalière du Pérou qui voit 22 % de sa population recourir à la médecine publique; ailleurs, la fréquentation oscille entre 10 % et 12 % de la population.

Ainsi, à part de rares exceptions locales, la population de la région de cordillère, d'économie traditionnelle, recourt peu au système de santé public. Mais la fréquentation remonte quelque peu dans le couloir altiplanique et elle s'avère meilleure dans les provinces de l'est, de colonisation récente productrice de coca, ou dans les agglomérations des sites miniers de Larecaja.

### **5.2.2. Le recours aux caisses de Sécurité Sociale**

De par sa nature, ce système est d'abord caractérisé par la résidence urbaine de ses adhérents, actifs du secteur tertiaire en général. Aussi, pour l'ensemble du département de La Paz, son influence réelle ne représente que 15 % seulement de la population (carte n°5.2).

Cependant, à La Paz-El Alto, son impact est net : 21 % de la population y a recours, contre 15 % pour le système de santé public. À Viacha, dans la province d'Ingavi, il atteint 27 %.

En dehors de ces centres urbains, l'impact du système de sécurité sociale demeure inférieur à moins de 5 % de la population, et souvent ne dépasse pas 1 à 2 %. Mais quelques exceptions sont à noter comme à Omasuyos (6 %), à Ingavi avec le canton Guaqui (11 %), à Loaysa, le canton de Luribay (10 %), et à Inquisivi avec le canton de Quime (9 %).

Sur un autre plan, certains chiffres nécessiteraient, pour être explicités, des approches plus locales car ils étonnent quelque peu par leur importance. C'est le cas des cantons de Yanacachi avec 25 % dans la province de Sud Yungas, de San Buena Aventura avec 18 % dans la province A. Iturralde ou de San Pablo de Tiquina à Manko Kapac. Une explication résiderait dans le fait que nombre d'agriculteurs sont d'anciens mineurs licenciés et relocalisés.

### **5.2.3. La médecine privée**

La médecine privée occupe une place de premier plan dans la capitale et ne joue qu'un rôle ponctuel en province. Ainsi, 324 843 personnes localisées à 85 % à La Paz-El Alto déclarent y recourir (carte n°5.3). La médecine privée se classe au premier rang à La Paz, mais à El Alto, elle apparaît nettement moins importante en raison des conditions socio-économiques de cette ville champignon où domine un milieu très modeste.

Dans l'ensemble des provinces du reste du département, l'audience de la médecine privée ne dépasse pas en moyenne 6 %. Mais elle occupe, quelques positions plus marquantes s'expliquant par un type d'activité non agricole, localement dominant. C'est le cas pour Guanay et ses exploitations de mines d'or où 10 % de la population déclare y recourir. Dans la province de Loaysa, on note des taux localement plus élevés, ainsi que dans la province d'Inquisivi (cantons de Quime, Huaña Cota, Cajuata et Pedro Domingo). Dans la province Aroma quelques taux apparaissent avec quelques fortes valeurs, notamment 28 % pour le canton de Colquencha. Ailleurs on ne relève pas d'influence de la médecine privée, exception faite du canton de Ixiamas, dans la province de A. Iturralde.

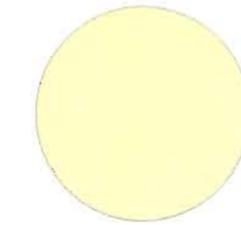
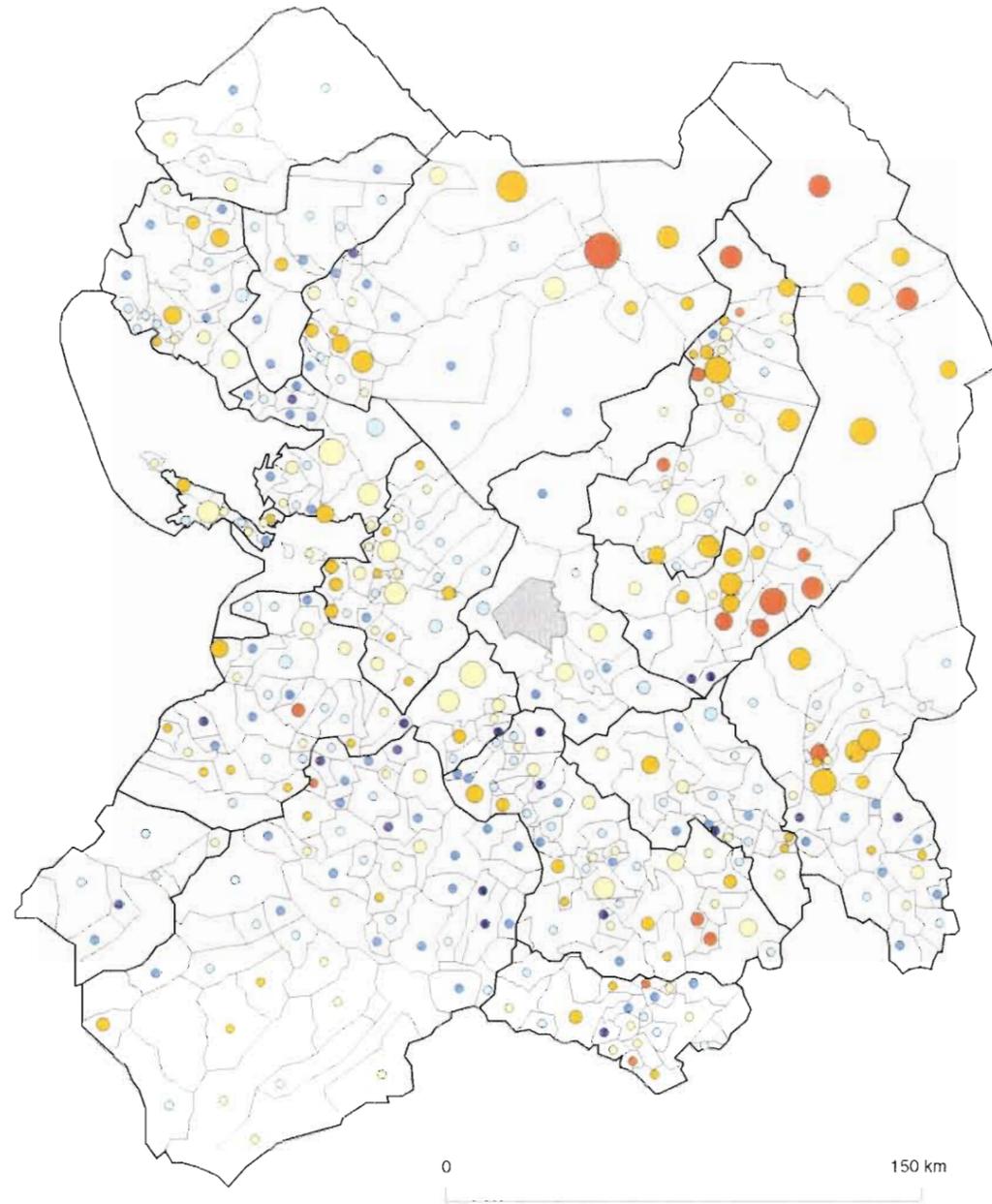
### **5.2.4. Un palliatif : les pharmacies**

Le recours aux pharmacies concerne principalement les citoyens, mais en province leur clientèle est en général supérieure à celle du réseau médical privé. La carte n°5.4 indique que les deux réseaux s'épousent assez étroitement. On note de nettes disparités dans l'implantation régionale de ce réseau. Ainsi, il est faible voire inexistant dans la cordillère alors qu'il est plus marqué dans la région de l'altiplano, ou bien à La Paz, avec un taux de recours atteignant 11 %.

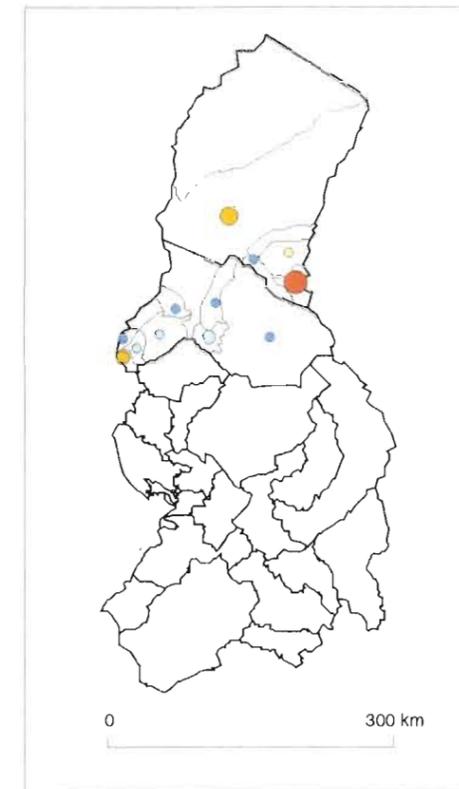
carte n°5.1

# Santé

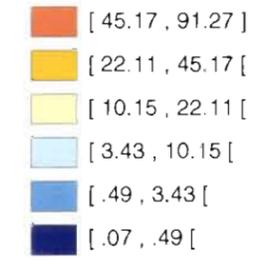
## Population des ménages recourant au système du Ministère de la Santé



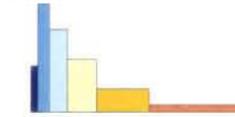
Canton La Paz



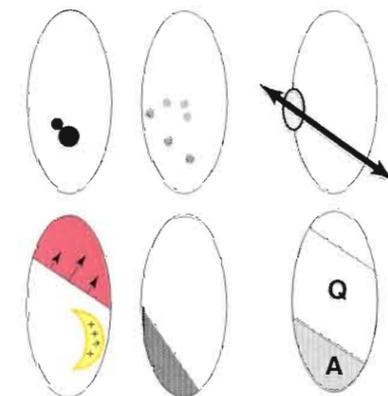
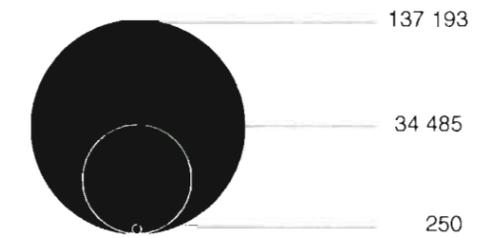
Nombre d'habitants des ménages recourant au système du Ministère de la Santé pour 100 habitants des ménages en 1992



20.05%



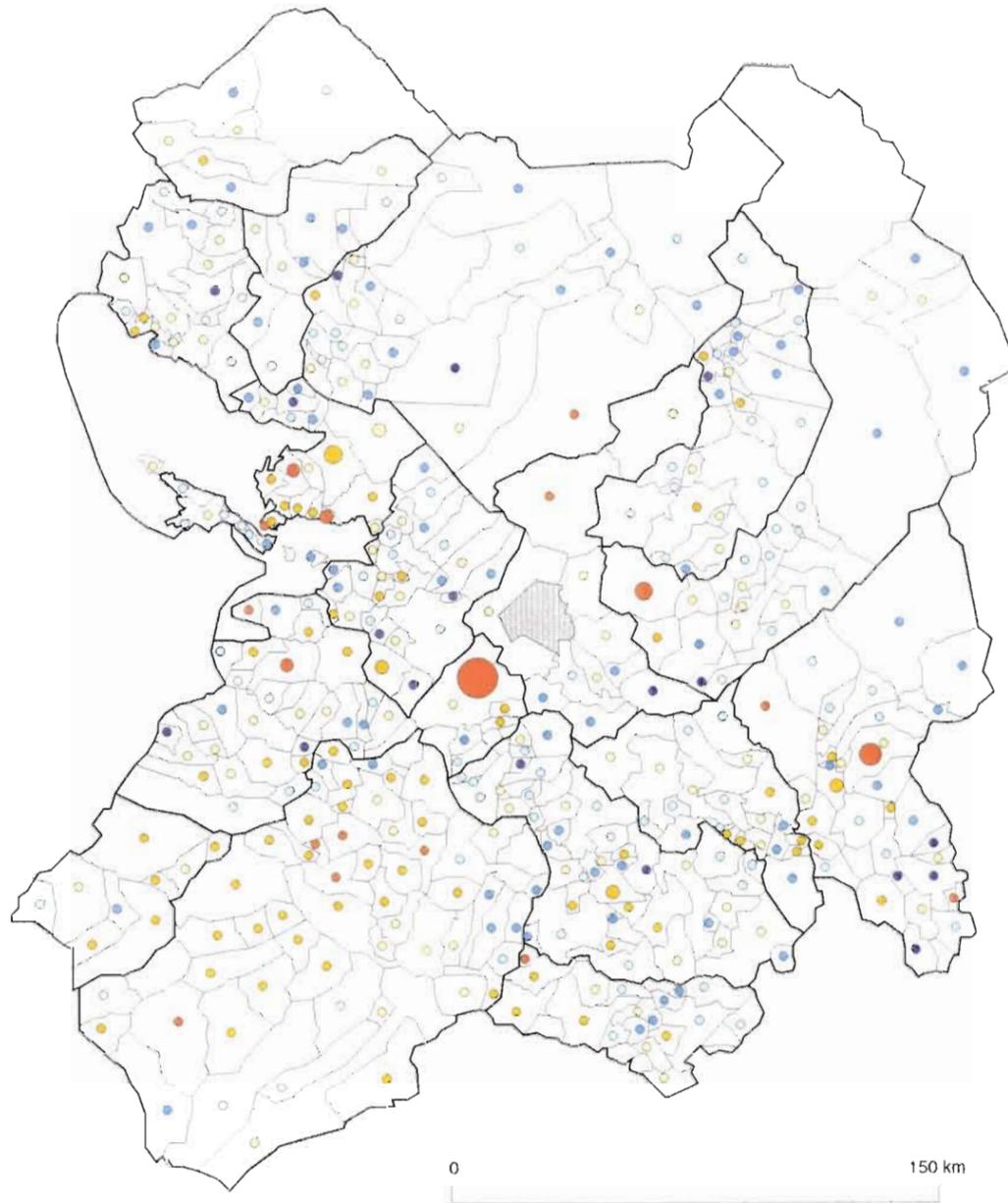
Population des ménages recourant au système du Ministère de la Santé en 1992



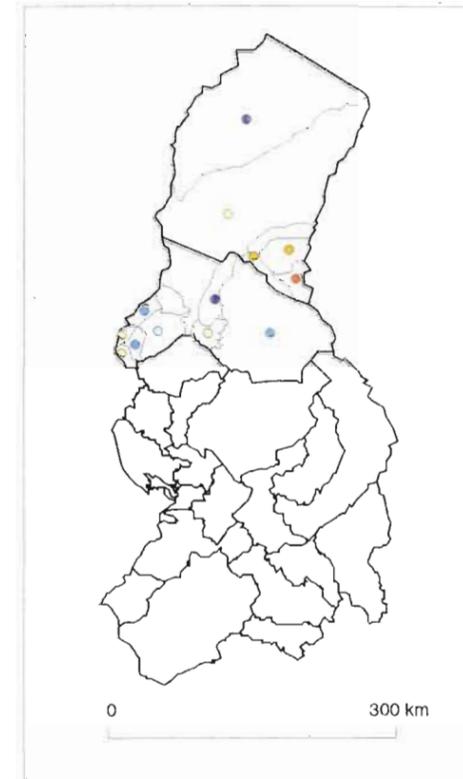
carte n°5.2

# Santé

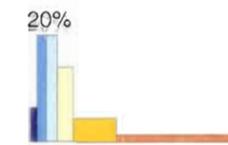
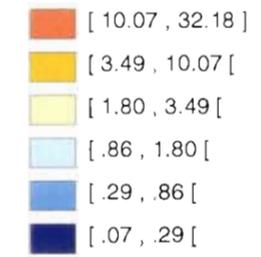
## Population des ménages recourant au système de Sécurité Sociale



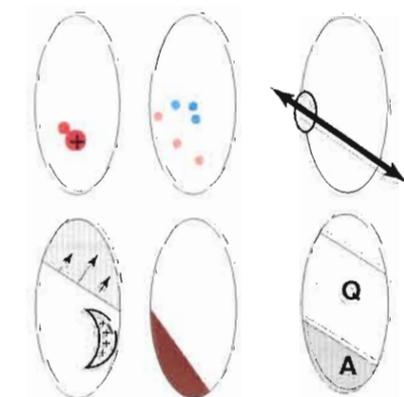
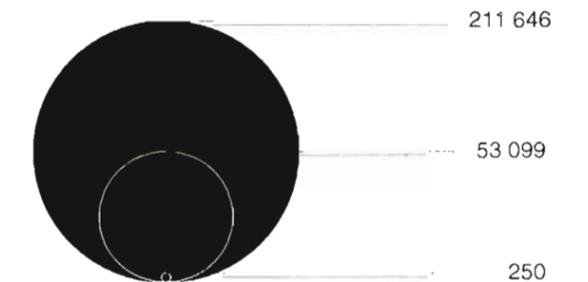
Canton La Paz



Nombre d'habitants des ménages recourant au système de Sécurité Sociale pour 100 habitants des ménages en 1992



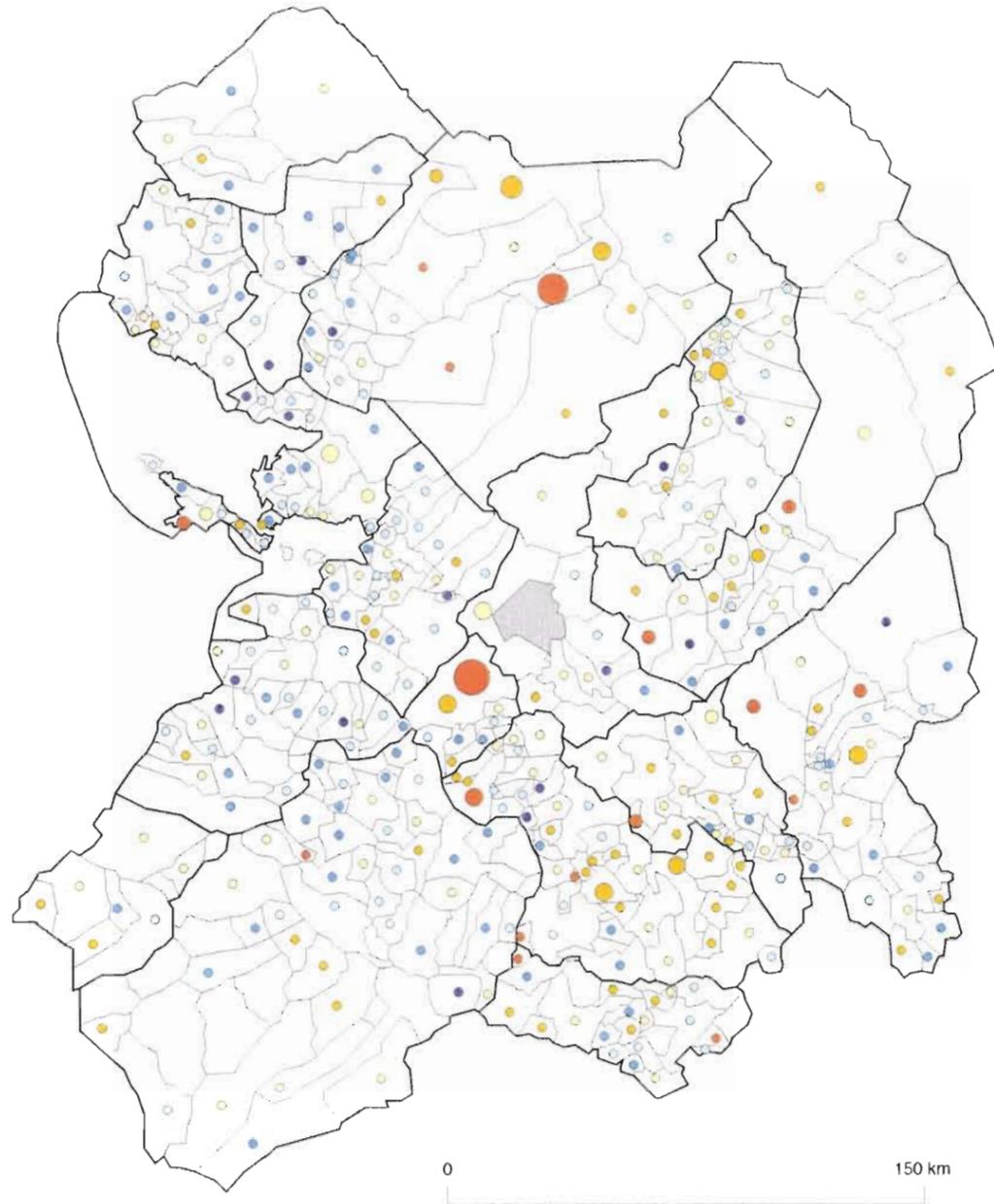
Population des ménages recourant au système de Sécurité Sociale en 1992



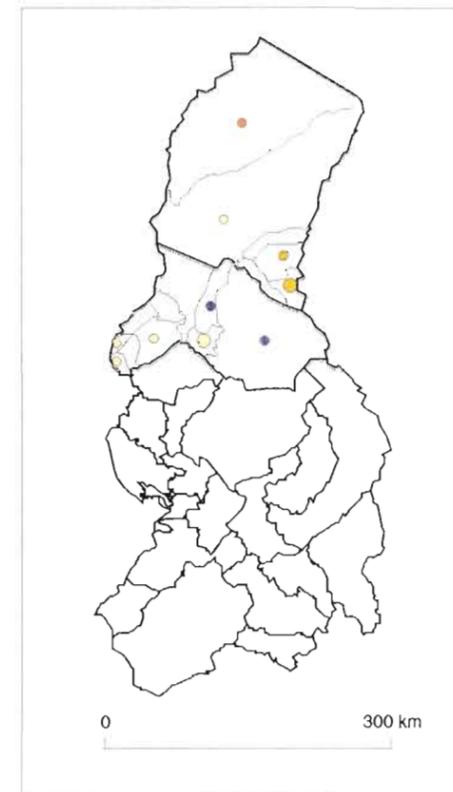
carte n°5.3

## Santé

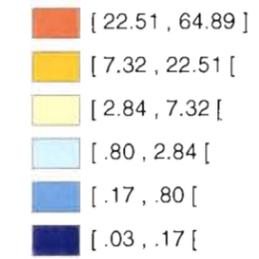
### Population des ménages recourant au système de santé privé



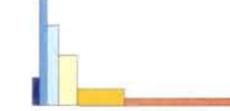
Canton La Paz



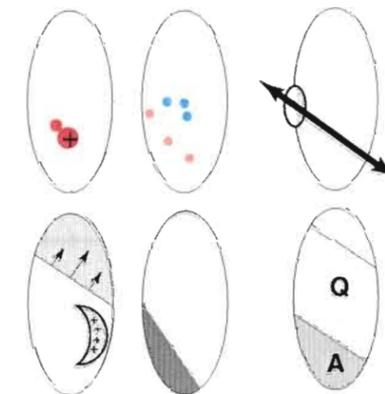
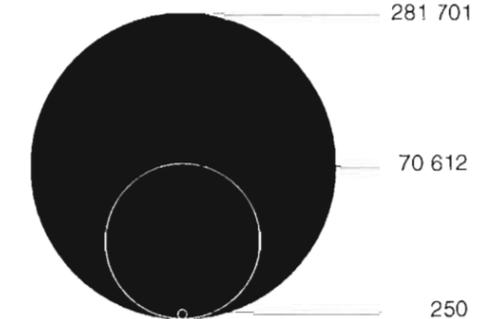
Nombre d'habitants des ménages recourant au système de santé privé pour 100 habitants des ménages en 1992



20.05%



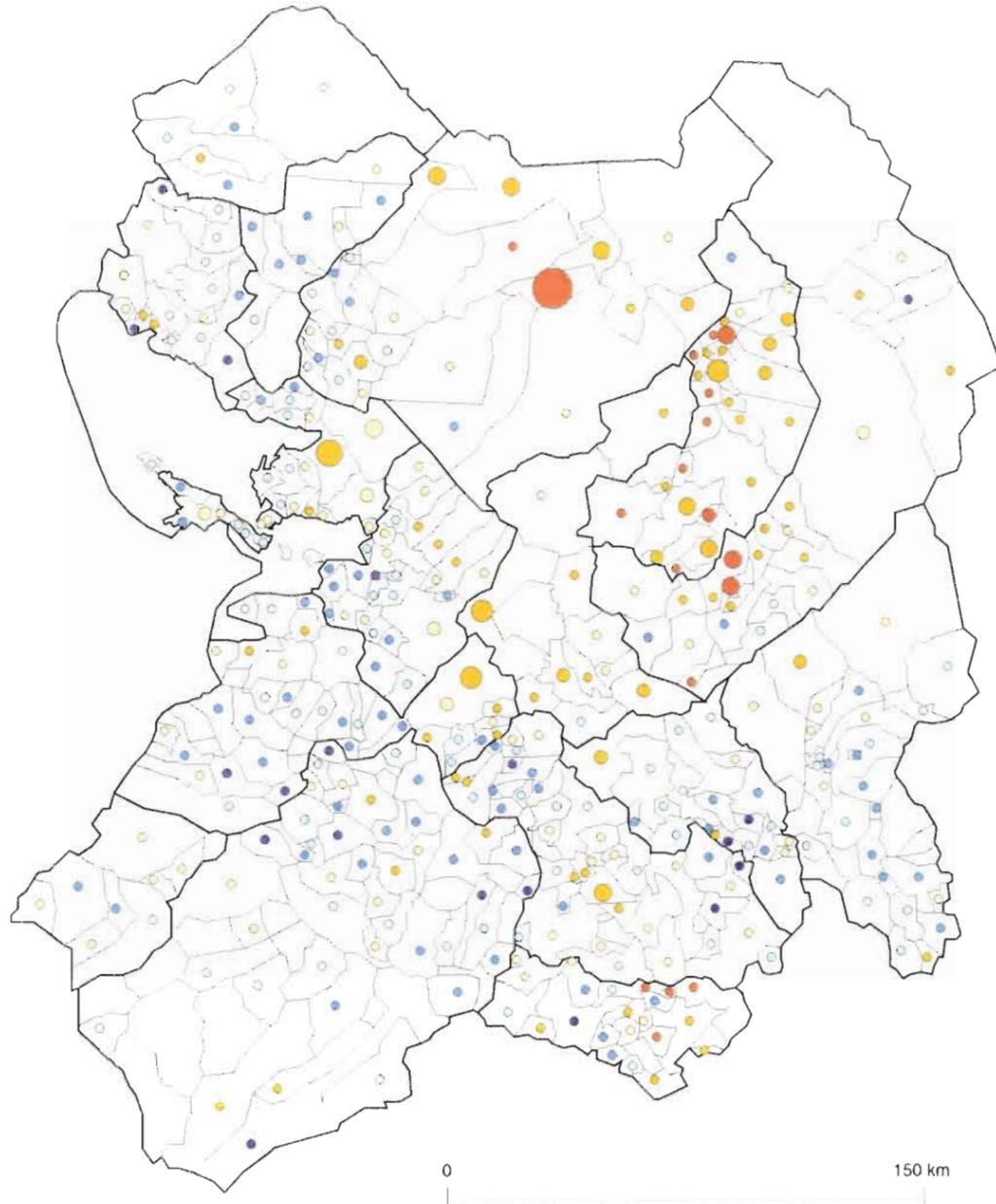
Population des ménages recourant au système de santé privé en 1992



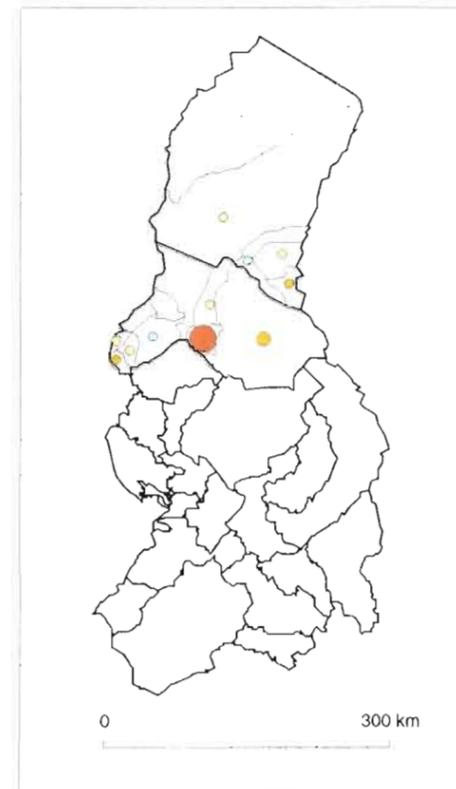
carte n°5.4

# Santé

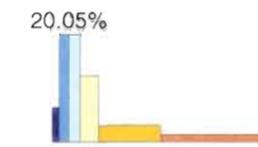
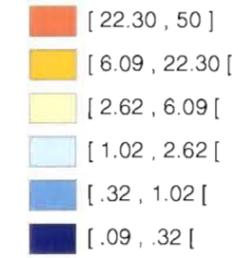
## Population des ménages recourant à une pharmacie



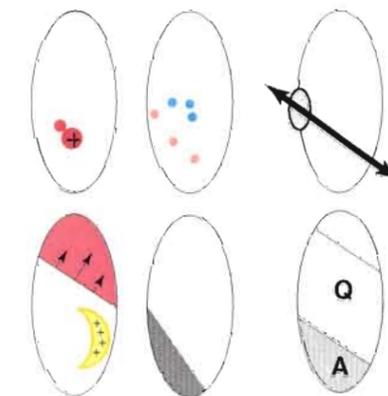
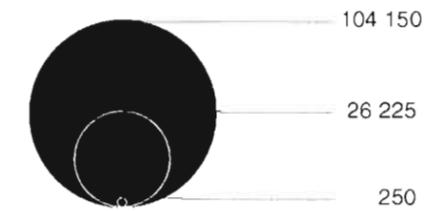
  
**Canton La Paz**



Nombre d'habitants des ménages recourant à une pharmacie pour 100 habitants des ménages en 1992



Population des ménages recourant à une pharmacie en 1992



Les plus forts impacts du secteur pharmacie se situent dans les provinces de Caranavi, de Sud et Nord Yungas et de Larecaja où son influence atteint 11 à 12 % en moyenne, et 33 % dans le canton à forte activité minière de Tipuani. Dans le chef lieu, Apolo, de la province F. Tamayo au nord du département, 24 % de la population a recours aux pharmacies.

#### 5.2.5. Le rôle médical des Églises et de ONG.

La population utilisant cette troisième voie atteint 46 388 personnes soit 3 % des habitants du département. Globalement, la participation est rigoureusement équivalente en milieu urbain et rural.

La Paz et El Alto constitue l'aire d'influence majeure de ces institutions (carte n°5.5) avec la moitié des personnes y ayant recours, ce qui explique, qu'ailleurs, en milieu provincial, l'impact des ONG apparaisse plus faible, ne dépassant pas 1 à 2 % de la population sauf en quelques points d'ancrage plus marqués mais très localisés.

Dans la province de Pacajes, le canton Romero Pampa se détache avec 22 % de sa population recourant à ce système. À Camacho, les 20 % sont presque atteints, alors qu'à Muñecas, se détachent plusieurs cantons à plus de 11 %. Ces chiffres en fait correspondent à des cantons à fortes implantations des ONG et Églises tels ceux de Luquisami (55 %), Ayata (24 %) et Aucapata (40 %). Dans la province de Sud Yungas, on peut relever le canton de Palos Blancos (20 %), et dans la province voisine de Nord Yungas, les cantons de Coroico et Mururata (18 %). Enfin, le canton de Tito Yupanqui atteint 11 % dans la province de Manko Kapac, comme dans la province de J.M. Pando le canton de Machaca.

#### 5.2.6. La médecine des guérisseurs : une tradition plus qu'un recours

Les médecines andines sont un vieil héritage conservé des civilisations précolombiennes. Le «Yampiri» est le personnage qui assure des soins, soit à partir de plantes, soit grâce à des techniques ayant recours aux onctions et massages avec des produits naturels. Le «Yatiri», est une sorte de devin qui diagnostique l'origine de la maladie. Les Kallawas<sup>22</sup> qui trouvent leur berceau dans la province de B. Saavedra (canton de Charazani) ont une spécialité faite guérison par les plantes. Enfin des guérisseurs, rabouteux et autres exercent des influences variables à partir de techniques traditionnelles ou de pur charlatanisme. Ces médecines traditionnelles touchent 12 % de la population totale, mais avec un très faible impact urbain, selon les chiffres officiels, où elle ne représenteraient que 3 % d'adeptes, chiffre faible qui laisse supposer une forte dissimulation.

En revanche, en milieu rural, les médecines traditionnelles trouvent un champ de prédilection à leur action : 27 % de la population campagnarde y a recours. La répartition géographique (carte n°5.6) indique que ces médecines reposent sur des soubassements ethniques et culturels propres, le jeu des migrations expliquant la variabilité spatiale de leur influence.

On note que dans les provinces du centre du département (Sud Yungas, Nord Yungas, Caranavi et Larecaja), l'influence des médecines traditionnelles est faible en général. À l'inverse, un ensemble de cantons s'étendant du nord-ouest du lac Titicaca jusqu'au couloir central de l'altiplano et débordant largement sur la partie de la cordillère, présente taux forts de recours à la médecine parallèle.

Enfin, dans la partie nord du département, une influence, notable localement, de la pratique curative traditionnelle peut être observée dans les provinces de F. Tamayo et A. Iturralde.

#### 5.2.7. Les exclus de la santé

Au total, c'est 20 % de la population départementale qui, pour des motifs divers, échappe à tout encadrement médical. Ce taux est moins élevé dans les villes (16 %), mais il est nettement plus marqué en milieu rural (27 %), et traduit une crise certaine de la politique médicale.

La carte n°5.7 montre une césure au niveau des populations ne recourant à aucun des systèmes de santé. Césure qui a lieu selon l'axe NO/SE, du lac Titicaca à La Paz, et inclut à l'est, la province d'Inquisivi.

Au nord de cette coupure, on constate qu'en moyenne les taux d'absence de recours au système de santé sont moins forts; en revanche, dans la partie sud comprenant les provinces de Pacajes, Pando, Los Andes, la situation est parfois, localement très mauvaise. La province de Pacajes en est un exemple éloquent avec des proportions atteignant 55 %. La province frontière de Pando, enregistre un record, au moins départemental, avec 63 %. La province de Los Andes, elle aussi, présente une situation mauvaise avec des taux compris entre 30 et 40 %.

Mais le nord n'est pas épargné non plus : on trouve aussi des foyers de non recours médical dans les provinces de Larecaja, Nord Yungas et Iturralde.

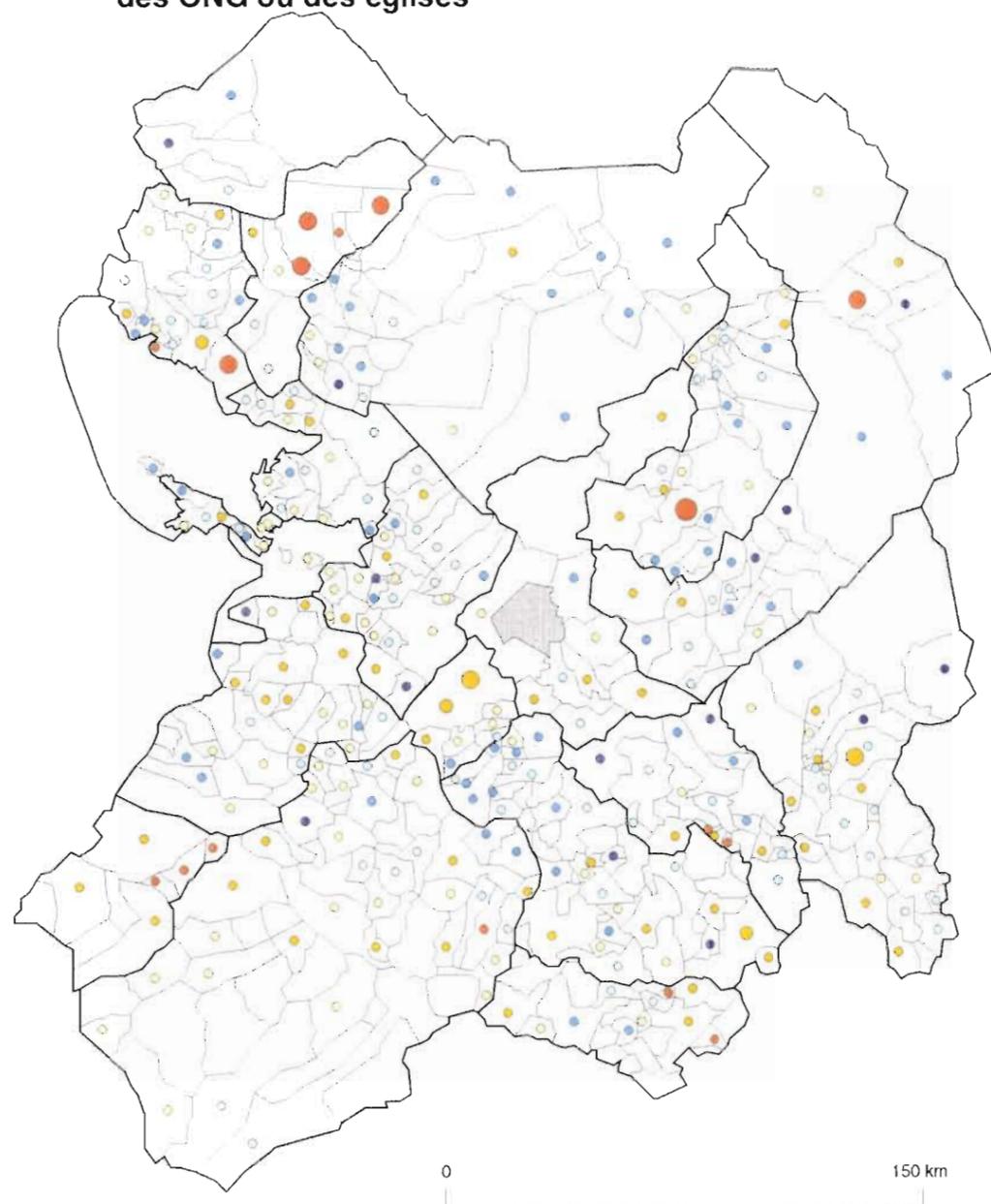
Ces chiffres confirment, si besoin en était, que beaucoup d'efforts restent à faire pour améliorer les conditions de santé au moins, en priorité, car c'est là que les carences sont les plus fortes, dans les régions rurales restées marginales et pauvres.

Un exemple, celui des soins aux femmes enceintes, puis de leur suivi après accouchement, montre clairement les carences existantes. La mortalité maternelle, malgré un certain recul, reste un des grands points noirs touchant surtout les populations qui ne reçoivent aucun soutien médical.

<sup>22</sup> Giraud, L. Kallawaya, Guérisseurs itinérants des Andes. Ed. de l'ORSTOM. 668 p. Paris. 1984.

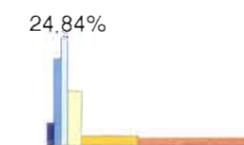
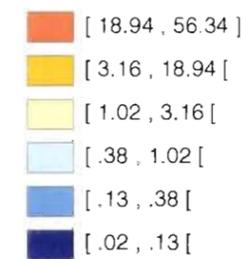
carte n°5.5

### Santé Population des ménages recourant au système de santé des ONG ou des églises

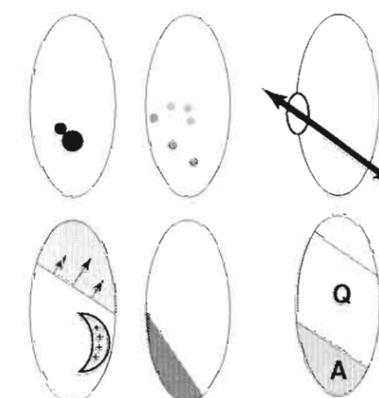
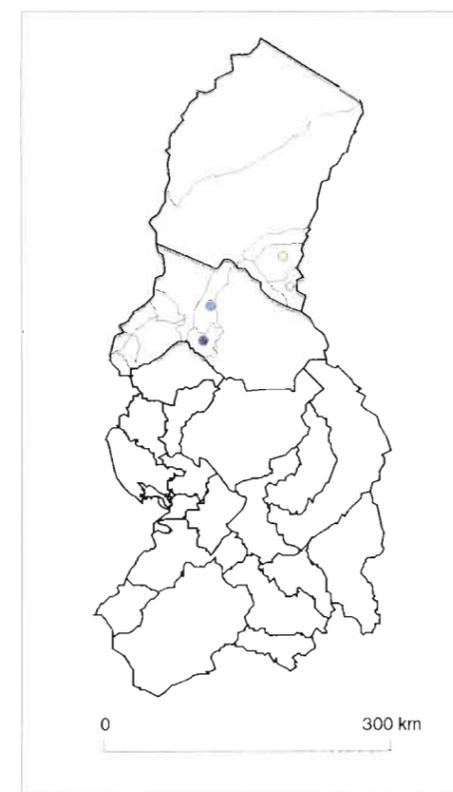


  
Canton La Paz

Nombre d'habitants des ménages  
recourant au système de santé des ONG ou des églises  
pour 100 habitants des ménages en 1992



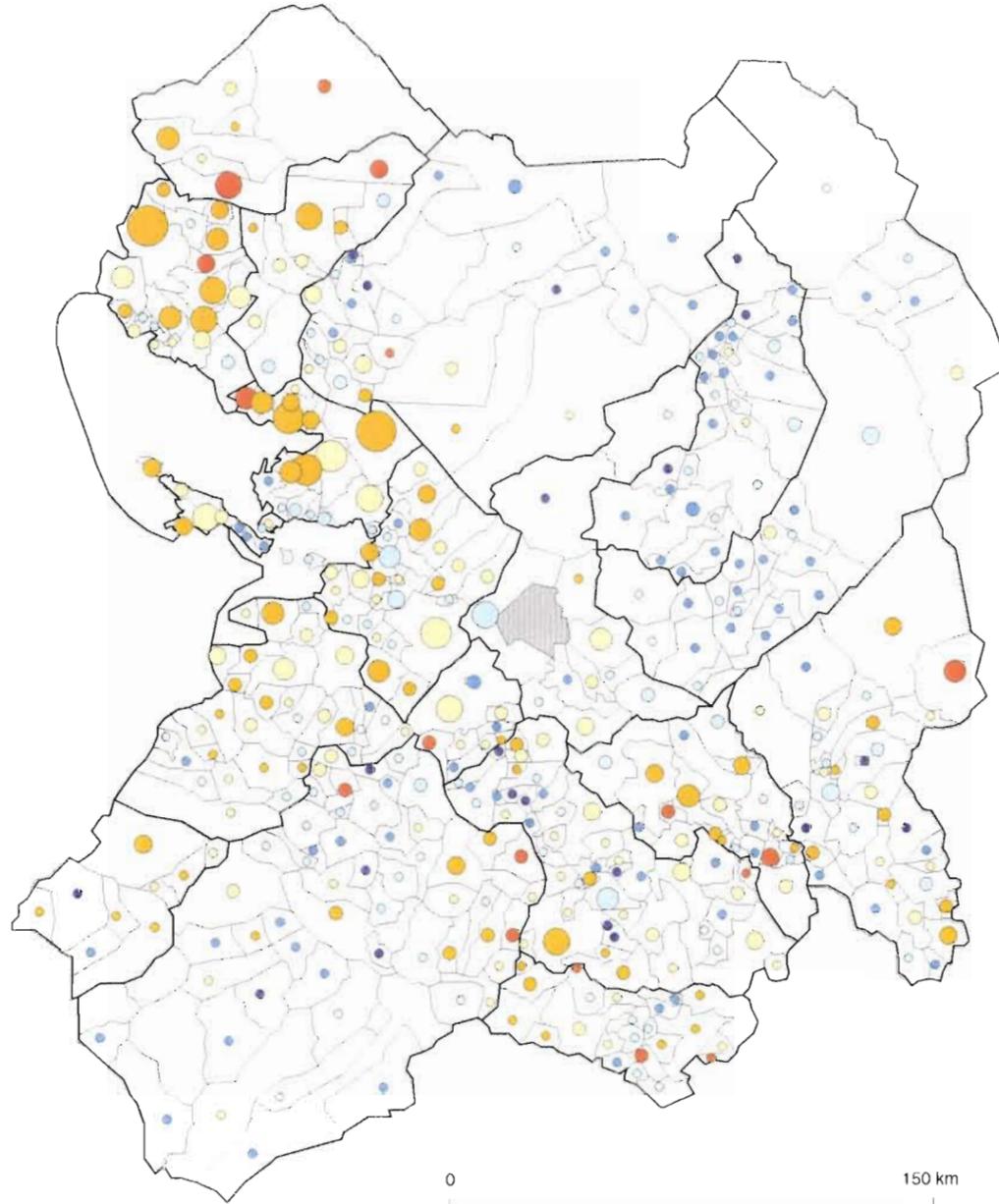
Population des ménages recourant au système de santé  
des ONG ou des églises en 1992



carte n°5.6

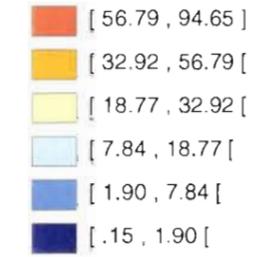
## Santé

### Population des ménages recourant au jampiri-yatiri

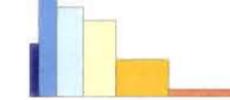


  
**Canton La Paz**

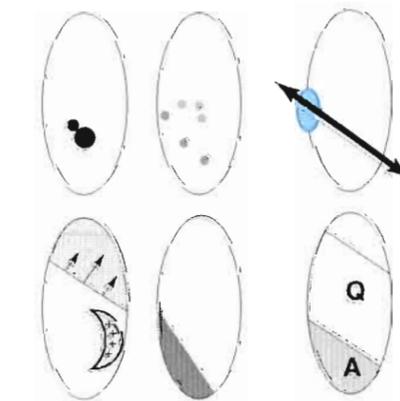
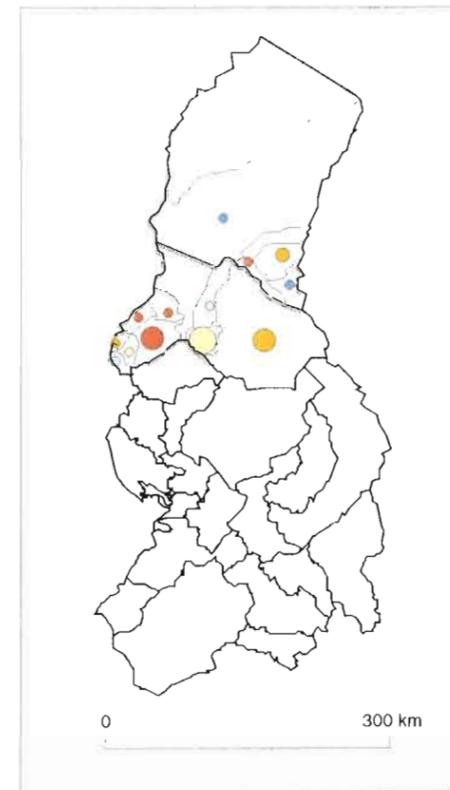
Nombre d'habitants des ménages  
recourant au jampiri-yatiri  
pour 100 habitants des ménages en 1992



20,14%



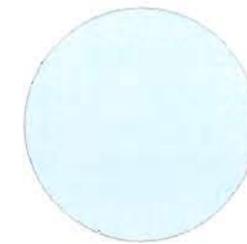
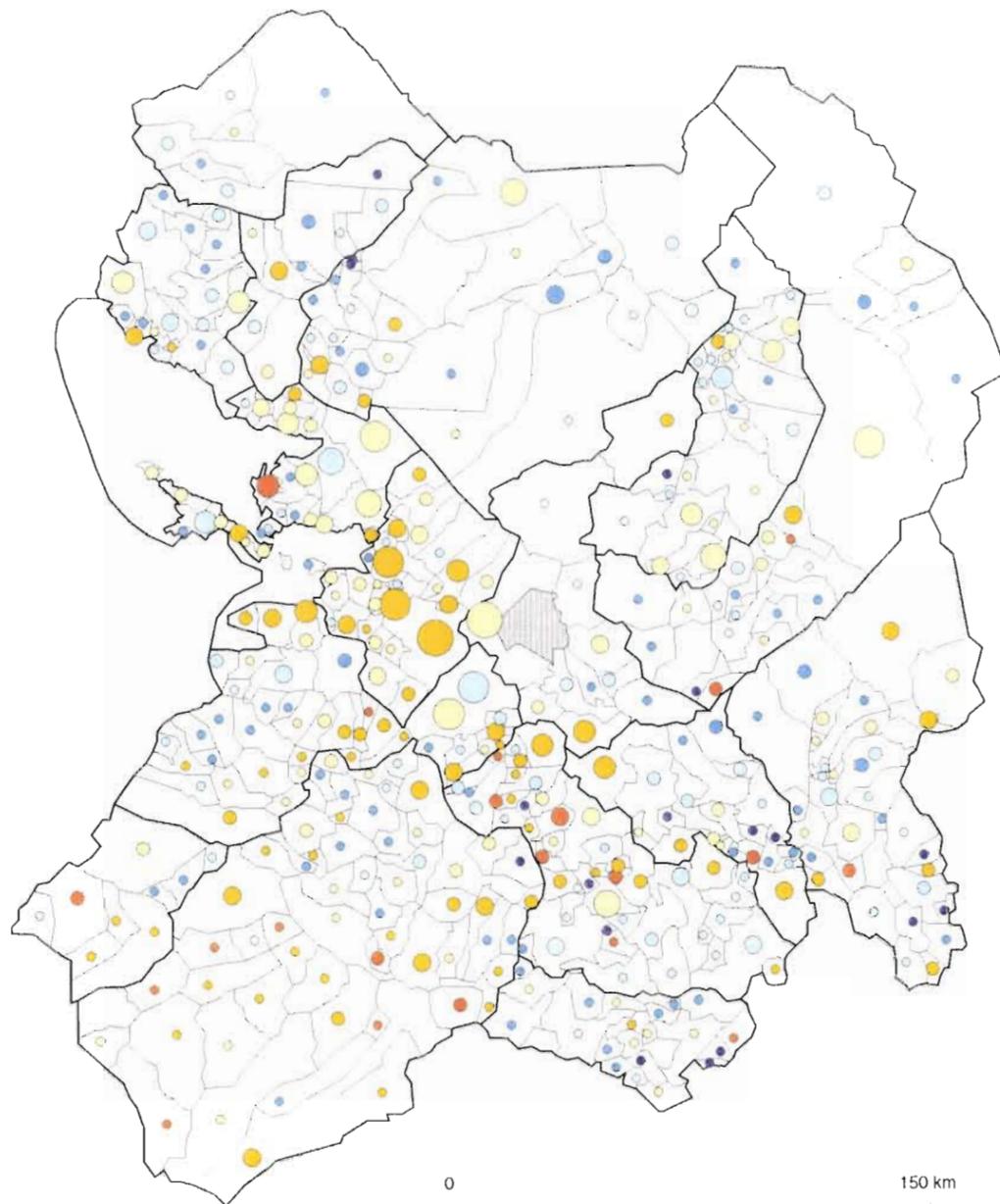
Population des ménages recourant  
au jampiri-yatiri en 1992



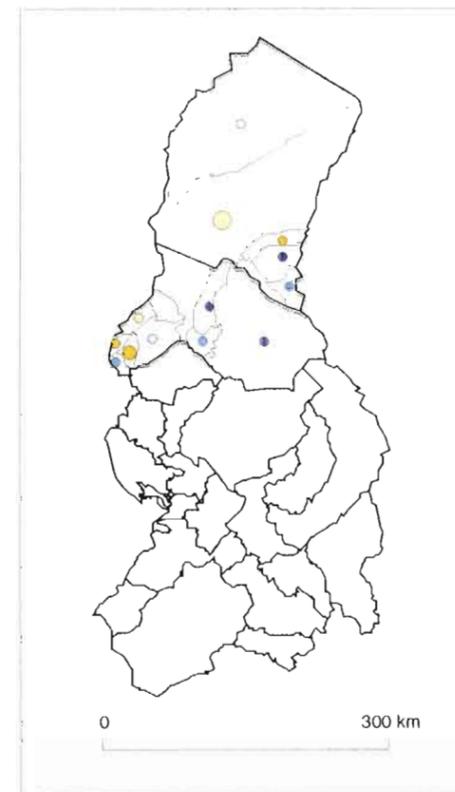
carte n°5.7

## Santé

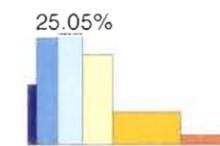
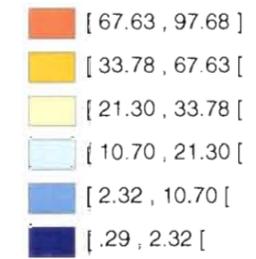
### Population des ménages ne recourant à aucun système de santé



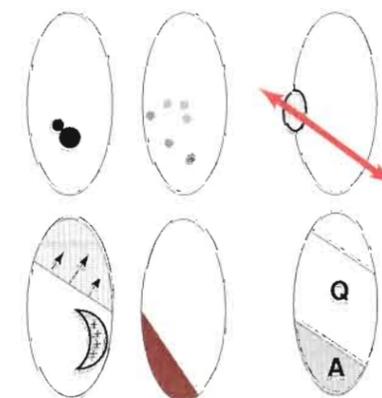
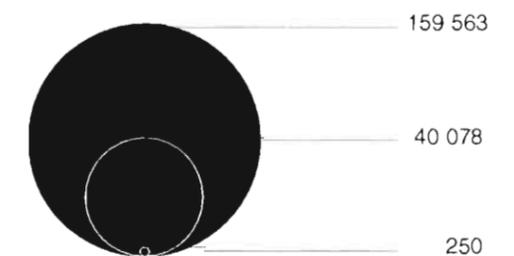
Cantón La Paz



Nombre d'habitants des ménages ne recourant pas au système de santé pour 100 habitants des ménages en 1992



Population des ménages ne recourant pas au système de santé en 1992



Or, comme le note un éditorial récent<sup>23</sup>, ce type de mortalité reste le double en milieu rural (524 pour un million) par rapport à La Paz-El Alto. L'auteur note : «Dans la zone écologique de l'altiplano se maintient un véritable apartheid humain avec une des situations des plus déprimées au monde. Dans cette région où vit 45 % de la population, la mortalité maternelle atteint 602 pour un million, en milieu urbain et rural confondus... Quel serait le chiffre pour le seul milieu rural ?».

### 5.3 Une situation de «desesperación»

Le recours aux systèmes de santé dans le département de La Paz confirme les limites de l'action médicale publique, mais aussi le manque de vigueur de la politique nationale de santé publique, en milieu rural d'abord, mais tout aussi en milieu urbain de formation récente, comme à El Alto. Si le système de santé a certainement réalisé, depuis le recensement de 1976, de très nets progrès, on peut néanmoins penser que la forte mobilité des populations a singulièrement compliqué la tâche du service public de santé.

Un bilan ministériel récent fait état de l'insatisfaction profonde des autorités «...devant une situation de désespérance»<sup>24</sup>. On comprend mieux les choix et les priorités auxquels se sont trouvés confrontés les responsables publics, et ce dans une situation d'urgence médicale comme l'indiquent quelques chiffres clés. L'enquête de mortalité infantile de 1979-1989 indique chez les enfants de moins de 2 ans, une mortalité de 150 ‰ la première année et 75‰ la seconde année. L'espérance de vie est estimée à 60 ans. La mortalité maternelle est de 4,8‰. La mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 99‰. On peut aussi faire le point sur la situation en termes de malnutrition à partir des sources officielles récentes (tableau n°5.3).

Malnutrition			
(relation âge-poids sur 138.654 enfants de moins de 5 ans)			
Milieu	légère	modérée	sévère
Rural	27,6	9,2	1,7
Urbain	20,0	6,8	1,6
Total	20,0	8,2	1,7

Tableau n°5.3 : États nutritionnels, % des enfants de moins de 5 ans.

Source : Estadísticas de Salud, 1993.

Le milieu rural, continue à présenter de vastes régions non couvertes par une structure médicale de base satisfaisante, si l'on en croit du moins les chiffres officiels du recensement comme ceux des rapports du Service Départemental de Santé. L'extension du service médical privé en milieu rural, n'est guère envisageable, sauf nette amélioration des revenus moyens des agriculteurs d'une part<sup>25</sup>, et d'autre part sans un effort marqué de sensibilisation et d'information populaire.

Le poids des médecines traditionnelles (et plus localement celui des églises et ONG) est significatif, même si celles-ci ne sont pas toujours des alternatives aux carences du système public. En effet, les facteurs culturels et éducationnels jouent un grand rôle aussi dans ce cas. Enfin, il est clair qu'une politique d'amélioration de la situation médicale passe obligatoirement par une transformation profonde des conditions de vie en milieu rural comme des revenus moyens de la population urbaine.

Rompre l'isolement par le désenclavement routier et le téléphone, est une condition de l'extension de la couverture médicale. Enfin, l'amélioration de l'image de marque des services publics, jugés par beaucoup trop bureaucratiques et démunis des moyens de traitement adéquats des malades, est une impérieuse nécessité qui interpelle les autorités compétentes.

<sup>23</sup> J. Blanes. La Razon du 5 octobre 1994

<sup>24</sup> La Razon du 3 octobre 1994.

<sup>25</sup> Il est regrettable que l'étude de UDAPSO «Mapa de Pobreza. Una guía para la acción social, 1993» qui présente une intéressante cartographie de l'état d'abandon médical des foyers, n'évalue pas la valeur économique d'aide aux ménages d'un système de santé répondant aux besoins de base...

# 6

## L'habitat

Les différentes catégories d'habitat permettent d'évaluer de manière saisissante une partie des conditions de vie de la population du département de La Paz. Quelques indicateurs simples rendent bien compte des carences structurelles liées à l'urbanisation.

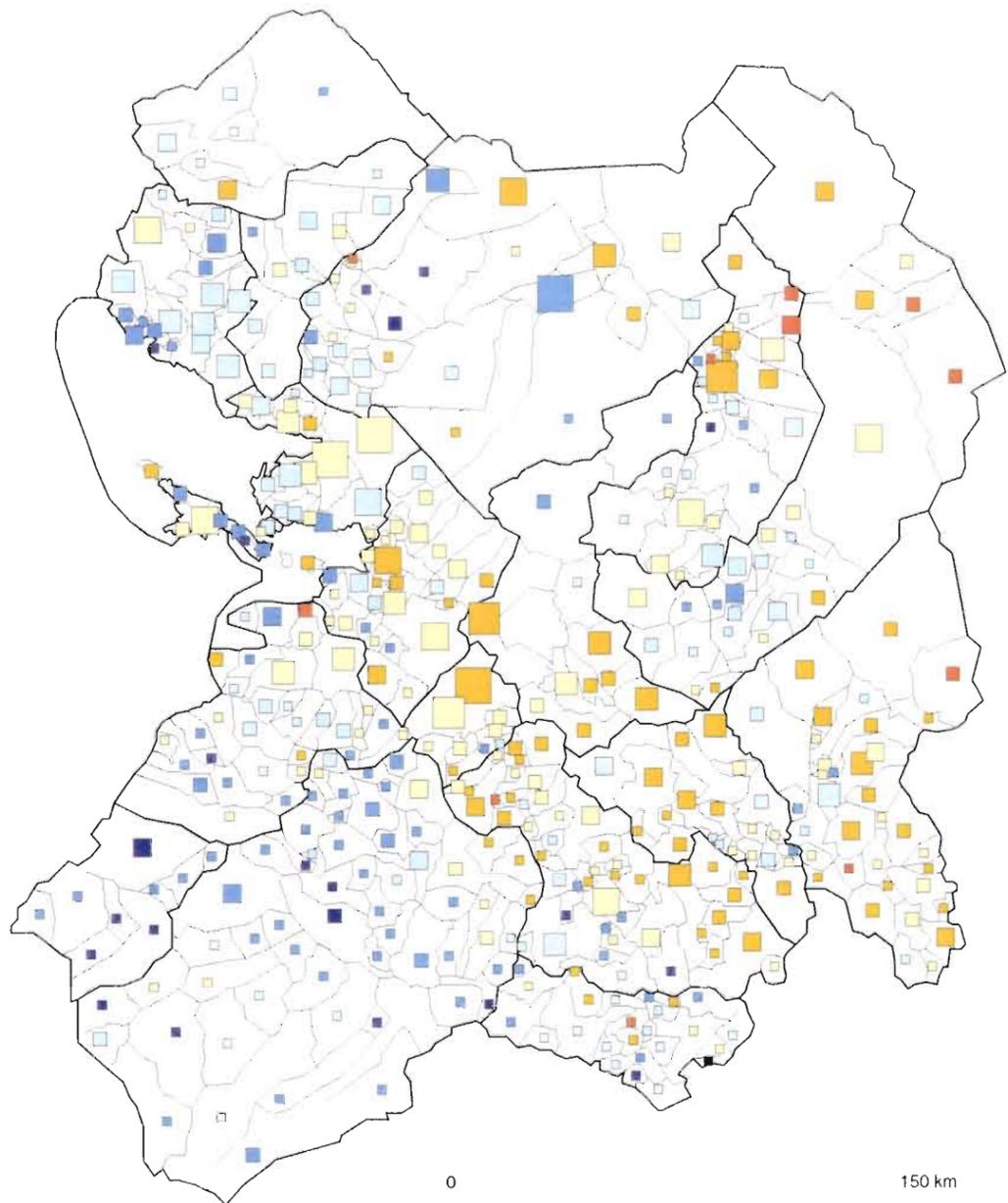
### 6.1. L'occupation des logements

Le nombre moyen de personnes occupant un logement est un indicateur pratique sur les conditions de vie de la population. En 1992, ce nombre s'élève à 4,02 personnes par logement (4,03 en 1976). Cependant, en secteur urbain, on compte 4,18 habitants par logement contre 4,09 en 1976. En milieu rural, au contraire, on observe une diminution nette : 3,79 en 1992 contre 3,98 en 1976.

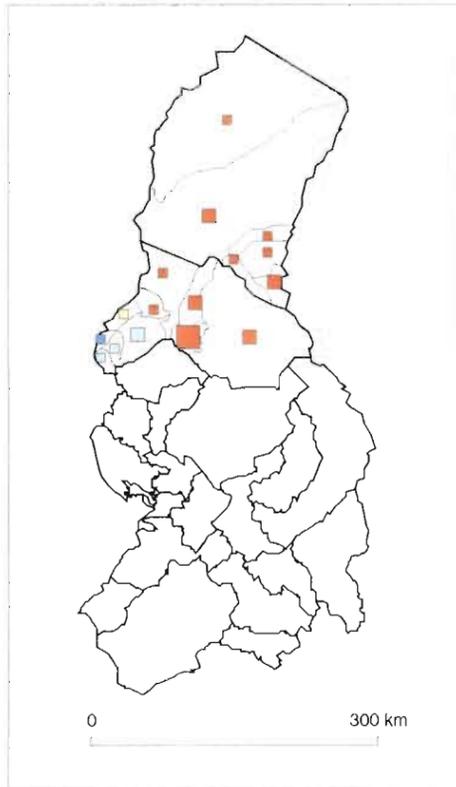
En se référant aux normes internationales considérant comme surpeuplé un appartement où vivent plus de 2 personnes par pièce, on estime à 37 % la proportion des logements qui entrent dans cette catégorie d'occupation. Enfin, plus de 10 % des logements abritent plus de 4 personnes par pièce. Cette surcharge a connu une évolution différente entre La Paz et de El Alto. Alors qu'à La Paz une amélioration des conditions d'occupation des lieux ramène de 39 à 34 % l'effectif des logements ayant plus de 4 personnes par pièce, pour El Alto, on assiste au contraire à une croissance de 41 à 44 %. La carte du nombre de personnes par logement (carte n°6.1) présente une nette coupure entre les deux provinces du Nord où le nombre de personnes par logement se situe au plus haut niveau du département avec 4,64 à 7,10 personnes, et le reste du département.

carte n°6.1

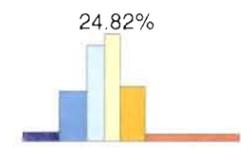
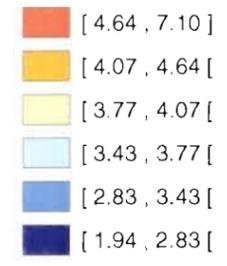
# Logements occupés



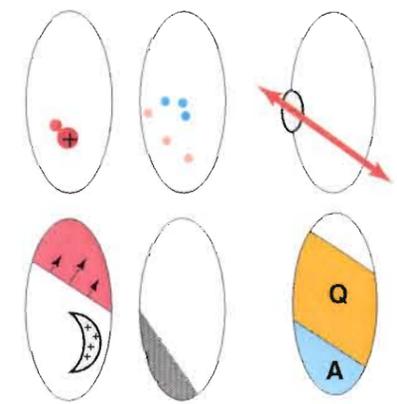
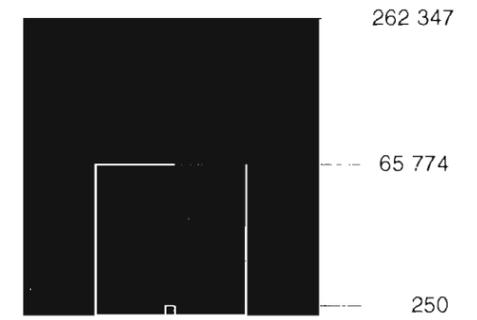
Canton La Paz



Nombre d'habitants par logement en 1992t



Nombre de logements occupés en 1992



On observe donc une nette coïncidence entre le peuplement de colons Quechuas (pratiquant des activités liées aux mines et à la culture de coca) et des taux d'occupation élevés.

Dans le couloir altiplanique dominant des taux élevés (4,07 à 4,64) liés à la présence de nombreux migrants récents à La Paz et El Alto, ou moyens (3,77 à 4,07) sauf sur la bordure du lac Titicaca où l'occupation est moins forte (2,83 à 3,77) dans les provinces de Camacho, Omasuyos, Saavedra, Muñecas. C'est aussi le cas des provinces de Cordillère Sud (Ingavi, Pando, Pacajes et Villarroel). Dans le centre Ouest (provinces de Inquisivi, Nor Yungas et Caranavi), la situation est plus mauvaise. Dans le sud, les taux les plus faibles correspondent au peuplement Aymara dominant, mais affecté par de fortes migrations vers La Paz et El Alto.

Le recensement établit une répartition des logements selon leurs types d'habitants. Le premier type est unipersonnel. S'il atteignait 14 % en 1976 pour les milieux urbains et ruraux, en 1992 il passe à 11 % en milieu urbain mais à 18 % en milieu rural, traduisant ainsi l'étiollement démographique des campagnes. L'habitat nucléaire correspond au type familial qui se renforce entre les deux derniers recensements passant de 56 % à 60 % en 1992. L'habitat étendu comprend la famille au sens large; il décline sensiblement de 22 % en 1976 à 17 % en 1992, en zone rurale comme urbaine. Enfin, l'habitat composite (famille élargie + autres personnes) reste stable passant de 8 % à 9 %.

De 1976 à 1991, le parc de logements urbains s'accroît de 80 % alors que celui du secteur rural progresse seulement de 12 %. L'habitat rural se compose en majorité de maisons particulières (73 %). Sans entrer dans une analyse détaillée des types de construction définis par l'INE, on note que les types 3 et 2 (murs en adobe, toits en matériel léger de planche, tuiles ou *calamina* et parquets finis) représentent un peu plus des deux tiers de l'habitat urbain mais 13 % seulement de l'habitat rural. Le type 7 (murs en adobe, toit léger et un sol en terre battue) apparaît aussi bien en milieu rural (35 % des logements) qu'en milieu urbain (25 %) où il connaît une forte augmentation.

Enfin, le type 9 (parois en adobe, sol de terre battue, toits en végétaux) a perdu de l'importance qu'il avait en 1976 (47 % de l'habitat); en 1992, il reste caractéristique du milieu rural (35 %) alors qu'il ne concerne que 14 % de l'habitat urbain.

## 6.2. L'alimentation en eau : retard en ville et progrès à la campagne

Les conditions d'accès à l'eau domestique sont variables au niveau qualitatif mais, de 1976 à 1992, les chiffres indiquent un net progrès général, le taux des logements desservis passant de 46 % à 58 %. L'amélioration la plus nette concerne le secteur rural où il y a plus que doublement de l'équipement en eau; il atteint 22 % des logements contre 8 % en 1976. Mais avec près de 80 % de logements non desservis, on mesure les progrès qui restent à accomplir.

En milieu urbain, la situation semble assez paradoxale. En effet, le nombre de logements y augmente de 50 % durant la période 1976-1992, mais alors qu'en 1976 seulement 16 836 logements ne disposaient pas de l'eau (soit 10 %), en 1992, 45 053 logements (soit 16 %) en sont privés. Dans le même temps, on note que, compte tenu d'une forte croissance de la construction, 56 000 logements ont bénéficié d'une desserte en eau. L'arrivée de migrants pauvres n'a pas été accompagnée d'une extension de l'approvisionnement en eau, et une nette détérioration en résulte.

La carte n°6.2 montre que l'équipement en eau des logements est faible ou médiocre dans les deux provinces du Nord du département. Dans le centre et le sud un groupe de province présente un fort sous-équipement (Villarroel, Pacajes, Pando, Ingavi, Los Andes et Omasuyos). En revanche, dans le couloir altiplanique alternent des niveaux plus satisfaisants avec d'autres plus mauvais comme dans la province de Loaysa par exemple.

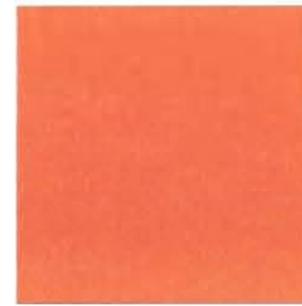
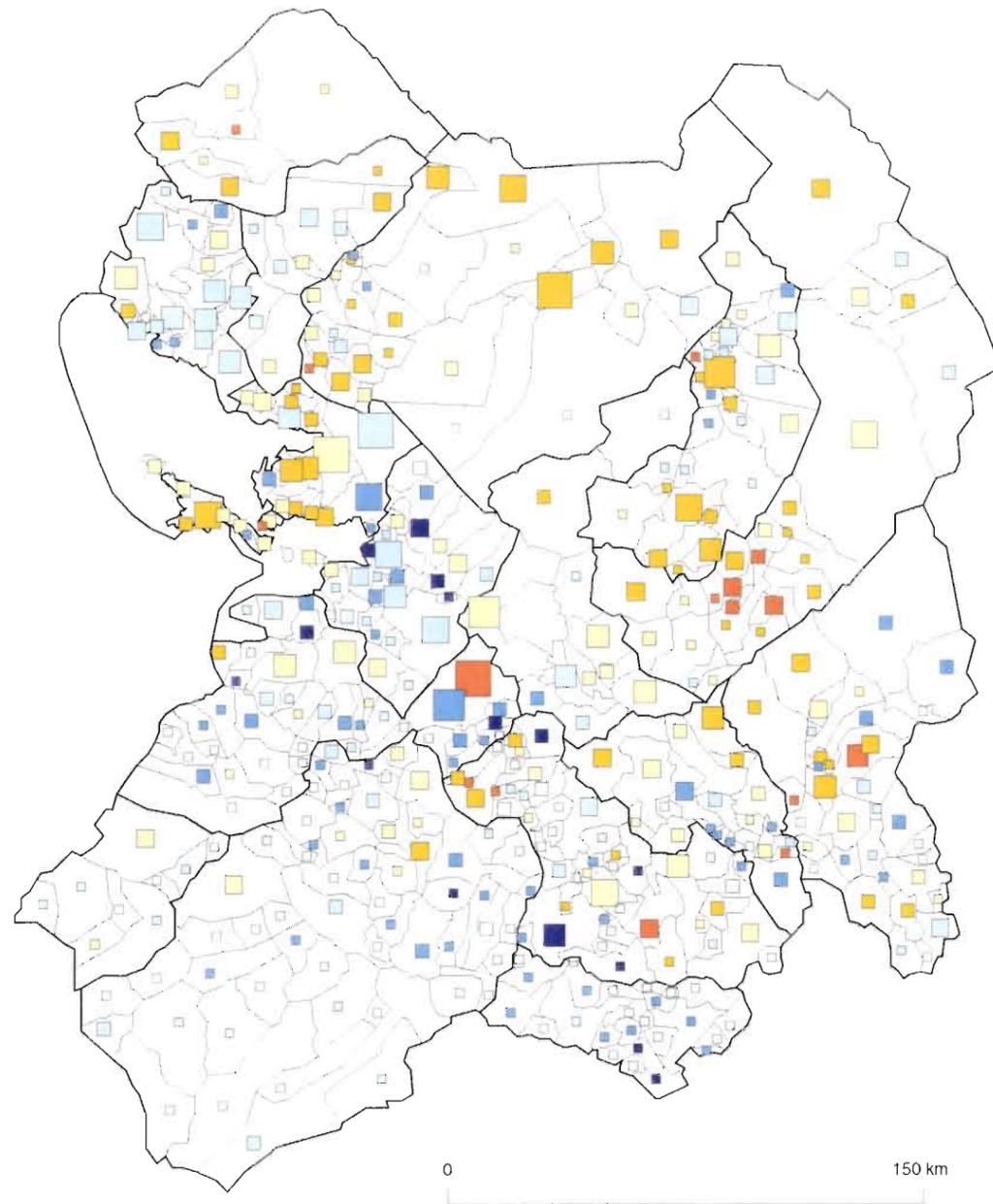
Le recensement permet de distinguer entre trois niveaux d'équipement : avec eau à l'intérieur des demeures, eau à l'extérieur et sans canalisation. En 1976 seulement 25 % des logements disposaient de l'eau, mais 40 % en milieu urbain contre moins de 4 % en milieu rural. En 1976, toujours, 36,5 % des logements ne disposaient pas d'eau courante par canalisation. Le recensement de 1992 enregistre d'incontestables progrès : le nombre de logements urbains équipés de l'eau intérieure a été multiplié par 4 depuis 1976, mais compte tenu de l'accroissement du nombre total de logement, seulement 52 % d'entre eux sont équipés. Dans le même temps, les logements disposant seulement de l'eau à l'extérieur augmentaient de 100 %. Pour La Paz et El Alto, ces chiffres ne sont guère encourageant car il y a une diminution (de 90 à 85 %) de la proportion des logements ayant accès au réseau d'eau potable, situation qui touche surtout La Paz, tandis que pour El Alto 89 % des logements ont accès au réseau. Pour les deux villes, le total de logements sans accès directs à l'eau passe de 14 942 en 1976 à 39 658 en 1992.

En secteur rural, le recensement de 1992 permet seulement de constater des progrès faibles ou minimes, compte tenu des besoins. Plus de 75 % des logements n'ont pas de conduite d'eau et seulement 5 % des disposent de l'eau à l'intérieur contre 1,7 % en 1976.

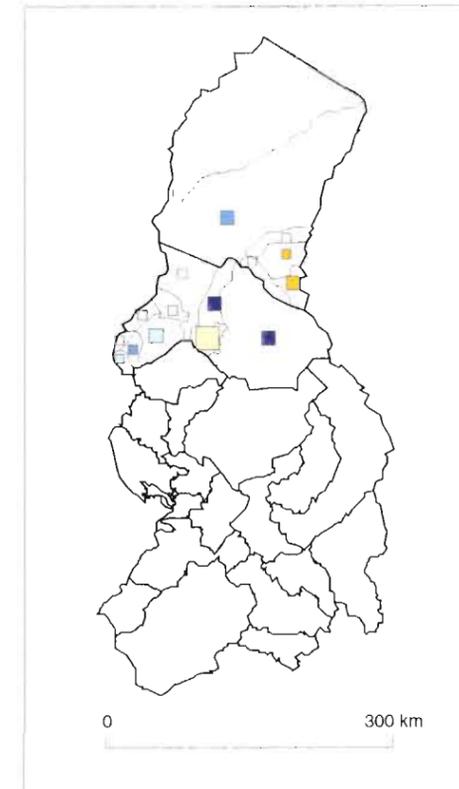
La carte n°6.3 montre que dans les provinces du sud du département citées plus haut pour la faiblesse de l'équipement en eau, on trouve néanmoins des cantons de petites tailles présentant jusqu'à 100 % des logements avec l'eau à l'intérieur. Dans les cas les plus favorables, on retrouve les provinces d'Inquisivi, de Sud Yungas et de Caranavi.

carte n°6.2

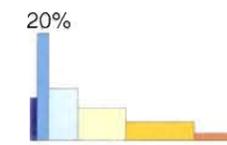
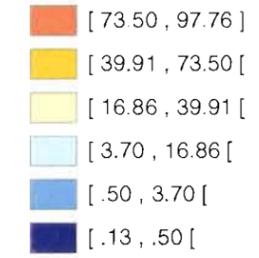
## Logements équipés de l'eau



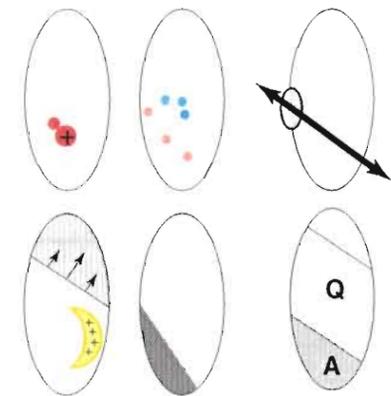
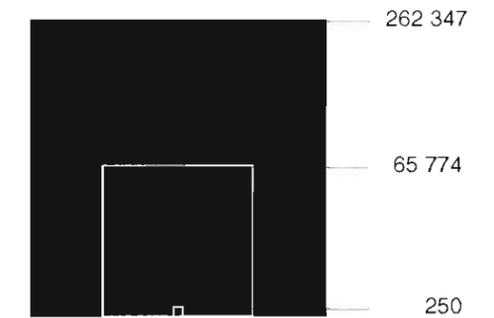
Canton La Paz



Nombre total de logements occupés équipés de l'eau pour 100 logements occupés

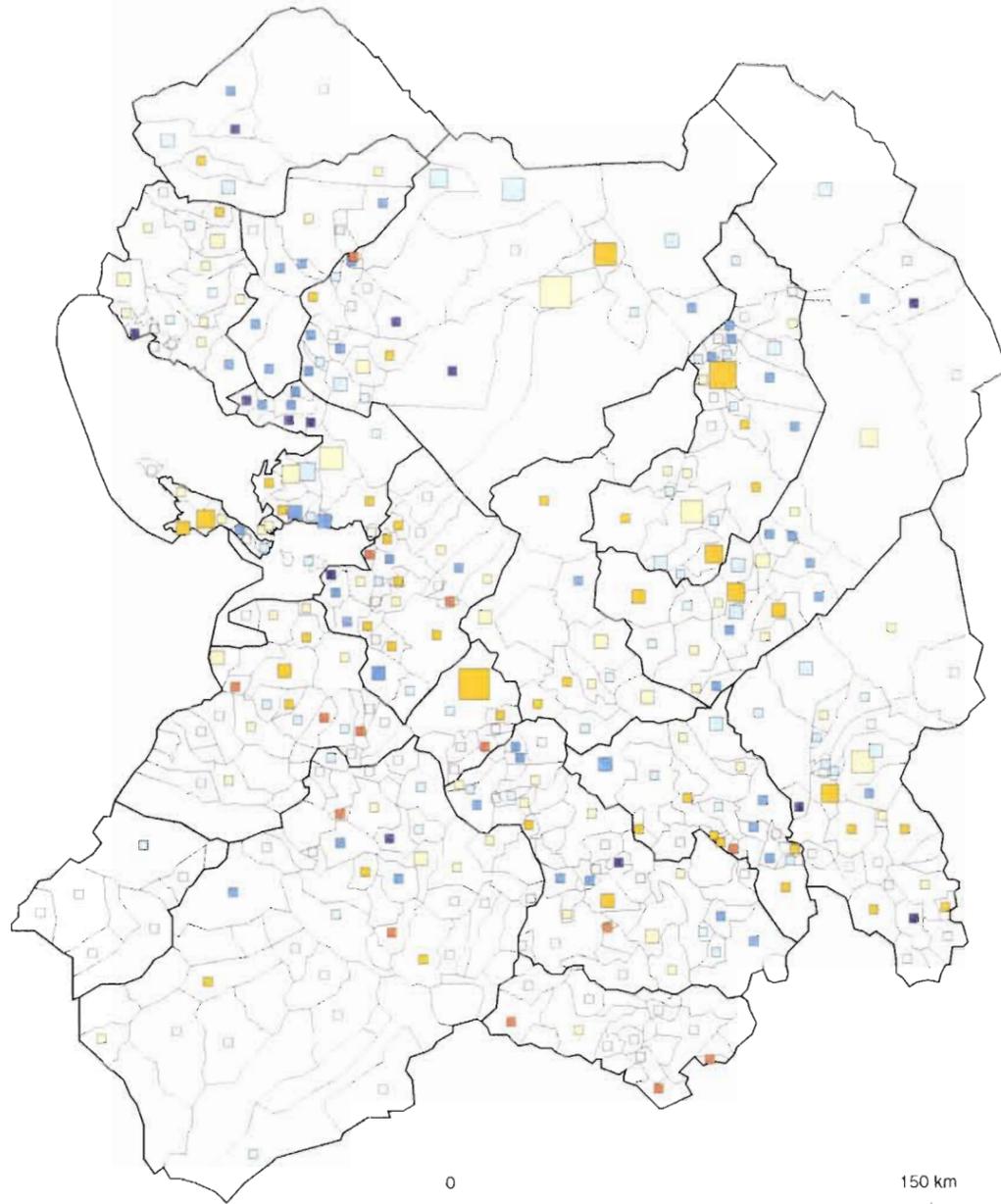


Nombre total de logements occupés en 1992

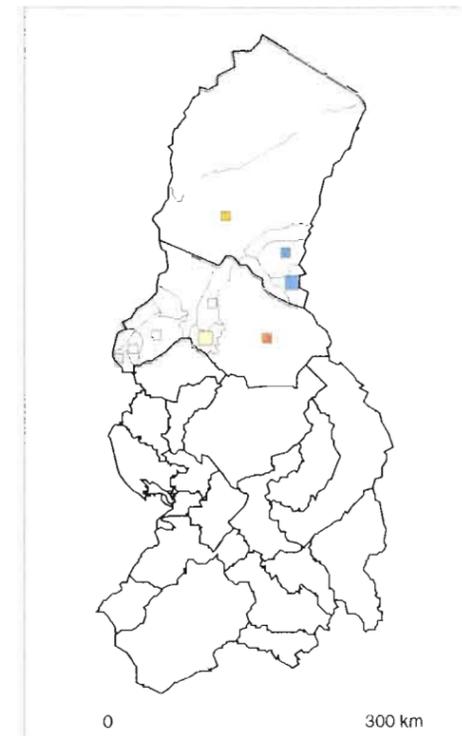


carte n°6.3

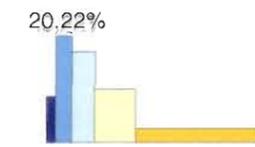
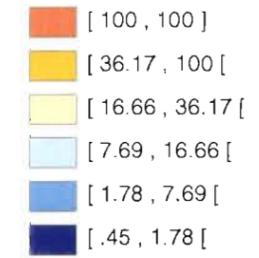
### Logements équipés de l'eau à l'intérieur



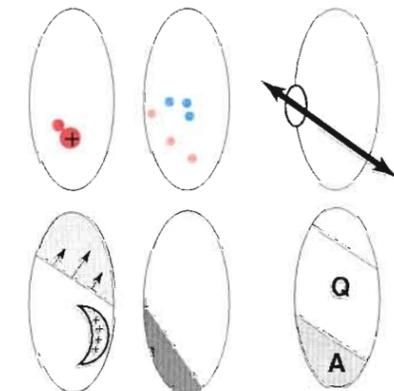
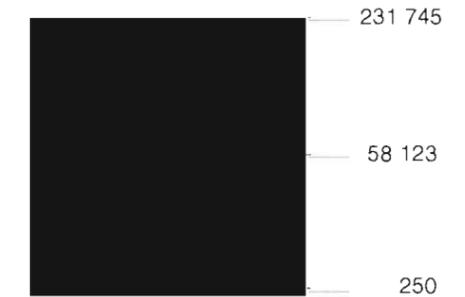
Canton La Paz



Nombre de logements occupés équipés de l'eau courante à l'intérieur du logement pour 100 logements équipés



Nombre total de logements occupés équipés de l'eau en 1992



### 6.3. Les progrès de l'électrification

Pour cet équipement de l'habitat, on peut noter d'indéniables progrès. Le taux d'électrification des logements, passe en effet de 42 à 60 % entre 1976 et 1992 pour l'ensemble du département, et de 85 à 89 % en milieu urbain. On retrouve néanmoins, compte tenu de l'impact migratoire rural en milieu urbain, les mêmes décalages que pour l'alimentation en eau.

En milieu urbain, l'électrification néglige 30 906 logements contre 24 351 en 1976, soit une hausse de 25 %. Notons les progrès réalisés pour La Paz et El Alto où l'électrification atteint respectivement 94 % et 83 % contre 90 et 68 % en 1976.

Un progrès sensible se manifeste en milieu rural où le nombre de logements disposant de l'électricité bondit de 4,5 à 16 %. À l'exception du nord de la province de Ingavi où quelques cantons ont accès à l'électrification (carte n°6.4), la situation est des plus mauvaises dans l'ensemble des provinces du sud du département. Ce sous-équipement se prolonge dans la province Aroma et en partie à Loaysa et Inquisivi; il touche aussi fortement Camacho, Muñecas, Saavedra et Caranavi (moins de 5 % des logements disposent de l'électricité).

Ainsi dans le domaine de l'électrification, des progrès très satisfaisants font que dans le milieu urbain on approche une couverture totale. On assiste aussi au démarrage de la fourniture de courant électrique dans les campagnes où, néanmoins, de très grands progrès sont encore à réaliser; mais il sont rendus difficiles par l'inoccupation d'une partie des logements et l'impécuniosité d'une grande partie des familles.

### 6.4. Un point noir : l'équipement sanitaire

Malgré des progrès indéniables, beaucoup reste à faire dans ce genre d'équipement des logements. En 1976, seulement 40 % des logements urbains disposaient d'un lieu d'aisance, privatif ou collectif. En milieu rural la situation était sans commune comparaison, avec 3 % seulement des logements disposant de sanitaires. En 1992, l'amélioration est sensible puisque 51 % des logements urbains disposent de sanitaires, dont près des deux tiers sont privés, ce qui traduit une amélioration sensible de qualité de vie par rapport à 1976. On note aussi une amélioration sensible dans les campagnes où la part des logements dotés de sanitaires est en nette augmentation par rapport à 1976, atteignant 15 % des logements. Si une amélioration globale est donc à enregistrer, on doit prendre en compte la situation particulière de La Paz et de El Alto comme l'indique le tableau n°6.1 Si La Paz bénéficie d'une amélioration très sensible de sa situation, plus du tiers des logements restent privés de sanitaires. À El Alto, où l'amélioration est plus récente, plus des deux tiers des logements restent sans commodités.

	avec W-C	privés	communs	sans W-C.
La Paz 1976	45	51	49	55
La Paz 1992	63	63	37	37
El Alto 1976	19	83	17	81
El Alto 1992	34	68	32	67

Tableau n°6.1. Évolution de l'équipement sanitaire de logements pour La Paz et El Alto % du total des logements en 1976 et 1992. Source : INE.

Un sous équipement manifeste en sanitaire en milieu rural découle logiquement du mauvais équipement en eau des logements. La situation est nettement meilleure en milieu urbain. Sur la carte n°6.5, à l'exception des agglomérations urbaines, on observe un très faible équipement général en sanitaires, notamment dans la partie Ouest (Aroma, Loaysa, et la partie rurale de Murillo). Les provinces d'Inquisivi, Omasuyos, Camacho, Saavedra et F. Tamayo sont dans la même situation. À l'opposé, le niveau d'équipement est ponctuellement bon, dans les provinces de Los Andes, de Nor et Sud Yungas, Caranavi et plus modérément à Loaysa et A. Iturralde.

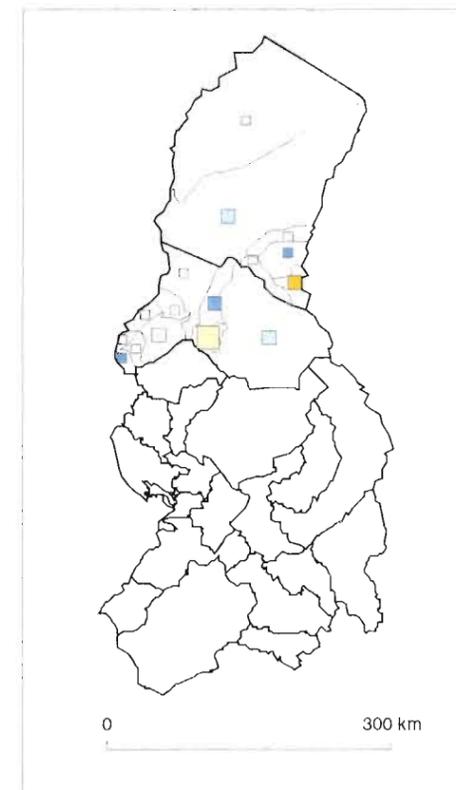
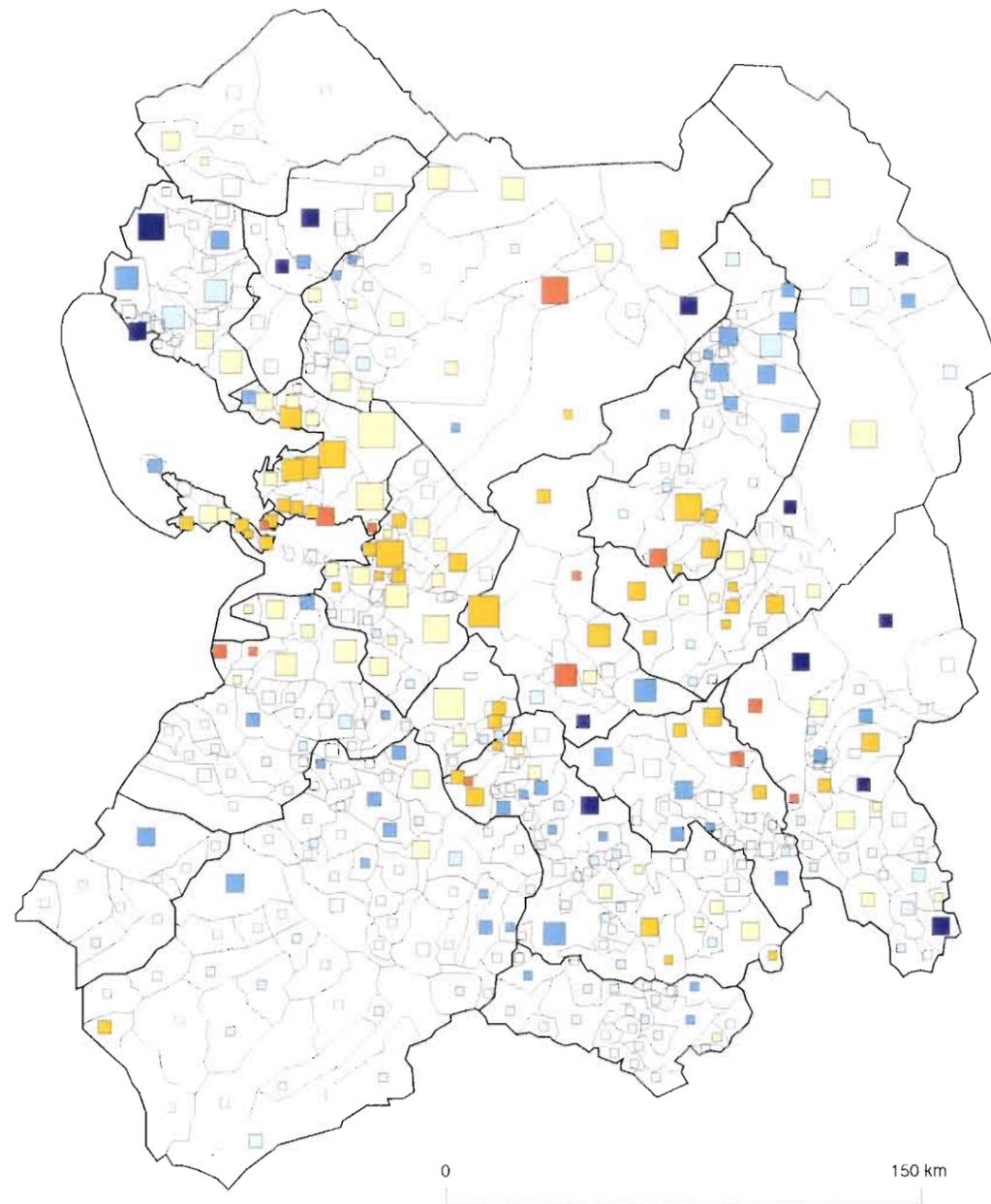
Le point faible demeure l'évacuation des eaux usées, sur laquelle on ne dispose que de peu de données. L'INE signale que seulement 27 % de logements du département disposent d'une évacuation des eaux usées. Pour La Paz et El Alto quelques indications complémentaires permettent de préciser la situation. En 1976 les deux villes étaient en mauvaise posture : seulement 41 % des logements disposaient alors d'une évacuation à La Paz et seulement 18 % à El Alto. En 1992 une nette amélioration se manifeste puisque 58 % des logements disposent d'un tout à l'égout à La Paz et 20 % à El Alto. Mais grâce aux fosses septiques privées, la couverture atteint 63 % à La Paz et 32 % à El Alto.

### 6.5. Des progrès trop lents pour effacer de graves carences

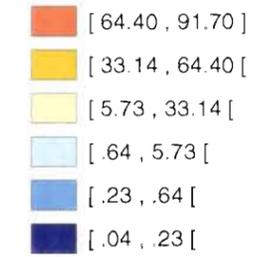
Le recensement de 1976 tout en montrant qu'une certaine rénovation est en cours, traduit de graves carences sur le plan du logement, tant urbain que rural. 1992 est pour le département de La Paz un second constat de vérité. On y observe que l'opposition entre les villes et les campagnes s'est profondément creusé sur le plan quantitatif et qualitatif. Si en 1992, on commence à enregistrer l'amorce d'une amélioration nette des conditions de vie et d'habitat, ces progrès ont été mesurés, ne l'oublions pas, sur un intervalle de 16 ans! Ils ont donc été lents et indiquent clairement l'absence de politique planifiée d'amélioration de l'habitat. De 1976 à 1992, le choc migratoire vers la ville s'est accompagné d'une nette détérioration de la qualité de vie par surpeuplement des logements et négligence des conditions de salubrité et d'hygiène. À La Paz, et très probablement à El Alto, la croissance de l'habitat informel sans équipement minimal, pourrait à terme, faire apparaître en milieu urbain, le même hiatus profond qui existe, aujourd'hui, entre villes et campagnes du département de La Paz.

carte n°6.4

## Logements ruraux équipés de l'électricité



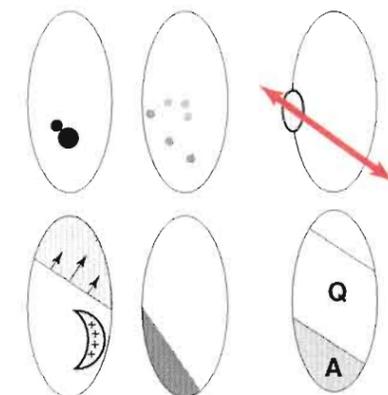
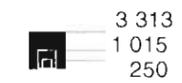
Nombre total de logements ruraux occupés équipés de l'électricité pour 100 logements ruraux occupés



20.07%

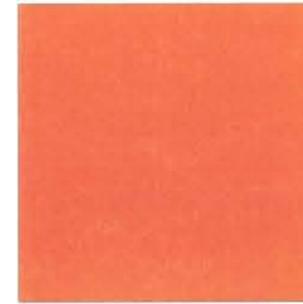
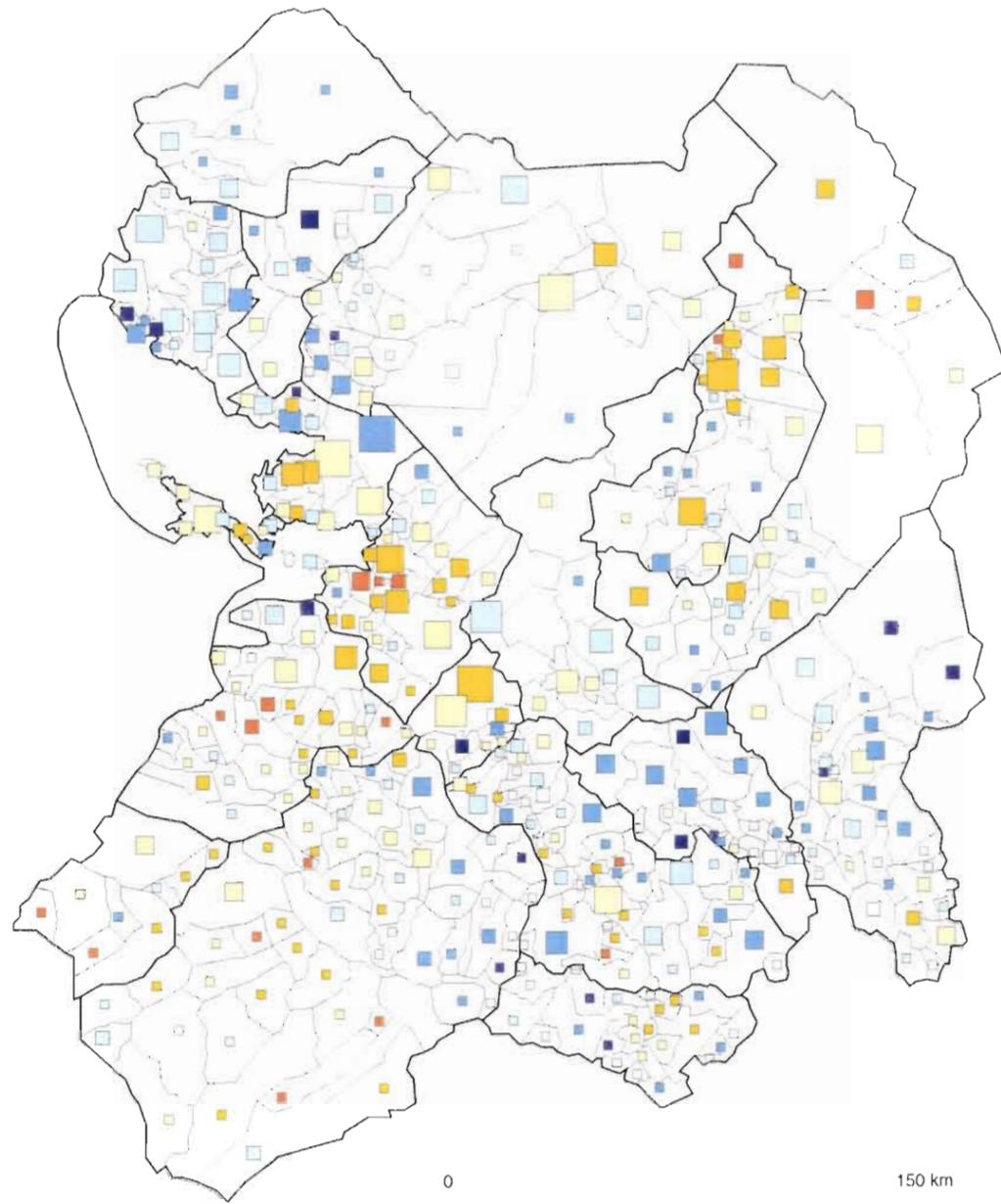


Nombre total de logements ruraux occupés en 1992

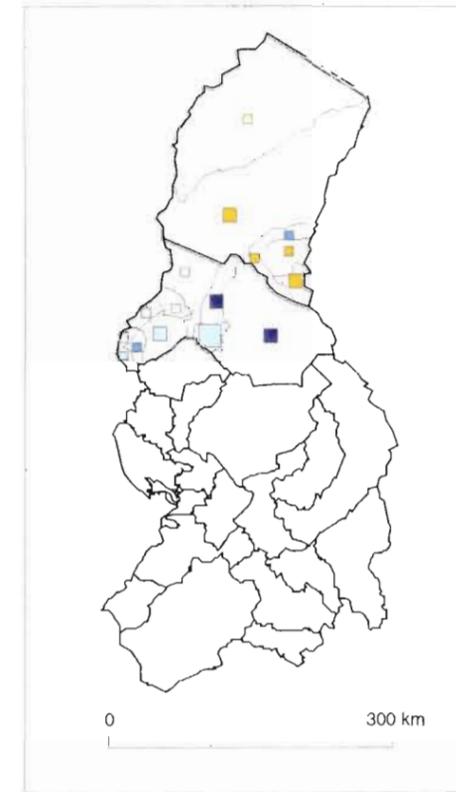


carte n°6.5

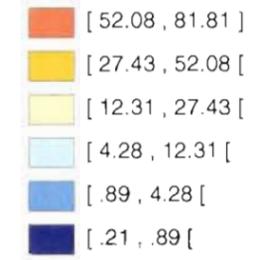
# Logements équipés de sanitaires



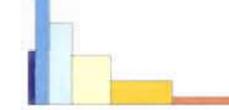
Canton La Paz



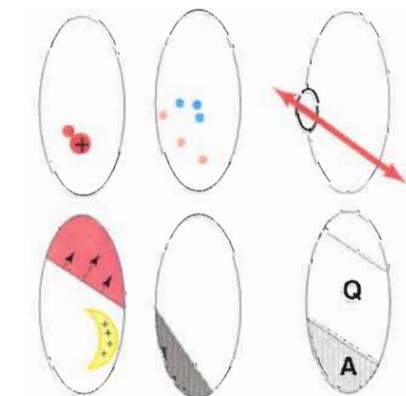
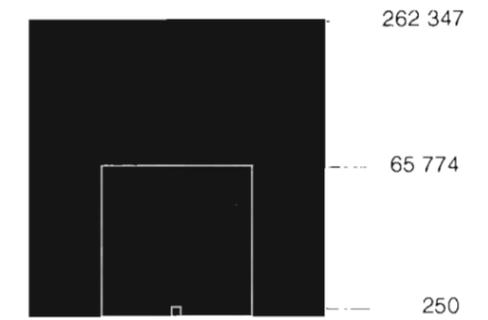
Nombre total de logements occupés équipés de sanitaires pour 100 logements occupés



20.20%



Nombre total de logements occupés en 1992



# 7

## Une classification des cantons du département de La Paz

Afin de produire une synthèse des indicateurs retenus pour rendre compte de la population et de ses conditions de vie dans le département de La Paz, une classification ascendante hiérarchique (CAH) a été réalisée avec les indicateurs figurant dans le tableau n°7.1. On donne pour chacun d'eux son nom, la moyenne calculée sur les 435 cantons, l'écart-type exprimant la dispersion des valeurs autour de la moyenne, le minimum et le maximum.

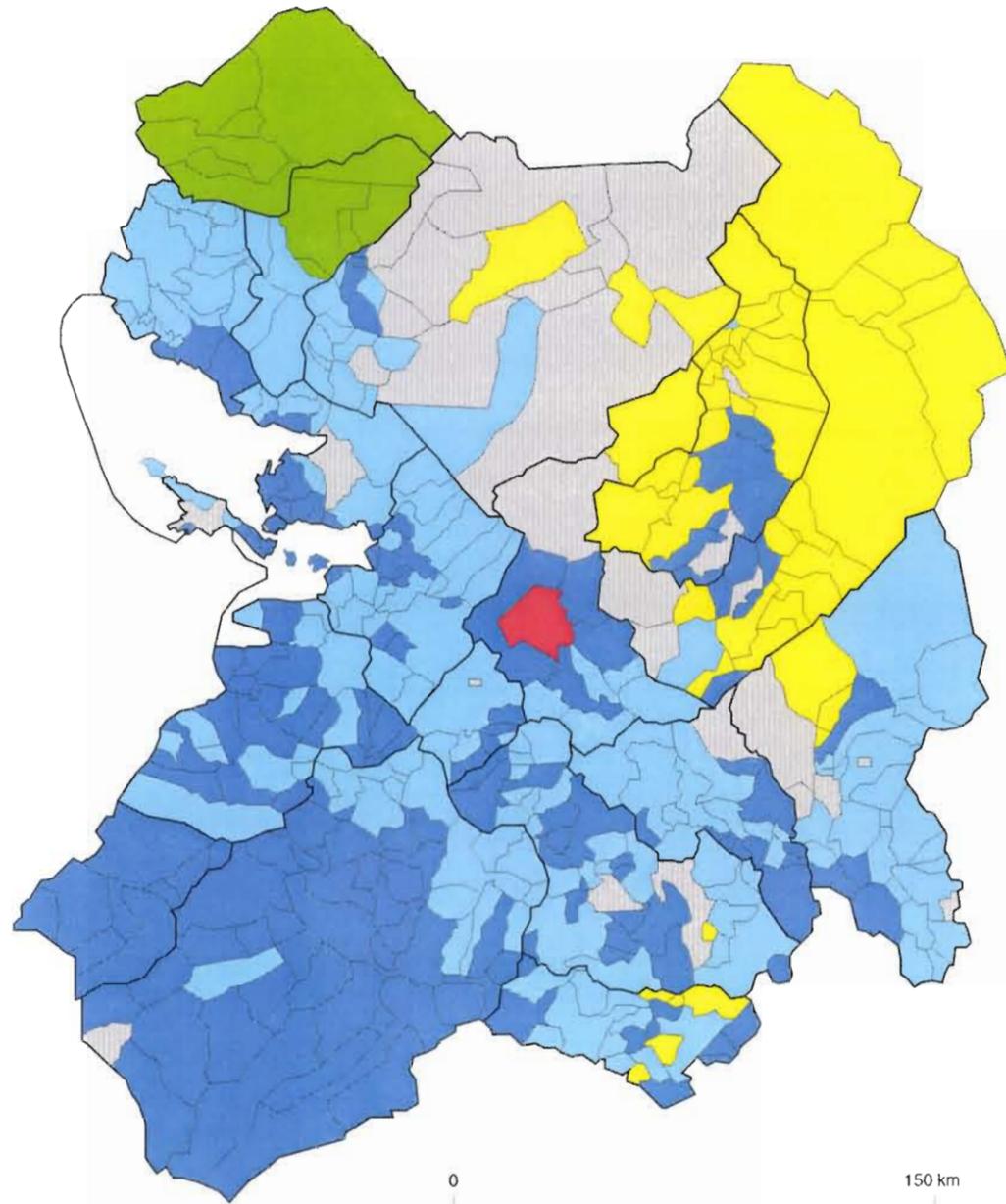
Les 435 cantons ont été regroupés en 6 classes d'effectifs inégaux (tableau n°7.2). La figure n°7.1 présente les profils de ces classes sur l'ensemble des variables analysées.

### **7.1. La cordillère d'économie traditionnelle et l'altiplano en transition économique**

Les deux premières classes regroupent les trois quarts des cantons (carte n°7.1). Sur les graphiques de leurs profils (figure n°7.1), elles apparaissent comme étant les plus homogènes sur l'ensemble des variables, en général proches de la moyenne, ce qui est normal compte tenu de l'importance du nombre de cantons concernés. Regroupées, ces deux classes correspondent très fidèlement à l'aire d'extension principale de la langue aymara. Les deux classes diffèrent néanmoins sur quelques indicateurs : le nombre d'enfants par femme et l'absence de recours médical sont plus élevés dans la première que dans la seconde.

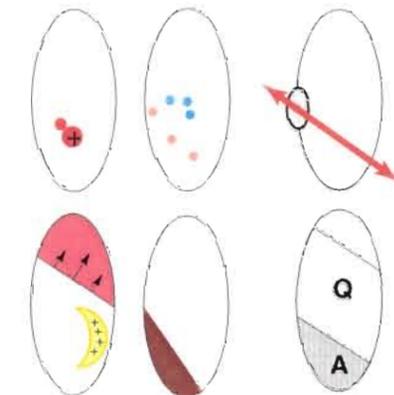
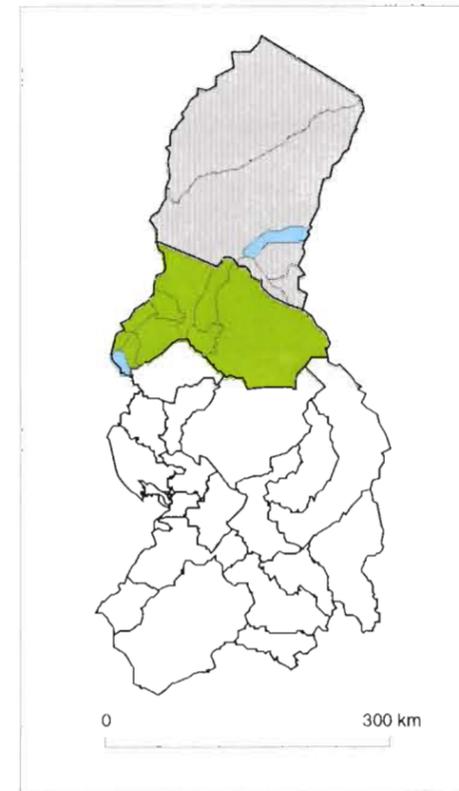
carte n°7.1

### Classification socio-économique des cantons du département de La Paz



Classes

- Classe n°1**  
Cordillère aymara d'économie traditionnelle
- Classe n°2**  
Altiplano en transition économique
- Classe n°3**  
Croissant de colonisation prospère
- Classe n°4**  
Frange de colonisation quechua pauvre
- Classe n°5**  
Enclaves minières
- Classe n°6**  
La Paz



Indicateur	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Nombre d'habitants par logement	3.7	0.5	1.9	7.1
Logements avec eau à l'intérieur %	15.3	23.7	0.0	100
Santé sans recours %	24.6	20.3	0.0	97.6
Santé guérisseurs %	21.7	18.2	0.0	94.6
Santé pharmacies %	4.7	7.1	0.0	50.0
Santé privé %	5.0	8.7	0.0	64.8
Santé églises/ONG %	2.5	5.7	0.0	56.3
Santé sécurité sociale %	2.8	3.9	0.0	32.1
Santé ministère %	13.4	15.2	0.0	91.2
Logements avec sanitaires %	15.8	17.0	0.0	81.8
Logements avec eau %	19.5	23.5	0.0	97.7
Logements ruraux avec électricité %	10.3	18.9	0.0	91.7
Logements occupés %	75.5	13.6	28.9	100.0
Commerce %	2.4	3.3	0.0	24.7
Pêche %	0.2	1.6	0.0	21.6
Mines %	2.9	8.8	0.0	66.6
Banques %	0.01	0.01	0.0	1.0
Agriculture %	70.6	18.5	0.0	98.9
Indépendants %	57.2	15.8	4.5	93.3
Salariés %	7.5	8.2	0.0	62.9
Taux d'activité %	48.8	10.5	3.5	78.6
Parle quechua %	7.0	15.8	0.0	80.3
Parle aymara %	71.9	18.1	0.1	89.8
Parle espagnol %	61.8	12.4	14.0	83.3
Analphabètes %	24.7	8.8	4.9	58.5
Taux d'urbanisation %	2.2	12.1	0.0	100
hommes/femmes %	99.6	15.5	61.0	172.4
Nombre d'enfants/femme	2.7	0.5	1	4.5

**Tableau n°7.1. Indicateurs utilisés pour la classification.**

Classe n°	Nombre de cantons	%
1	160	36.8
2	170	39.1
3	50	11.5
4	20	4.60
5	34	7.82
6	1	0.23

**Tableau n°7.2. Nombre de cantons dans chaque classe de la CAH.**

Ainsi, sur un fond de pauvreté certain dans les deux classes, les cantons composant la première classe apparaissent plus reculés (nombre d'enfants par femme et absence de recours médical plus élevés) et plus abandonnés (faible occupation des logements, plus de femmes que d'hommes). La classe n°1 comprend donc les cantons de la cordillère aymara d'économie traditionnelle. La seconde classe n'apparaît guère plus favorisée : l'accès à la santé se limite aux guérisseurs, les logements sont encore plus mal équipés, et plus occupés et le taux d'analphabétisme y est encore plus fort. En résumé, la paupérisation extrême semble y régner. Ainsi, la classe n°2 rassemble les cantons de l'altiplano en transition démographique et économique.

Sur le plan géographique (carte n°1), la classe n°1 s'étend sur les province de la cordillère : Pacajes et Pando principalement. La classe n°2 contient la majorité des cantons du couloir altiplanique.

### 7.2. Le croissant de colonisation prospère

Dans les cantons appartenant à la classe n°3, la situation apparaît bien meilleure sur le plan de l'encadrement médical (recours aux pharmacies, 14 % et système du ministère de la santé 31 %), de l'équipement des logements (eau 27 % et sanitaires 21 %) mais avec un taux d'occupation plus élevé (3,9 %). La majeure partie de la population parle espagnol (75 %) et comprend nettement plus d'hommes que de femmes (près de 120 hommes pour 100 femmes). L'agriculture y est l'activité dominante (81 %). Sur le plan géographique, cette classe couvre l'essentiel de la province Sud Yungas, et la partie nord de la province Nord Yungas. Il s'agit d'un croissant de colonisation prospère.

### 7.3. La frange de colonisation quechua pauvre

La classe n°4 est définie avant tout comme le domaine quechua. Cette langue atteint un pourcentage moyen de 69 % dans les cantons concernés contre 7 % en moyenne dans l'ensemble du département. Le taux d'analphabétisme y atteint des valeurs records avec un pourcentage moyen atteignant 41 %, soit près du double de la moyenne des cantons du département pris dans son ensemble. Sur le plan de la santé, les guérisseurs présentent des valeurs semblables. Enfin, les conditions de logement sont globalement mauvaises tant sur le plan de l'occupation (4 habitants par logement) que sur celui de l'équipement sanitaire. Les cantons appartenant à cette classe occupent la totalité des provinces F. Tamayo et B. Saavedra ainsi que la partie nord de la province de Muñecas; ils forment une frange de colonisation quechua pauvre.

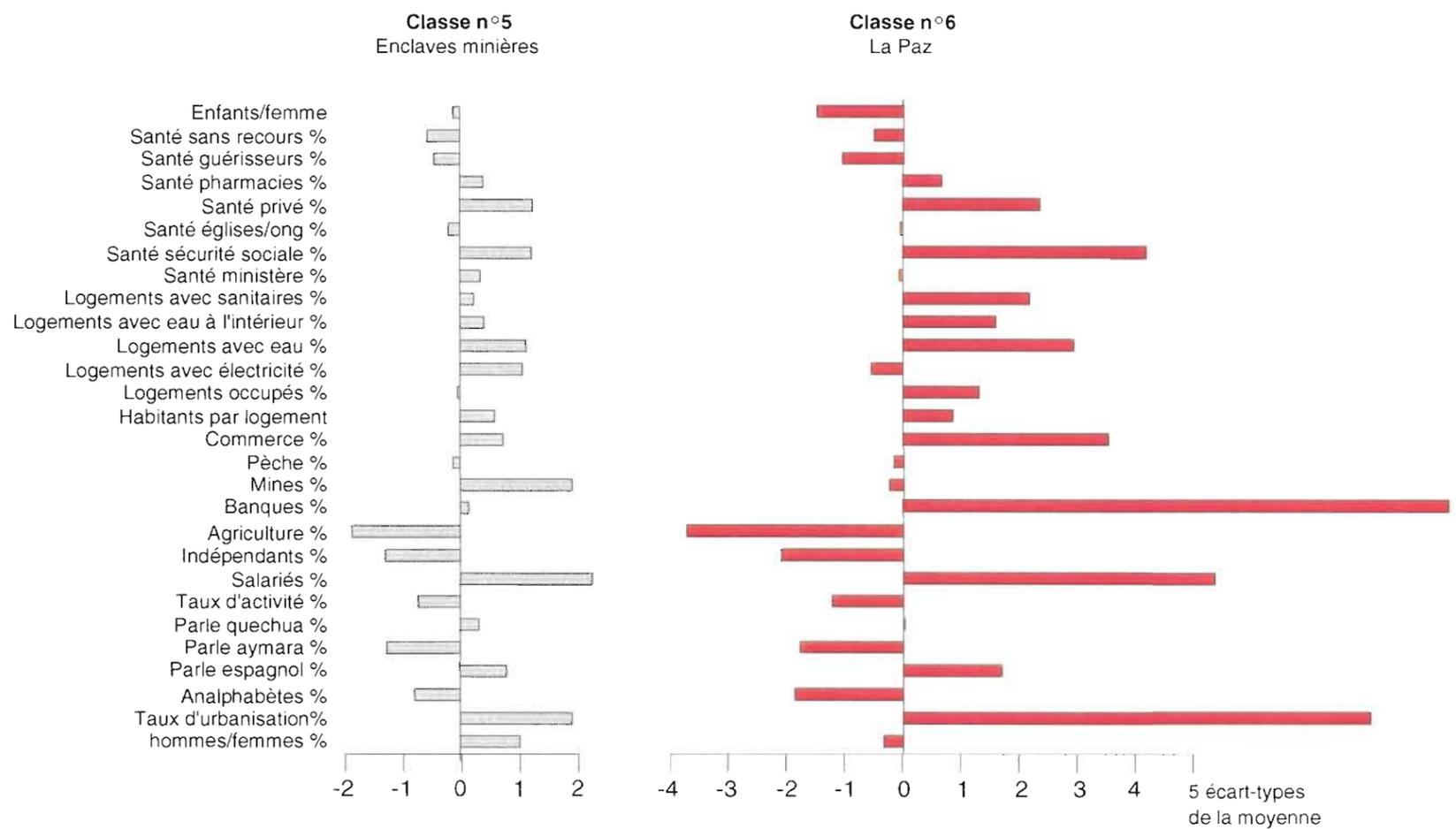
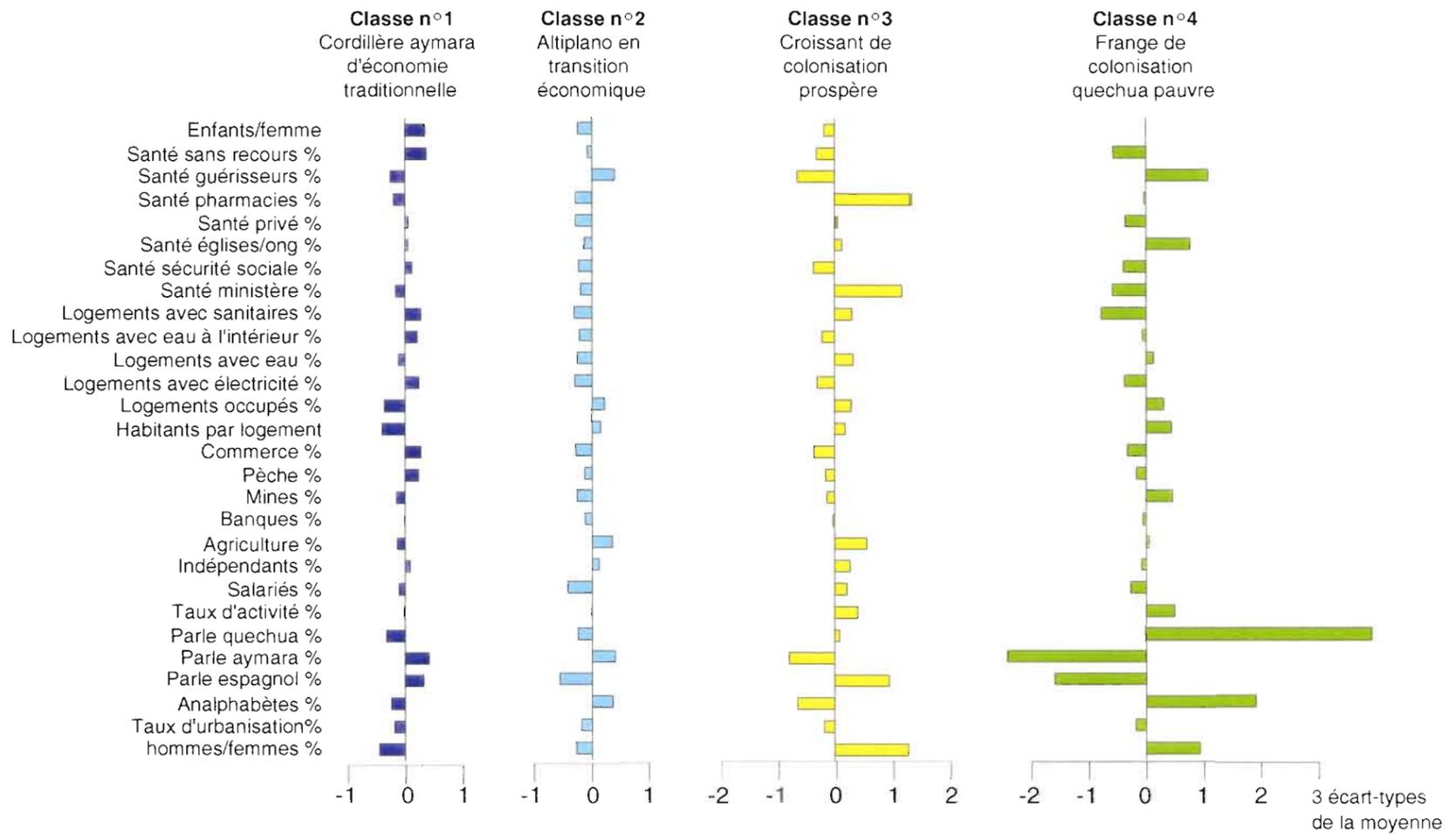
### 7.4. Les centres miniers

Les centres miniers sont regroupés dans la classe n°5. Le pourcentage moyen de cette activité extractive y atteint presque 20 % des actifs contre moins de 3 % dans l'ensemble du département. La population, composée en majorité d'hommes (115 hommes pour 100 femmes), salariés (26 %) et parlant espagnol (71 %), y est plus urbanisée (25 %). Les conditions de vie y sont meilleures qu'ailleurs tant sur le plan de l'accès au système de santé avec une nette préférence pour le système privé (15,9 %) et celui de la sécurité sociale (7,6 %), que sur celui de l'équipement des logements, notamment en eau (46 %) et en électricité (30 %). Cette classe rassemblant les enclaves minières s'étend sur la majeure partie des département de Larecaja et A. Iturralde. Ailleurs, sa répartition est très sporadique et s'accompagne de pourcentages d'actifs dans le secteur des mines beaucoup plus faibles.

figure n°7.1

## Classification socio-économique des cantons du département de La Paz

### Profils des classes



### 7.5. La Paz

Enfin, et comme cela était parfaitement prévisible, le canton de La Paz forme seul une classe. Sur le plan des conditions de vie, ce canton présente un net avantage : meilleure couverture médicale, meilleur équipement des logements avec par ailleurs une réelle pénurie puisque 93 % d'entre eux sont occupés. Mais n'oublions pas qu'il s'agit de moyennes qui cachent sans aucun doute de très grandes disparités. Sur le plan des activités, c'est là qu'on trouve les commerces, les banques et assurances et en conséquence, la plus forte proportion de salariés (52 %) parmi les actifs. Le nombre d'enfants par femmes y est bien plus faible qu'ailleurs (1,9) alors que le nombre d'hommes pour 100 femmes marque un net déficit avec 94 seulement.

## Bibliografía utilizada (en el texto)

- Arce Vargas, M. Monografía estadística de Bolivia. SCIDE: 46 p. + mapas. La Paz. 1954.
- Arguedas, A. Histoire générale de Bolivie. Traducido del Español. Librería Félix Alcan. 157 p + mapa. París. 1923.
- C. Badia Malagrita. La geografía como factor político en América del Sur. Sevilla. 1918..
- Ballivián, V.M. Geografía de Bolivia. Tipo. Comercial. 585 p. La Paz. 1905.
- Ballivián, V.M. División Política administrativa de la República de Bolivia. Boletín de la dirección General de Estadísticas y Estudios Geográficos. Nº 86 de 1913, p.115/174, y Nº 89 de 1914, p.193/294.
- Ballivián, V.M. & E. Idiaquez: Diccionario geográfico de la República de Bolivia. T. 1. Departamento de La Paz. 165 p. 1890.
- J. Blanes. La Razón del 5 de octubre de 1994.
- CODEX. Marginalización y Salud. La situación de los barrios marginales de La Paz.
- Colectivo. Salto al futuro. La población objeto y sujeto del desarrollo. Ministerio de Planificación y UNFPA. 315 p. La Paz. 1984.
- Colectivo: Regionalización en Salud. Departamento de La Paz. Unidad Sanitaria. La Paz. 1992-1993. 60 p + mapas.
- Costa Arduz, R. Conciencia histórica y conciencia territorial. Prefectura de La Paz, editora. 151 p.
- Crespo, J.L. Geografía de la República de Bolivia. Imp. Heitman. 495 p. La Paz. 1910.
- Fifer, V.J. Bolivia's pioneer fringe. In: The Geographical Review. Nº1. p.1-21, + mapas. Vol. LVII. N.Y. 1967.
- Giraud, L. Kallawaya, Curanderos itinerantes de los Andes. Ed. de l'ORSTOM. 668 p. París. 1984.
- Gómez, G. Diagnóstico Urbano-Funcional. Cordepaz. 1993.
- INE (Instituto Nacional de Estadística). Censo nacional de Población y Vivienda. 1992.
- Montes de Oca.
- Razón (La) : del 3 de octubre de 1994.
- Roux. J.C. El mapa de 1859 y sus significados geográficos. Bolivia geográfica-historica y Bolivia Territorial. 1993. In : Hombre- Sociedad-Espacio- nº 2. p. 77/119. 1993. UMSA/ ORSTOM.
- UDAPSO. Mapa de pobreza. Una guía para la acción social, 1993.

# Bibliografía temática consultada

## - Salud pública

- Albó, X, T. Greaves & G. Sandoval. Chukiyawu. La cara aymara de La Paz. T. 3.
- CIPCA. Cabalgando entre dos mundos. In : Cuadernos de Investigación N° 24. 196 p. La Paz. 1983.
- Colectivo. Luz y Sombra de la vida. Mortalidad y fecundidad en Bolivia. La Paz. 1992.
- Colectivo. Mujer urbana : realidad y deseos respecto al comportamiento reproductivo. SIAP. 1989. La Paz.
- Colectivo : Regionalización en salud. Departamento de La Paz. Unidad sanitaria La Paz. 1992-1993. 60 p. + cartes.
- CORDEPAZ : Lineamiento de la estrategia de desarrollo del departamento de La Paz. 95 p. La Paz. 1993.
- Carmen-Orozco (Dra. María del). Regionalisation en salud - Departamento de La Paz \_ 1992-1993\_ . La Paz.
- ENDSA. Encuesta Nacional de Demografía y Salud. 1994.
- Guzmán, J.M. et &. Cambios de la fecundidad en Bolivia. CELADE et UPP. La Paz. 1991.
- INE. Bolivia : Encuesta Nacional de Demografía y Salud. 1988 et 1994. La Paz.
- Marckward, A. Fecundidad y Mortalidad en Bolivia. INE/UNFPA. 1988.
- Ministerio de Desarrollo Humano. Estadísticas de salud. 1992 / 1993. Anuario estadístico N° 6 et 7. S.R.S.
- UNFPA. Bolivia. Programme Review and Strategy Development. 1990.

## - Demografía

- Ballivián, V.M. Censo general de la población de la República Boliviana. 2 t. Oficina de Inmigración, Colonización y Propaganda Geográfica. La Paz. 1900.
- Bataillon, C, Deler, J.P., Thèry, H. Belin- Amérique Latine. In : Géographie Universelle. Reclus. 1991. Voir le chapitre Bolivie.
- CEPAL. Anuario estadístico de América Latina y del Caribe. 1992.
- Cordepaz. Diagnóstico Urbano - Funcional. G. Gómez-García. 1993.
- Cordepaz. Lineamientos de la estrategia de desarrollo del departamento de La Paz. 1993.
- INE. Censo Nacional de Población y Viviendas 1992. Resultados finales. 180 p. INE. 1993.
- Mendoza, J. El macizo andino.
- Ministère du Plan et UNFPA. Salto al futuro. La población objeto y sujeto del desarrollo. Travail collectif. 315 p. La Paz. 1984.

## - Educación

- Anuario Nacional Estadístico y Geográfico de Bolivia. Imp. González y Medina. 170 p. + anexos. La Paz. 1918.
- Arce Lacaze, L. La educación del Indio. In : Boletín de la Sociedad geográfica de La Paz. Nº 56. p. 118 /121. 1922.
- Arce Vargas, M. Monografía estadística indígena de Bolivia. SCIDE. 46 p. + mapas. La Paz. 1954.
- Bairón, M. La educación del indio en Bolivia. In : América Indígena. p. 7 / 10. México II-3. 1942.
- Consejo Nacional de Educación. El estado de la educación indígena. 142p. La Paz. 1940.
- Ministerio de Educación. La Educación en Bolivia. 62 p. + anexos. La Paz. 1967.
- J.F. Moncayo. Legislación Boliviana del Indio. Recopilación 1825-1953. Ministerio de Asuntos Campesinos. 518 p. La Paz. 1953.
- Roux, Cécile. La condición del Indio Boliviano desde la Independencia de Bolivia hasta nuestros días. 1825-1994. Memoria de Maestría. 102 p. Université P. Valéry. Montpellier. France.
- Terán Gómez, L. El indio ante la realidad. Boletín de la Sociedad Geográfica de Sucre. Nº 63. p. 80 / 90. 1941.
- Seifereld, A. Economía y petróleo durante la guerra del Chaco. Imp. El Lector. 534 p. Asunción. 1983.

## - Administración

- Armentias, N. Diario de sus viajes a las tribus comprendidas entre el Beni y Madre de Dios y en el arroyo del Ivon. Tip. Religiosa. 131 p. La Paz. 1883.
- Cosme Bueno. Geografía del Perú Virreinal ( siglo XVIII). Lima. Publicado por D. Valcárcel. 140 p. 1951.
- Dalence, J.M. Bosquejo estadístico de Bolivia. Imprenta Sucre. 1851.
- Foucher, M. Fronts et frontières. Fayard. 612 p. Paris. 1991.
- Pentland. Informe sobre Bolivia. 1826. Edición Potosí. 1975.
- Secretaría Nacional de Participación Popular & CORDEPAZ : Cuadro de secciones de provincia y distribución de la coparticipación en base al presupuesto 1994. 2 p. + Gerencia de Fortalecimiento Municipal. 1 p. 1994.